

Le Japon à l'âge mûr

Philippe Sigogne,

Directeur du département des diagnostics de l'OFCE

Thierry Schwob,

Chargé d'études à l'OFCE

Depuis le début des années 1980 les excédents commerciaux japonais sont spectaculaires, mais aussi leurs emprunts à l'étranger ; tandis que l'excès d'épargne intérieure sur l'investissement provoque des sorties massives de capitaux. Ce qui fait du Japon une plaque tournante non seulement commerciale, mais aussi financière.

Le rapide développement de l'économie a bénéficié d'une démographie favorable depuis la deuxième guerre mondiale. L'émergence de nouvelles activités et les chocs pétroliers ont suscité des restructurations répétées. Celles-ci ont permis d'enrayer le laminage des profits, renforçant la mainmise de l'industrie sur l'économie.

Engagés dans une phase de rattrapage des pays les plus riches, les Japonais ont payé l'intense effort de modernisation par une pause des salaires réels depuis dix ans et un surcroît d'épargne. Leur consommation n'est pas à la mesure de leur travail.

Le passage, au milieu des années 1970, d'un endettement des entreprises à celui de l'Etat a favorisé l'éclosion de nouveaux marchés financiers et rendu moins efficace le contrôle direct de la liquidité. La régulation par les taux d'intérêt est privilégiée depuis 1980. L'internationalisation du yen pourrait la remettre en cause. Le freinage des dépenses publiques amorcé en 1980 et la privatisation d'entreprises publiques déficitaires se heurtent à des limites ; mais la faiblesse de la pression fiscale laisse une marge de manœuvre.

Depuis 1983 la reprise américaine a permis aux entreprises japonaises de hautes technologies de développer massivement leurs exportations, et a amplifié la vague de modernisation. La production industrielle s'est accrue de 20 %. En dépit de l'amélioration de l'emploi, la croissance du pouvoir d'achat a été lente et la consommation n'a progressé que de 6 % en deux ans. Le redressement des profits a restauré la confiance des entrepreneurs. L'investissement prendra le relais des exportations, permettant de maintenir un rythme de croissance de 5 à 6 % jusqu'en 1986.

A plus long terme le Japon aura à faire face aux difficultés nées de ses excédents commerciaux, engendrés par son goût de l'épargne et de la compétition, et, d'autre part, au vieillissement de sa population.

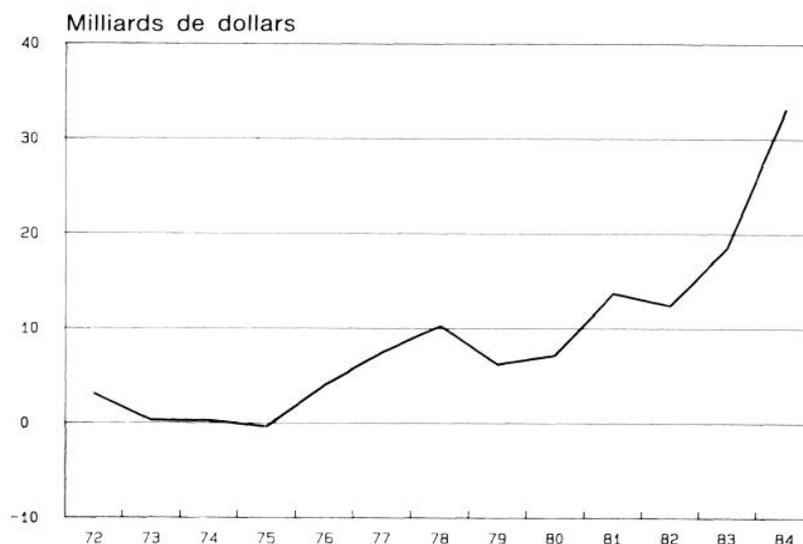
Le Japon : plaque tournante mondiale

Malgré les influences perturbatrices des chocs pétroliers, le Japon a maintenu tout au long des années soixante-dix un solde commercial positif. Depuis le début des années 1980 les résultats sont encore plus spectaculaires (32 milliards de dollars d'excédent en 1983, 45 milliards en 1984).

Cette évolution ne s'est pas faite sans de profonds bouleversements :

- De nombreux déséquilibres commerciaux bilatéraux s'aggravent. Celui avec les Etats-Unis est particulièrement important (près de 35 milliards de dollars d'excédent en 1984) (graphique 1). Les mesures de libéralisation des échanges entreprises dès 1982 n'ont pas réussi à endiguer l'envolée des exportations japonaises et l'accroissement du déficit américano-japonais.

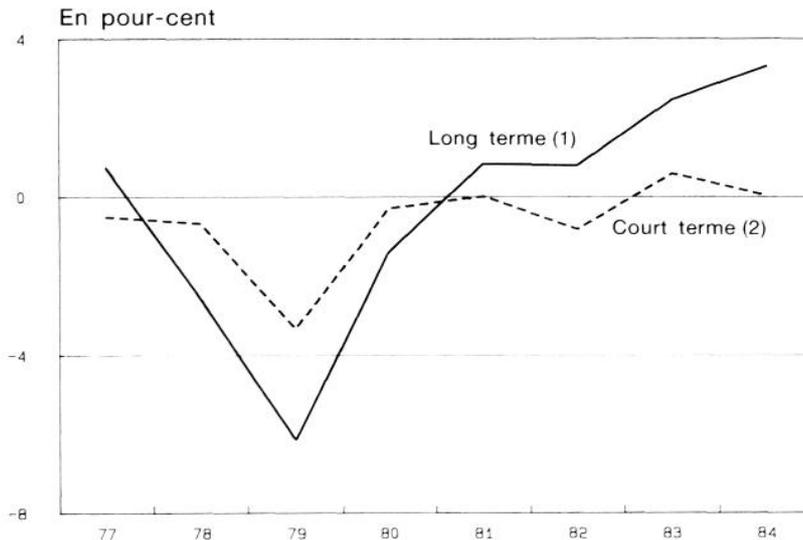
1. Solde commercial du Japon envers les Etats-Unis



Source : Ministère des Finances.

- Parallèlement un flux énorme de capitaux quitte le Japon à un rythme avoisinant les 50 milliards de dollars en 1984. Ils viennent se placer pour moitié environ aux Etats-Unis dans des fonds d'Etat américains émis pour financer le déficit budgétaire. Ces importants mouvements s'expliquent par la situation de l'économie mondiale actuellement tirée par les Etats-Unis. La fermeté du dollar, les déficits commercial et budgétaire et le niveau élevé des taux d'intérêt aux Etats-Unis concourent à l'entrée massive de capitaux japonais (graphique 2). Cela est rendu possible par les bénéfices des entreprises nippones, par une épargne intérieure traditionnellement élevée, par une demande d'inves-

tissement réduite et par un besoin de financement du secteur public en régression (graphique 3). Situation qui a conduit les banques et les institutions financières non bancaires (principalement les compagnies d'assurances) à diversifier leurs activités vers l'extérieur.



2. Différences d'intérêt réel

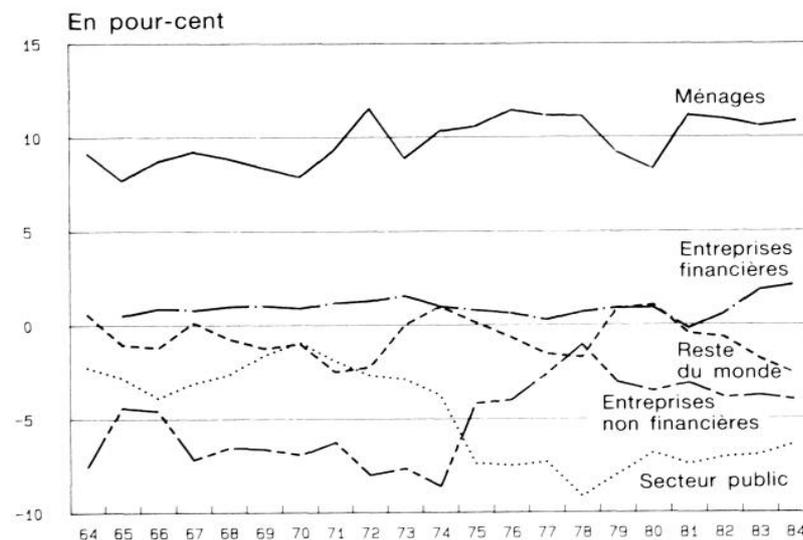
(Taux réels⁽³⁾ aux Etats-Unis - Taux au Japon)

Source : nomura Research Institute.

(1) Rendement réel des obligations publiques japonaises à longue échéance moins le taux d'intérêt réel sur les bons du Trésor aux Etats-Unis à 10 ans.

(2) Taux d'intérêt réel à 3 mois sur le marché Gensaki moins le taux d'intérêt réel sur les bons du Trésor à 3 mois.

(3) Les taux d'intérêt réels sont obtenus en rapportant les taux nominaux à la hausse des prix de l'année.



3. Equilibre financier des agents

Sources : Etudes économiques de l'OCDE. Daiwa Securities.

• L'activité financière de « transformation » adoptée par le Japon n'est pas sans risque. La forte dépendance japonaise vis-à-vis des capitaux étrangers, principalement européens (en 1984, le Japon est le deuxième emprunteur sur le marché international des capitaux), semble paradoxale eu égard à son statut de premier prêteur mondial. Les marchés européens permettent aux entreprises japonaises de se procu-

rer à moindre coût des liquidités destinées à financer leurs activités à l'étranger. L'attitude des pouvoirs publics est conciliante à l'égard de cette pratique, car l'endettement à l'étranger des entreprises facilite le financement du déficit budgétaire. Ce choix délibéré fait du Japon une plaque tournante non seulement commerciale, mais aussi financière.

Des retours en arrière s'imposent pour mieux appréhender la façon dont le Japon a pu gagner cette place. L'approche économique utilisée ici ne suffit certes pas à rendre compte des exceptionnelles transformations intervenues en l'espace d'une génération. On n'a pas l'ambition de rechercher dans quelle mesure ce miracle économique est l'illustration des vertus ancestrales, ou de dire s'il annonce leur dilution prochaine dans la société de consommation. Nous nous bornerons à passer en revue les tendances démographiques, les mutations industrielles, les instruments de la politique économique, les modes de vie et les modalités d'insertion dans les échanges internationaux.

Dans un pays au développement aussi rapide, on trouve partout des marques du passé. Selon le cas leur persistance apparaîtra comme une preuve de sagesse ou le symptôme d'un esprit rétrograde. Ouvrir davantage le Japon aux influences extérieures et le rapprocher de ses partenaires occidentaux serait faire disparaître ces anachronismes. Mais ce serait aussi précipiter la primauté dans le monde de l'économie nipponne et risquer de provoquer des réactions brutales de xénophobie à l'étranger. La conjoncture des récentes années, bruisante d'une nouvelle vague de restructurations, a bien des aspects d'une veillée d'armes dans la course à la suprématie technologique. L'esprit de croisade est présent dans plus d'un discours de chef d'entreprise. Il l'est aussi dans maintes élaborations de perspectives à long terme que nous examinerons en dernier lieu.

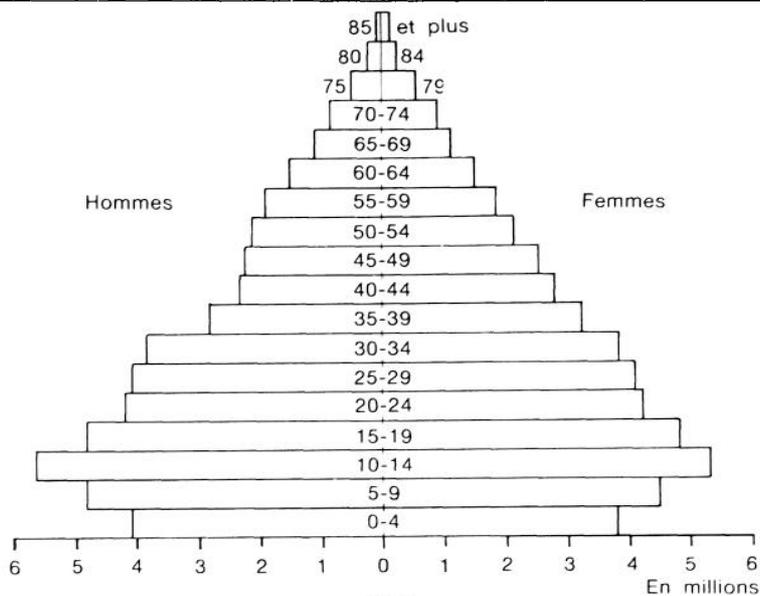
La démographie à l'appui de la croissance

L'augmentation de la population depuis la deuxième guerre mondiale n'a été ni trop faible, au risque de brider la croissance, ni trop forte, au risque de l'étouffer par insuffisance d'épargne. Le Japon a vécu là son âge d'or.

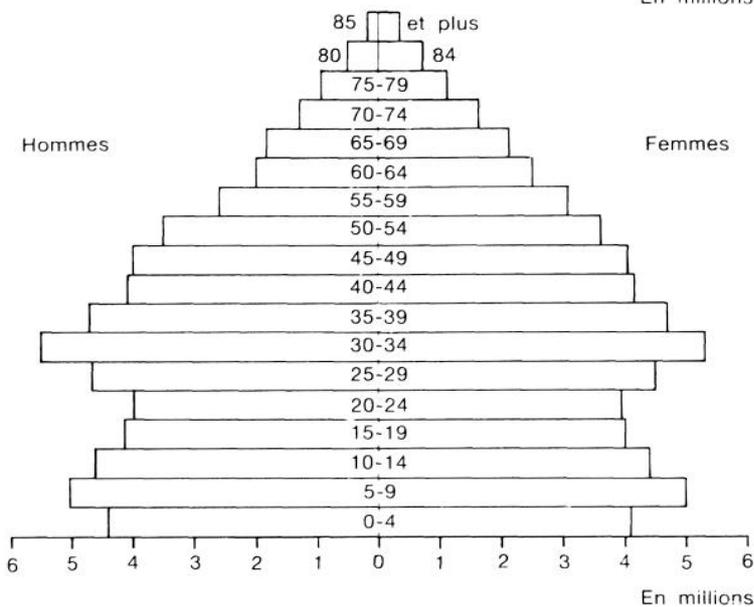
Le ralentissement démographique ne s'est fait sentir que récemment...

Dans toute la période allant de l'ère Meiji à la fin des années soixante-dix, soit pendant plus d'un siècle, la population du Japon a augmenté rapidement sur la lancée d'une natalité longtemps très forte et d'une mortalité relativement faible. Le taux de natalité s'est élevé d'environ 15 naissances pour 1 000 habitants en 1872 à près de 35 pour 1 000 dans les années 1910 à 1920. La remontée du taux de mortalité fut moindre, plafonnant vers 22 ‰ aux environs de 1890, puis déclinant. La guerre de 1914-1918 causa beaucoup moins de pertes au Japon qu'en Occident, ce dont témoigne une pyramide des âges encore très régulière jusqu'en 1960 (graphique 4). Et, si la deuxième guerre

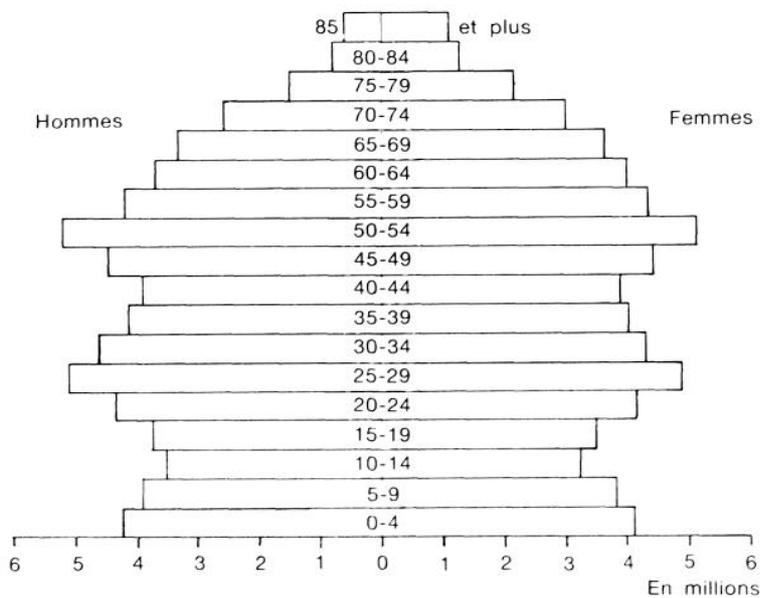
4. Pyramides des âges
1960-1980-2000



Année 1960



Année 2000



Année 1980

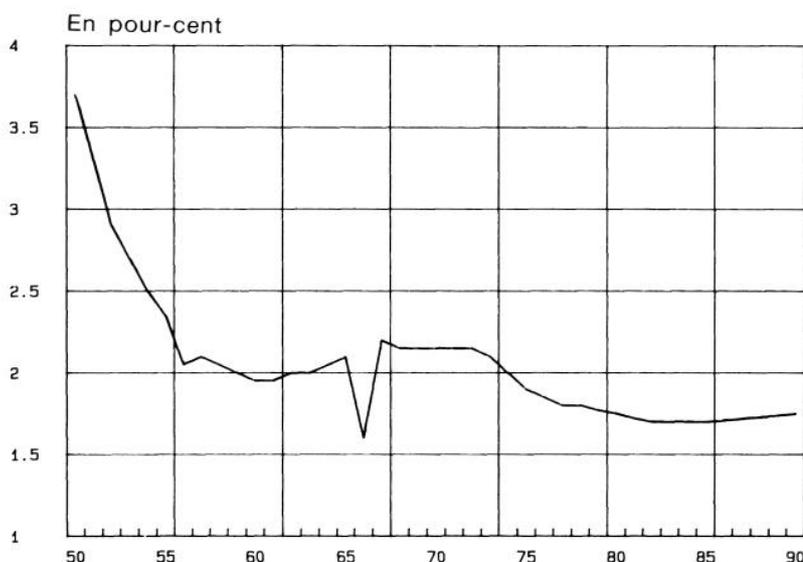
Sources : 1960-1980 : Bureau des statistiques du Premier ministre. 2000 : Institut des problèmes de population. Ministère de la Santé et du Bien-Être.

mondiale fut plus meurtrière, elle fut relativement courte pour le Japon, si bien que l'explosion de la natalité qui s'ensuivit compensa rapidement le déficit momentané des naissances.

Après la très forte remontée de la fécondité féminine de l'immédiat après-guerre, son taux ⁽¹⁾ est revenu, dès le milieu des années cinquante et jusqu'au milieu des années soixante-dix, aux environs de 2,1 %, ce qui n'assure à terme que le simple renouvellement de la population (graphique 5). Cependant l'écart entre le taux de natalité et le taux de mortalité, qui détermine l'accroissement naturel de la population ⁽²⁾ est resté proche de 1 % en moyenne chaque année au cours de cette période. Le baby boom de l'après-guerre a même engendré à son tour un nouveau baby boom au début des années soixante-dix, portant à 1,2 % par an la croissance de la population entre 1970 et 1980.

L'inertie des mouvements démographiques est parfaitement illustrée par le cas du Japon. C'est seulement depuis 1980 que les effets cumulés de la baisse du taux de fécondité, poursuivie après 1975, se sont traduits par un ralentissement sensible : la population, actuellement proche de 120 millions, ne progresse plus que de 0,6 % par an. Même des hypothèses relativement favorables de redressement du taux de fécondité conduisent à envisager un plafonnement vers 130 millions d'habitants un peu avant l'an 2010, qui serait suivi d'un recul.

5. Taux de fécondité



Source : Institut des problèmes de population, ministère de la Santé et du Bien-Être.

... mais le Japon rejoindra le clan des pays vieux en l'espace d'une génération

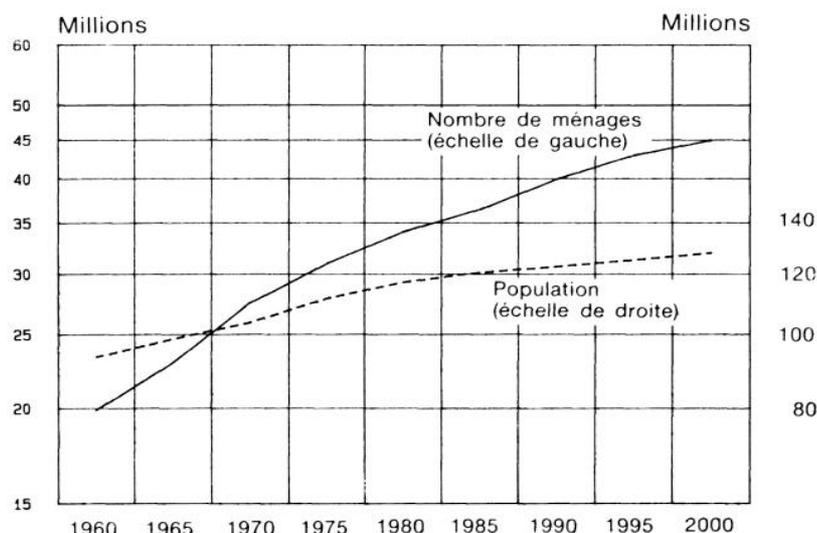
La pyramide des âges représentative de la situation présente a déjà rompu avec la forme traditionnelle que revêt celle des pays en développement à population très jeune. En forme de ruche, elle reflète l'image

(1) Rapport entre le nombre de naissances et la population féminine en âge de procréer (15-49 ans).

(2) Les migrations sont négligeables au Japon.

d'un peuple *dans la force de l'âge*, avec la tranche la plus peuplée entre 35 et 39 ans (graphique 4). Cette structure se révèle très bénéfique à court terme, le rapport du nombre de personnes dépendantes au nombre de travailleurs étant parmi les plus faibles des pays développés. Elle n'est cependant que provisoire, les tendances précitées conduisant le Japon à perdre totalement cet avantage d'ici 25 ans.

Dans l'intervalle les conséquences des mouvements démographiques sur l'éducation et le logement méritent d'être signalées, dans la mesure où elles viennent renforcer des évolutions en cours. Ainsi les baby-booms successifs, qui ont provoqué des vagues de scolarisation facilement repérables, se combinent avec l'allongement et l'approfondissement des études pour gonfler les effectifs universitaires dans les années quatre-vingt. Par ailleurs à l'encontre des familles traditionnelles regroupant trois générations, une tendance très forte à la décohabitation se manifeste à une époque où la mobilité des jeunes est importante, où la formation de nouveaux couples reste élevée et où l'allongement de la durée de vie accroît le nombre de personnes âgées. Il en résulte une progression rapide du nombre de ménages et des besoins de logement correspondants, qui tranche avec les évolutions enregistrées en Europe. De 20 millions en 1960, ce nombre a atteint 34 millions en 1980 et pourrait dépasser 45 millions en l'an 2000⁽³⁾ (graphique 6).



6. Population et nombre de ménages

Source : Japon à l'an 2000, Agence de planification économique.

La population active s'accroît encore rapidement...

En retard d'une quinzaine d'années sur la population totale, la population active ne ralentira à son tour sa croissance que dans les années quatre-vingt-dix. C'est, au contraire, une accélération qui se dessine en début des années quatre-vingt (+ 1,7 % l'an de 1980 à 1984 au lieu de + 0,9 % l'an pendant les années soixante-dix).

(3) Projections de l'Agence de planification économique à partir des estimations de l'Institut des problèmes de population.

Le taux de participation, défini comme le rapport de la population active à celle en âge de travailler (15 à 64 ans) est comparable à ceux des pays anglo-saxons et supérieur à ceux des pays d'Europe continentale, car les personnes âgées de 55 ans et plus restent plus nombreuses au travail. Cela malgré des taux relativement faibles d'activité des jeunes à cause de la durée des études, et aussi des femmes entre 25 et 49 ans. Celles-ci ont cependant accru leur participation à la vie active depuis 1975 (d'environ 2 à 3 points), en même temps que le taux de fécondité déclinait. Sur une plus longue période ce changement sociologique apparaît encore plus nettement : en 1983, sur cinq femmes actives, trois sont mariées, alors qu'elles n'étaient qu'une sur trois en 1960.

1. Population et population active

En milliers

	Japon 1983	Etats-Unis 1982	RFA 1983	France 1983
Population totale	119 300	231 534	61 430	54 380
Population active	58 890	112 384	28 542	23 777
Taux d'activité ⁽¹⁾				
Ensemble	73,0	72,7	67,0	66,4
15-24 ans	44,2	68,2	57,6	45,9
25-64 ans	75,8	74,8	68,9	72,0
65 et plus	25,6	11,3	4,2	2,9

Source : BIT, Annuaire 1984.

(1) Population active/population âgée de 15 à 64 ans en milieu d'année.

Plusieurs facteurs expliquent le grand nombre de travailleurs âgés : la part encore assez forte de l'agriculture, la valeur culturelle associée au travail et aussi l'insuffisance des pensions auxquelles peuvent prétendre les actuels retraités. Bien que dans la grande majorité des entreprises l'âge de la retraite soit compris entre 55 et 60 ans, en 1980 les hommes âgés d'au moins 65 ans étaient encore au travail à raison de 45 %, à comparer à 7 % à 8 % en France et en RFA. Quoique l'influence de ces facteurs aille en s'estompant, ce qui laisse prévoir une réduction sensible de ce taux d'activité, le vieillissement de la population, mis en évidence par les projections démographiques, conduirait à attribuer la moitié de la croissance de la population active des prochaines années aux personnes de 55 ans et plus. D'autant que pour assurer l'équilibre des régimes de pension, mais aussi sous la pression syndicale, l'âge du départ à la retraite sera probablement retardé, officialisant ainsi l'exceptionnelle longueur de la vie active au Japon.

La durée annuelle du travail est elle-même nettement plus longue que dans les autres pays développés. Sa réduction, d'environ 12 % entre 1960 et le milieu des années soixante-dix s'est interrompue depuis, ce qui a creusé l'écart avec les pays européens. En prenant en compte les différences de droits à congés et à jours fériés, soit au total de 16 à 20 jours au Japon, la durée du travail est supérieure de près de

13 % à celles en vigueur aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni et de plus de 25 % à ce qu'elle est en France ou en RFA. Plus d'un salarié sur cinq travaille encore six jours sur sept. Seulement un salarié des grandes entreprises sur deux bénéficie de la semaine de cinq jours, la diffusion de cette formule s'étant trouvée nettement ralentie à partir de 1975, avec l'inflexion de la croissance.

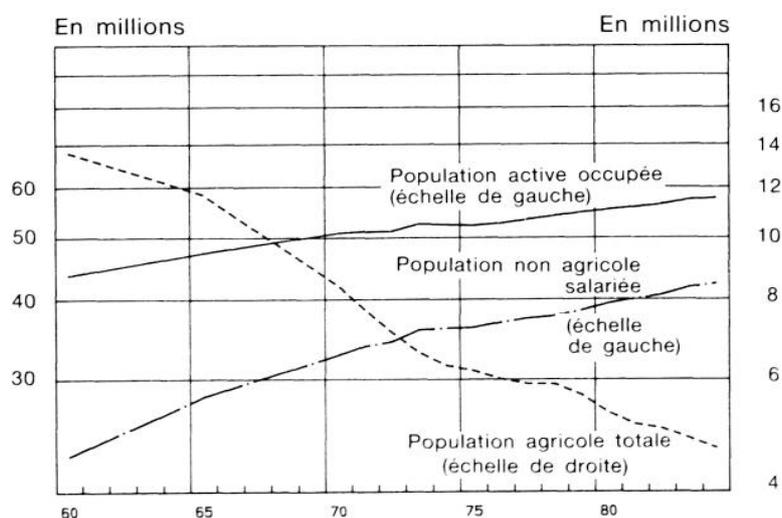
2. Durée hebdomadaire du travail des ouvriers des industries manufacturières
(heures totales travaillées réparties sur 52 semaines)

	Japon	Etats-Unis	RFA	France
1978	41,1	37,0	33,1	34,1
1980	41,6	36,4	33,1	33,8
1982	41,1	35,6	32,3	32,8

Sources : Japon. Ministère du Travail.
RFA et France. CEE.
Etats-Unis. Department of Labor.

... les besoins potentiels étant importants dans la construction et les services

Selon les enquêtes emploi réalisées auprès des ménages la population active non agricole a été largement accrue par l'afflux des masses rurales. Alors qu'en 1950 près d'un emploi sur deux se trouvait dans le secteur primaire, il en restait moins d'un sur cinq en 1970 et il y en a moins d'un sur onze à présent. Entre 1970 et 1984 les emplois agricoles ont été réduits de 3,5 millions, et les emplois non agricoles ont progressé de près de 10,5 millions (soit 1,6 % l'an), ce qui, compte tenu de la taille du pays, est proche des performances américaines (25 millions d'emplois créés aux Etats-Unis avec une influence quasi nulle du secteur agricole). Cette progression n'a connu qu'une simple pause en 1975 et la tendance 1976-1984 est analogue à la tendance 1970-1976 (graphique 7).



7. Population active

Sources : OCDE, BIT.

Le nombre des travailleurs indépendants s'est accru modérément de 1970 à 1984 (environ 1 million, soit + 10 %) hors agriculture, ce qui situe le Japon dans une position intermédiaire entre la régression européenne et le développement constaté aux Etats-Unis. Dans ces trois zones, au cours de la seconde moitié de cette période, l'apparition de nouveaux travailleurs indépendants a été favorisée par de moindres opportunités d'emploi salarié, par des efforts publics pour promouvoir les petites entreprises, par la résistance à l'élimination de commerces et de services traditionnels et l'émergence de nouveaux services, comme aussi par l'externalisation de fonctions précédemment satisfaites au sein des entreprises manufacturières...

Il reste que pour l'essentiel les créations d'emplois se sont faites sous forme de salariés, principalement dans le secteur tertiaire, mais aussi dans la construction. Les effectifs industriels sont un peu supérieurs à ceux de 1970 et en passe de rejoindre le maximum de 1973, soit 12 millions. Par comparaison avec ses principaux partenaires, le Japon a obtenu des résultats remarquables dans l'industrie, le bâtiment et les travaux publics. Ils sont en deçà de ceux des Etats-Unis dans l'ensemble du tertiaire, mais néanmoins très supérieurs à ceux de la RFA et de la France dans les commerces et la restauration ; ils sont comparables dans les services collectifs et personnels.

3. Créations d'emplois salariés dans les branches non agricoles entre 1970 et 1983

En milliers

	Japon	Etats-Unis	RFA	France
Industrie manufacturière	300	- 850	- 2 100	- 500
Bâtiment et travaux publics	1 200	350	- 250	- 350
Commerces, hôtels, restaurants	2 300 ⁽¹⁾	6 000	550	550
Transports, entrepôts, communications	200	250	50	200
Finance, immobilier, services aux entreprises	1 300	4 800	400	500
Services collectifs, sociaux et personnels	3 600 ⁽²⁾	6 000	1 600	1 400
Ensemble des branches non agricoles et services publics	8 900	17 000	200	1 800
Effectifs salariés 1983	41 800	92 900	22 000	17 100

Sources : OCDE, BIT.

(1) A l'exception des hôtels.

(2) Y compris hôtels.

La confrontation des structures d'emploi de 1970 et de 1983 montre que la convergence entre pays développés est loin d'être totale. En dépit de la réduction du secteur agricole, le Japon conserve, voire intensifie certaines spécificités. Les parts du BTP et des commerces sont fortes ; elles soulignent l'importance des besoins de logement, la

multiplicité des détaillants, mais aussi la force du commerce de gros, dont les Sogo-Shoshas⁽⁴⁾ sont la principale illustration. Celle des services, qu'ils soient collectifs ou sociaux, demeure par contre en net retrait de celle des autres pays.

4. Structures d'emploi par branche d'activité

	Japon		Etats-Unis		RFA		France	
	1970	1983	1970	1983	1970	1983	1970	1983
Agriculture, pêche	17,4	9,3	4,5	3,5	8,6	5,3	13,9	8,1
Minerais	0,4	0,2	0,7	1,0	1,3	1,3	1,2	0,6
Manufacturier	27,0	24,5	26,4	20,3	39,4	32,6	27,8	24,3
Energie	0,5	0,6	1,2	1,4	0,7	0,9	0,8	1,0
Construction	7,7	9,4	6,1	6,6	7,9	7,4	9,9	8,0
Commerces, hôtels, restaurants	19,9	22,9	20,3	21,1	14,7	15,5	15,0	16,5
Transports, communications	6,4	6,1	6,0	5,4	5,7	6,0	5,9	6,6
Finance, immobilier, services aux entreprises	4,2	6,4	6,8	9,4	4,2	6,3	5,1	7,5
Services collectifs et personnels	16,3	20,3	28,0	31,2	17,5	24,7	20,4	27,4
	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources : OCDE, BIT.

Industrie : naissance et mutation

Après la mise en place des industries de base...

Avant-guerre le Japon se caractérisait par une industrie légère utilisant une main-d'œuvre abondante et important matières premières et équipement. Le textile était une activité dominante, les fibres provenant d'Asie et les machines des pays occidentaux. Bien que dès alors d'importants efforts aient été entrepris pour améliorer les infrastructures et édifier une industrie sidérurgique, c'est seulement après-guerre que l'industrie lourde a connu son véritable essor.

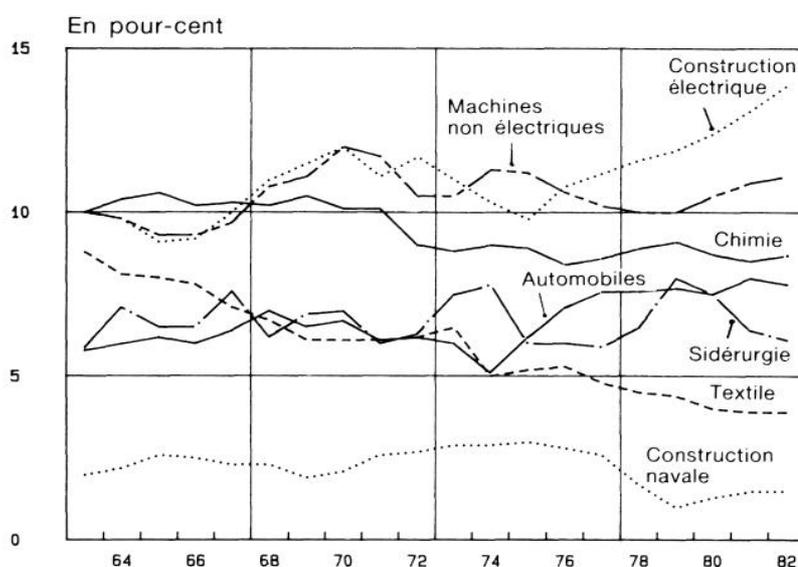
Dans les années cinquante les performances du textile, mesurées par la productivité du travail, se comparaient très honorablement à celles du Royaume-Uni, de même que celles des matériaux de construction. Celles de l'acier s'en approchaient, tandis que la chimie restait en net retrait.

Au milieu des années soixante la valeur ajoutée par la sidérurgie avait rattrapé celle du textile et l'acier était devenu le premier produit d'exportation. La chimie était alors la plus importante activité indus-

(4) Voir l'encadré sur les sogo-shoshas.

trielle, devant la mécanique et la construction électrique (graphique 8). Le Japon, doté d'une main-d'œuvre à bon marché et supportant des conditions de travail difficiles, a bénéficié alors d'un environnement international particulièrement favorable : politiques budgétaires expansives en Occident stimulant la demande, approvisionnement en matières premières à bas prix grâce aux investissements américains, faible coût de l'énergie, biens d'équipement incorporant de nombreuses avancées techniques, concurrence encore faible de la part des nouveaux pays industrialisés et sécurité assurée par les Etats-Unis. Cette phase, en dépit du recul du textile, a comporté surtout des créations de capacités.

8. Structure de la valeur ajoutée industrielle



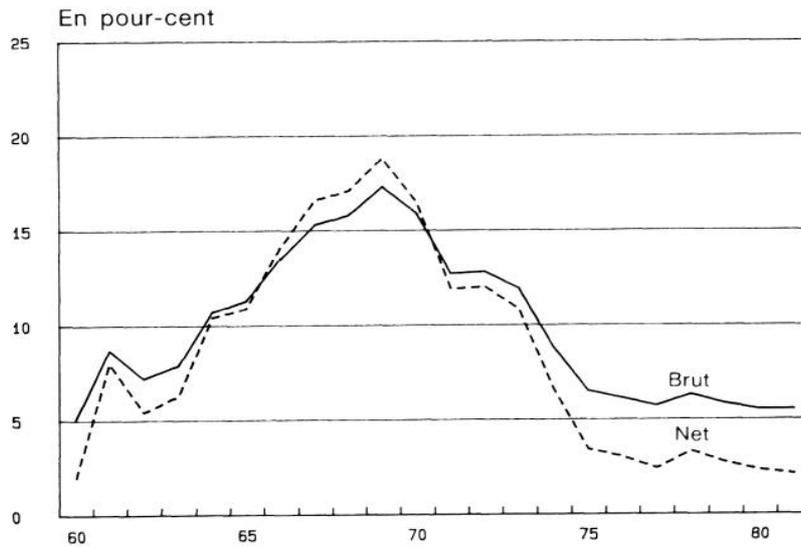
Source : MITI, statistiques industrielles.

Le Japon a su utiliser ses faiblesses pour jouir d'une grande souplesse de gestion de l'économie. L'absence de formation technique préalable de la main-d'œuvre a permis aux employeurs, en assurant eux-mêmes cette formation, de bénéficier à la fois d'une fidélité à l'entreprise et d'une mobilité au sein de celle-ci. La pauvreté en ressources naturelles a évité qu'une partie de la population soit bloquée dans des activités sans avenir et elle a facilité en permanence l'approvisionnement au moindre coût. Parce que les implantations industrielles se heurtaient à la rareté de l'espace disponible, elles ont été faites, notamment dans le cas de la sidérurgie, le long des côtes, ce qui a facilité ainsi l'ouverture sur l'extérieur.

Enfin l'habitude de se contenter d'un capital physique relativement limité et l'insuffisance des ressources propres des entreprises ont suscité la prudence dans l'accumulation du capital en regard de l'essor de la production ⁽⁵⁾. En effet, selon les estimations de l'Agence de planification économique (EPA), le stock brut de capital des entreprises privées aurait augmenté à peine plus vite que la valeur ajoutée de 1960 à 1970. Jusqu'à cette dernière date le rapport entre ces deux grandeurs, appelé coefficient de capital, est resté légèrement supérieur à l'unité, alors qu'il

(5) Le taux d'investissement productif privé japonais était inférieur aux taux français et allemand au milieu des années soixante. La supériorité du taux d'investissement global japonais tenait alors exclusivement aux investissements publics.

était compris entre 2 et 2,5 en France et en RFA. Dans l'industrie manufacturière, en moyenne plus capitaliste, il aurait même baissé (de 1,9 à 1,5 entre 1965 et 1970) en dépit du développement massif de l'investissement. Cela a permis de disposer d'un outil demeurant toujours relativement neuf. En conséquence le taux de rendement⁽⁶⁾ du capital investi a vivement progressé au cours des années soixante, ce qui ne pouvait qu'accentuer l'effort d'équipement des entreprises (graphique 9). Le taux d'investissement productif privé est ainsi passé de 13 % à 20 % du PNB entre 1965 et 1970.



9. Taux de rendement du capital investi

(Secteur des entreprises - hors logement)

Source : Economie européenne (juillet 1984).

Note : Le taux de rendement retenu ici est égal au rapport entre l'excédent d'exploitation (brut ou net) de la consommation de capital corrigé du taux de salarisation, et le stock (brut ou net) de capital évalué au coût de remplacement.

... les mutations se sont rapidement succédé...

Ces divers atouts n'étaient pas assurés de pérennité, et des problèmes nouveaux sont apparus au cours des années soixante-dix. Dès les premières années de cette décennie, l'appréciation du yen a mis fin à une longue période de forte sous-évaluation vis-à-vis du dollar. Le premier choc pétrolier a profondément ébranlé la structure industrielle japonaise, en même temps que la montée des salaires a rapidement détérioré la part de l'excédent d'exploitation dans la valeur ajoutée. Comme le stock de capital, sous la poussée de très forts taux d'investissement, a continué à s'accroître au rythme de 10 % l'an de 1970 à 1975, le capital par unité produite s'est élevé brusquement de 1,17 à 1,45 pour l'ensemble du secteur privé et de 1,50 à 2,25 pour les entreprises manufacturières. On a alors assisté à un véritable effondrement du taux de rendement, accentué par le faible degré d'utilisation des capacités de production. Ce taux retrouvait en 1975 les plus bas niveaux enregistrés quinze ans auparavant et redevenait ainsi dans le secteur privé très inférieur aux taux constatés à l'étranger.

(6) Le taux de rendement retenu ici est égal au rapport entre l'excédent net d'exploitation, corrigé du taux de salarisation, et le stock net de capital évalué au coût de remplacement.

5. Stock de capital par industries

En milliards de yen et aux prix 1975 d'installation

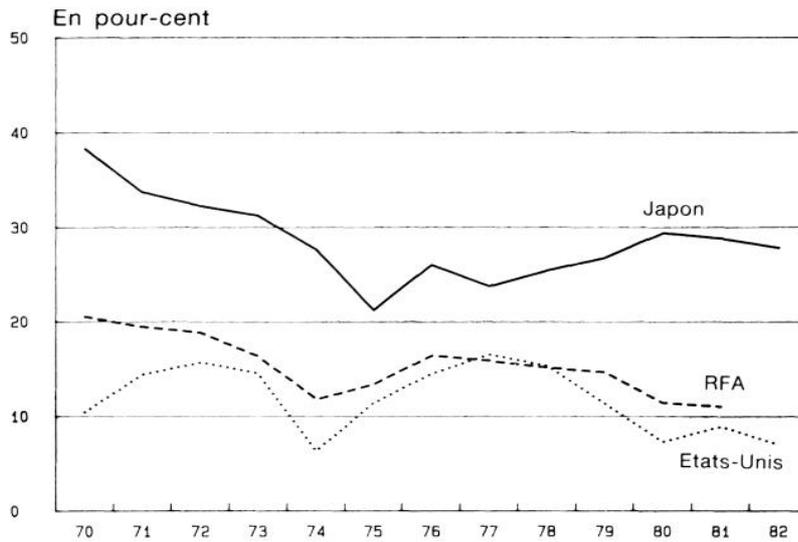
Industries	1970	Taux de croissance moyen de 1970 à 1975	1975	Taux de croissance moyen de 1975 à 1980	1980	Taux de croissance moyen de 1980 à 1983	1983
Secteur primaire	19 339 (15,8 %)	+ 10,0	31 176 (15,4 %)	+ 7,9	45 655 (16,5 %)	+ 5,3	53 320 (16,1 %)
Secteur secondaire	59 961 (49,2 %)	+ 10,7	99 524 (49,3 %)	+ 5,2	128 364 (46,5 %)	+ 5,8	152 121 (45,9 %)
dont :							
— Textile	3 909	+ 6,6	5 379	+ 0,9	5 655	+ 2,5	6 090
— Industrie chimique	7 603	+ 9,5	11 957	+ 3,3	14 090	+ 4,3	15 996
— Métallurgie du 1 ^{er} groupe ...	10 453	+ 10,3	17 043	+ 4,3	21 079	+ 2,8	22 893
— Machines générales	4 303	+ 10,5	7 079	+ 4,2	8 716	+ 8,0	10 977
— Produits métalliques	2 467	+ 13,5	4 652	+ 7,5	6 680	+ 7,1	8 203
— Appareils électriques	3 510	+ 10,5	5 153	+ 7,6	7 446	+ 11,5	10 328
— Matériels de transport	5 123	+ 11,5	8 847	+ 5,7	11 660	+ 7,7	14 561
Secteur tertiaire	42 740 (35 %)	+ 10,7	71 144 (35,2 %)	+ 7,5	102 210 (37 %)	+ 7,3	126 097 (38 %)
TOTAL	122 039 (100 %)		201 845 (100 %)		276 229 (100 %)		331 539 (100 %)

Source : Agence de planification économique, Stock de capital des entreprises privées.

Cependant, si le déclin des profits fut général au cours de ces cinq années, il fut aussi d'inégale intensité selon les branches d'activité. D'une manière générale l'industrie manufacturière continuait à afficher des excédents d'exploitation plus substantiels, en pourcentage de la valeur ajoutée, que l'agriculture ou le tertiaire, après correction des taux de salarisation⁽⁷⁾. Malgré sa forte augmentation, le coefficient de capital industriel n'a fait que rejoindre provisoirement vers 1975 les niveaux européens, tandis que le partage de la valeur ajoutée industrielle restait plus favorable aux entreprises japonaises. L'industrie des biens d'équipement a moins souffert que le textile et les industries de base (graphique 10).

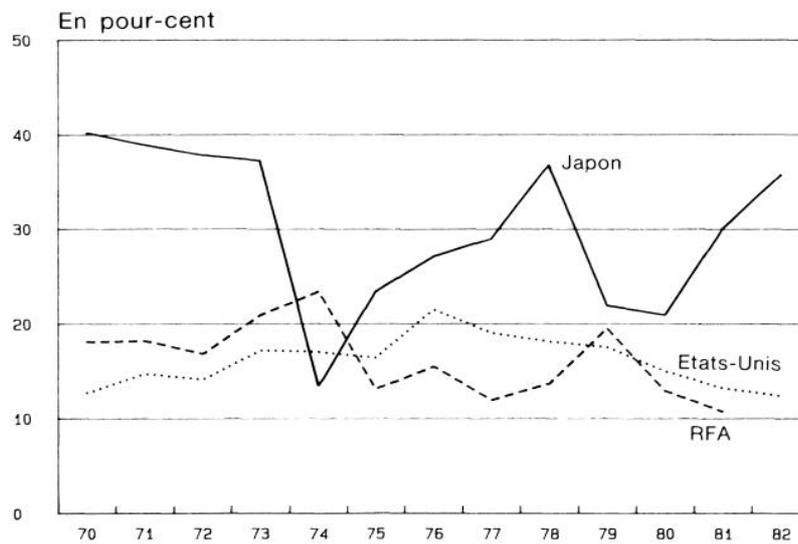
En réponse à la chute des profits et de la demande le taux d'investissement productif privé a baissé en volume de près de deux points et demi entre 1974 et 1977 (graphique 11). La croissance de la production s'est ralentie. Quatre ans ont été nécessaires pour que l'activité industrielle et l'investissement retrouvent un niveau comparable à celui de 1973.

(7) Celle-ci est habituellement effectuée sommairement en affectant aux entrepreneurs individuels un salaire égal à la moyenne constatée dans leur activité et en retranchant celui-ci de l'excédent d'exploitation. Le nombre élevé de travailleurs indépendants au Japon rend cette correction particulièrement délicate.



10. Taux de marge par secteurs (1)

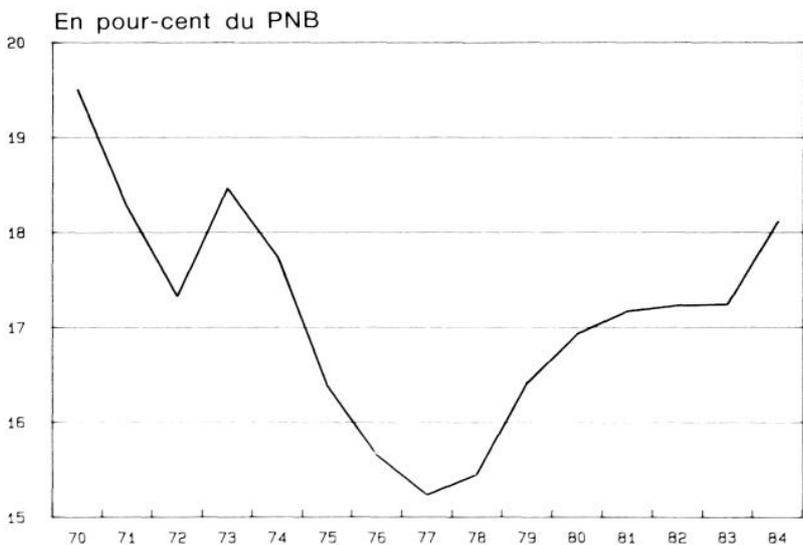
Machines et équipements



Chimie

Source : OCDE.

(1) Excédent net d'exploitation, non corrigé du taux de salarisation en pourcentage de la valeur ajoutée brute au coût des facteurs.



11. Taux d'investissement productif privé

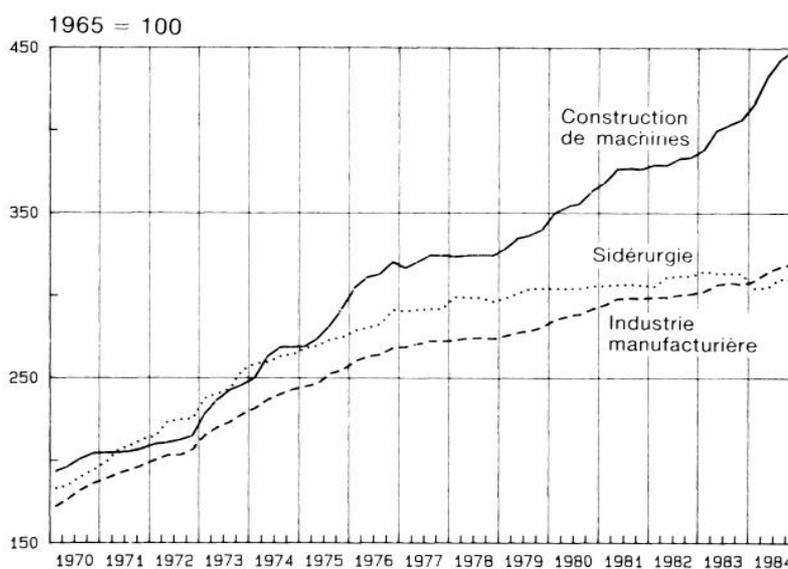
(Hors logement en prix 75)

Source : Japan Economic Research Center.

L'industrie chimique, confrontée à des difficultés d'approvisionnement, puis à la hausse du prix de l'énergie, a perdu de sa compétitivité ; sa part dans l'industrie manufacturière a régressé d'environ un cinquième. L'aluminium a été particulièrement sensible aux augmentations des coûts de production. La construction navale s'est trouvée brutalement en sur-capacité, du fait du tassement de la demande et de la concurrence sud-coréenne. L'acier a connu d'amples variations d'activité, dues à celles de la demande et des taux de changes. En l'absence de percées techniques, des pans entiers de ces branches, qui formaient l'aristocratie du Keidanren (patronat japonais), ont vu leurs perspectives s'assombrir.

La montée en puissance de nouvelles activités et les tensions commerciales nées du poids grandissant des exportations japonaises dans un commerce mondial anémié ont provoqué depuis quelques années un déclin relatif des branches traditionnelles. L'industrie automobile et surtout la construction électrique et électronique fournissent depuis 1975 une part croissante de la valeur ajoutée industrielle. Avec la reprise de l'investissement, les restructurations et la modernisation des installations datant des années soixante, c'est l'ensemble de la construction de machines qui prend la tête de la croissance industrielle (graphique 12).

12. Capacité de production



Source : Banque du Japon.

Les exportations d'automobiles et de biens durables ménagers et industriels ont contribué, par les rentrées de devises qu'elles procurent, à la hausse du yen, particulièrement en 1978 et depuis 1983, ce qui a mis en difficulté les industries lourdes de base, pour lesquelles la concurrence passe d'abord par les prix. Ces dernières, en s'efforçant de compenser la hausse de la monnaie par des réductions de prix en yen, ont eu à faire face à des accusations de dumping et ont dû accepter parfois des contingentements. Des mutations ont eu lieu à l'intérieur même des entreprises japonaises qui n'hésitent pas à déplacer la main-d'œuvre qualifiée et les cash-flows des lignes de production

murissantes vers celles en expansion rapide, par exemple de la construction électromécanique vers l'électronique.

Les cas les plus exemplaires de restructuration sont ceux de l'aluminium et de la construction navale. Les solutions adoptées sont dans le premier cas le recours à l'importation, dans le second la diversification des productions vers la mécanique, avec en contrepartie une réduction très importante des capacités existantes, obtenue après concertation des entreprises concernées. Le coefficient de capital a pu être stabilisé pour l'ensemble du secteur privé et être ramené aux environs de 2 dans l'industrie, soit une situation intermédiaire entre les Etats-Unis d'une part, la France et la RFA de l'autre. Les actions ainsi menées n'ont pas suffi à éviter que le capital industriel, dont l'âge avait atteint au début des années soixante-dix un minimum proche de six ans, ait vieilli depuis lors et se situe à présent vers 8-8,5 ans, ni que les charges d'amortissement s'accroissent en proportion des ventes. Cependant, grâce à elles, le Japon dispose d'un outil de production qui demeure plus récent qu'à l'étranger.

Forte de son expérience malheureuse du premier choc pétrolier, l'économie japonaise a nettement mieux supporté le second. Malgré un profit en baisse, les entreprises ont maintenu une production industrielle croissante en 1980 et 1981. Les efforts faits par les grosses entreprises pour rationaliser leur processus de production et économiser l'énergie les ont immunisées contre les conséquences d'une faible croissance. Ces investissements de rationalisation de la part des grands groupes ont été accompagnés jusqu'en 1980 par ceux des petites et moyennes entreprises, mais celles-ci ont réduit leurs dépenses d'équipement en 1981 et 1982, en grande partie à cause de la stagnation de la consommation des ménages, des investissements publics et du logement.

6. Taux de croissance de l'investissement productif privé

En pour-cent

	Grandes entreprises	Petites et moyennes entreprises
1970	15,1	13
1971	1,0	2,9
1972	5,5	28,6
1973	27,9	31,1
1974	8,4	- 2,2
1975	- 13,2	- 9,0
1976	3,8	3,5
1977	0,3	16,6
1978	13,9	22,7
1979	11,7	23,2
1980	23,4	18,9
1981	7,8	- 1,6
1982	2,0	- 1,6
1983	3,3	18,3
1984	11,4	8,7

Source : Japan Economic Research Center.

Les efforts de réduction des coûts se situent en différents domaines. Les entreprises ont réduit leur quantité d'input intermédiaire, principalement de matières premières et de pétrole ; par unité d'output de taux de croissance moyen de ces quantités s'est ralenti dans les industries manufacturières de transformation et a décru dans l'industrie totale. Il y a eu stabilisation des coûts salariaux et une baisse des coûts financiers imputable à de moindres emprunts de la part des entreprises.

7. Modifications d'input par unité d'output

1) Industrie manufacturière de type 2 ⁽¹⁾			
Taux de croissance moyen	Input intermédiaire (A)	Production (B)	(A - B)
Avant le 1 ^{er} choc pétrolier (1968 II - 1973 III)	8,7	13	- 4,3
Après le 1 ^{er} choc pétrolier (1975 I - 1978 IV)	6,9	8,2	- 1,3
Après le second choc pétrolier (1980 I - 1983 III)	0,4	6,0	- 5,6
2) Industrie manufacturière			
Taux de croissance moyen	Importation de pétrole et de matières premières (A)	Production (B)	(A - B)
Avant le 1 ^{er} choc pétrolier	12,2	10,2	2,0
Après le 1 ^{er} choc pétrolier	0,8	4,9	- 4,1
Après le second choc pétrolier	- 5,3	2,1	- 7,4

Source : MITI, Industrial Statistics Monthly repris dans Bank of Japan, Special paper n° 113, juillet 1984.

(1) L'industrie manufacturière de type 2 regroupe la plupart des activités de transformation : les produits métalliques, les machines industrielles et électriques, les équipements de transports, les montres, caméras et autres produits manufacturés. Ne sont pas pris en compte le textile, la papeterie, la chimie, le raffinage, la céramique, la sidérurgie et les métaux non ferreux.

La modération de l'accroissement en volume du stock de capital a pu alors stabiliser son taux de rendement. La croissance du stock de capital des secteurs traditionnels (textile, chimie, métallurgie du premier groupe) s'est ralentie, tandis que se confirmait celle des secteurs les plus dynamiques (appareils électriques, machines générales...). De 1975 à 1983, ces derniers ont pu maintenir un rythme de croissance de leur capital supérieur à 7 %, sans empêcher toutefois la baisse de la part du secteur secondaire au profit du secteur tertiaire (tableau 5).

... contribuant à renforcer la mainmise de l'industrie sur l'économie

A première vue la comparaison des structures de production par branches entre le Japon et ses principaux partenaires ne révèle pas de

distorsions importantes. La part de l'agriculture exprimée en terme de valeur ajoutée s'avère inférieure à celle de la France. L'industrie manufacturière se situe entre les Etats-Unis, où elle est plus faible, et la RFA, où elle est plus forte et occupe une place voisine de celle qu'elle a en France. Il en est de même pour les services, sauf que les positions respectives des Etats-Unis et de la RFA y sont inversées. Seuls ont émergé récemment la construction et les transports tandis que l'extraction reste sous représentée par absence de ressources naturelles.

8. Structures de valeur ajoutée par branche d'activité

	Japon		Etats-Unis		RFA		France	
	1970	1982	1970	1982	1970	1981	1970	1981
Agriculture, pêche	6,3	3,7	3,1	2,9	3,8	2,6	7,8	4,6
Minerais	0,9	0,5	2,1	4,4	1,4	1,1	1,0	1,1
Manufacturier	37,4	32,9	29,5	23,8	45,3	38,7	34,8	30,5
Energie	2,2	3,2	2,7	3,3	2,5	3,1	2,1	2,7
Construction	8,0	9,2	5,7	4,6	9,0	7,7	9,0	8,0
Commerces, hôtels, restaurants	14,9	13,0	19,9	19,0	12,9	13,2	15,2	15,0
Transports, communications .	7,1	7,4	7,3	7,2	6,6	7,0	6,6	6,7
Finance, immobilier, services aux entreprises	13,2	17,2	21,0	25,2	9,7	12,8	16,2	21,6
Services collectifs et personnels	10,0	12,9	8,8	9,7	8,8	13,9	7,2	9,9
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : OCDE.

Cette similitude approximative de structures tient à ce que les secteurs traditionnels, agriculture, construction et commerce de détail, abrités de la concurrence, compensent leur relative inefficacité par des niveaux de prix élevés, tandis que les activités industrielles ont, pendant toute leur phase de développement, privilégié l'extension de leurs marchés au détriment de leurs marges bénéficiaires, ce qui fausse les comparaisons internationales. Bien qu'il soit illusoire de prétendre comparer rigoureusement les qualités de biens d'équipement ou de services rendus aux ménages ou aux entreprises, il y a de fortes présomptions que les prix des produits manufacturés japonais sont, par rapport aux prix des autres biens et services, sensiblement plus bas que ceux pratiqués aux Etats-Unis et surtout en Europe. Si l'on corrige ces écarts de prix en appliquant un même système de prix internationaux à chaque pays⁽⁸⁾, le Japon apparaît comme le plus industrialisé des grands pays développés, suivi de la RFA, puis des Etats-Unis et de la France.

A l'instar des autres pays une large part d'activités tertiaires reste étroitement liée au développement de l'industrie : commerce de gros, stockage, transports, entretien et réparations, services comptables, juri-

(8) Corrections estimées par le CEPII pour 1975 sur la base des données ONU de comparaisons de prix, et actualisées par l'OFCE à 1981-1982.

9. Part des industries manufacturières à prix identiques

	Japon 1982	Etats-Unis 1982	RFA 1981	France 1981
Valeur ajoutée manufacturière en % du total des biens et services				
à prix nationaux courants	32,9	23,8	38,7	30,5
à prix internationaux	40,3	26,2	31,5	24,8

Sources : CEPIL à partir de données ONU pour 1975. Actualisation OFCE pour 1981 et 1982.

diques et financiers, assurances, information, recherche... Contribuant à accroître l'efficacité de la production de biens, elles lui sont complémentaires et non pas substituables, à la différence des services collectifs et sociaux et d'une part des services personnels⁽⁹⁾. L'intégration des groupes financiers, industriels et commerciaux tels que Mitsui, Mitsubishi ou Sumitomo illustre bien cet état de dépendance mutuelle, qui n'exclut cependant pas la permanence au sein de l'industrie d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises.

10. Part des petites entreprises dans la production manufacturière

	Japon 1978	Etats-Unis 1972	RFA 1967	France 1982
Valeur ajoutée des petites entreprises en % des entreprises de toute taille	58,0	36,9	44,1	44,7

Source : EPA pour Japon (1 à 299 salariés), Etats-Unis (1 à 249 salariés) et RFA (1 à 499 salariés). INSEE pour France (1 à 499 salariés), (31,9 % pour 1 à 199 salariés).

... mais sans conduire au déclin des petites entreprises

Entre 1967 et 1972 l'arrivée à maturité d'un certain nombre de productions de masse et l'importance des industries lourdes avaient entraîné un accroissement de la concentration des entreprises. Bien qu'avec les difficultés nées du ralentissement de l'expansion, on eut pu s'attendre à la poursuite de ce mouvement, la concentration s'est stabilisée et la part de la production assurée par les petites entreprises a même augmenté. Plusieurs explications de ce phénomène sont avancées : limites à la taille optimale des unités de production, diversification des processus de production, adaptation à une demande de biens plus variés et de meilleure qualité. De fait les liens entre croissance et profits semblent plus étroits qu'entre concentration et profits. Un examen de celles des sociétés cotées qui ont été constamment bénéficiaires et en forte progression dans la seconde moitié des années

(9) Les fabricants japonais semblent prendre en charge eux-mêmes une part des services d'entretien et de réparation de biens durables plus importante qu'à l'étranger (garanties étendues, fiabilité accrue).

soixante-dix fait apparaître une proportion élevée de petites et moyennes entreprises. L'adaptation de l'économie japonaise à un environnement moins porteur ressort donc non seulement de sa capacité à se dégager des productions sans débouché, mais aussi de l'aptitude d'un grand nombre d'entreprises à innover et attaquer de nouveaux marchés.

Cette persistance de nombreuses entreprises petites et moyennes participe de la stratégie explicite des grands groupes industriels. La gestion au plus juste des stocks (Système de Kanban) et de la main-d'œuvre est grandement facilitée par l'appel à la sous-traitance. La possibilité d'étendre cette sous-traitance permet aux grandes entreprises d'exercer une pression efficace sur leurs propres ateliers. En retour elles s'assurent⁽¹⁰⁾ que la petite entreprise fait tous les efforts nécessaires pour se moderniser et fabriquer des produits fiables. Le développement des usines d'assemblage, dont l'automobile est le principal exemple, a accentué cette caractéristique traditionnelle de l'industrie de transformation japonaise. Dans un climat de compétition acharnée les grandes sociétés et les firmes sous-traitantes recréent les liens d'obligations mutuelles entre protecteur et protégé, qui sont l'un des fondements traditionnels des relations politiques et sociales japonaises et le garant de leur stabilité.

Un net coup de frein au progrès du niveau de vie depuis dix ans

Engagés dans une phase de rattrapage accéléré des pays les plus riches, les Japonais ont payé l'intense effort de restructuration de leur économie par une pause des salaires réels depuis dix ans et un surcroît d'épargne. Leur consommation n'est pas à la mesure de leur travail selon les critères occidentaux.

La décélération des salaires a été très rapide après 1974...

La fixation des salaires fait l'objet au Japon de négociations annuelles entre syndicats et patronat, dont l'origine remonte à 1956. Connues sous le nom d'offensive de printemps (Shunto), elles suivent depuis de longues années un processus bien établi, qui se déroule de début avril à début mai. Initiées par la sidérurgie, secteur moteur des années soixante, les revendications syndicales sont reprises par l'ensemble de la fédération des salariés de l'industrie métallurgique (IMF-JC) (voir encadré), qui regroupe aussi la construction navale, l'automobile et l'équipement électrique. Les réponses, fournies dès la mi-avril, servent de référence aux autres industries qui négocient à leur tour dans les huit à dix jours suivants. Des résultats ainsi obtenus par les grandes entreprises privées ressort un taux moyen d'augmentation, dit « taux de l'offensive syndicale de printemps », dont s'inspireront ensuite les chemins de fer privés et les entreprises publiques.

(10) Ainsi que le MITI qui a fortement encouragé à la fin des années soixante-dix l'investissement des PME.

La chronique des augmentations fait apparaître une accélération quasi continue des salaires de 1956 à 1974. Les hausses nominales, comprises entre 6 % et 8 % avant 1960 atteignirent 11 % à 12 % vers 1965, 15 % à 18 % vers 1970 et culminèrent à 33 % en 1974 avec la poussée des prix due au premier choc pétrolier. Durant toute cette période, où les disponibilités en main-d'œuvre se trouvaient de plus en plus employées, conduisant à une situation proche de la pénurie, les syndicats eurent davantage de facilités à faire prévaloir leurs vues. La réduction de la concurrence sur le marché du travail se traduisit également par l'uniformisation des hausses de salaires accordées dans les entreprises quelles que soient leurs performances respectives. Les petites entreprises, où les conditions de rémunérations sont très inférieures à celles des grandes firmes, ont alors vu se resserrer l'écart existant : alors qu'en 1960 le salaire moyen d'une entreprise de 5 à 29

Les syndicats de travailleurs au Japon

Fort de plus de 12 millions d'adhérents, soit 31,6 % de l'ensemble de la main-d'œuvre, le syndicalisme japonais repose principalement sur l'entreprise. *Un syndicat d'entreprise* est exclusivement constitué d'employés réguliers de la compagnie, quelle que soit leur catégorie professionnelle. Généralement il n'en existe qu'un par entreprise et il est relativement bien accueilli par la direction. Outre le fait d'être un interlocuteur parfaitement informé des problèmes qui se posent, le syndicat permet l'intégration des ouvriers au sein de la communauté que doit représenter l'entreprise.

La plupart des syndicats d'entreprises appartenant à un même secteur industriel forment *une fédération industrielle de syndicats* ou *Tan-San*. On en recense actuellement plus de cent. Différentes fonctions incombent à ces fédérations :

- coordonner les syndicats d'entreprises qui en font partie en harmonisant leurs intérêts ;
- traiter des problèmes au-delà du simple cadre de l'entreprise ;
- guider et aider les syndicats membres en cas de conflits du travail ;
- rendre à leurs membres différents services (enquêtes, informations...);
- soutenir les partis politiques qui représentent les travailleurs (principalement le parti socialiste japonais et le parti socialiste démocratique) ;
- développer la concertation syndicale à un niveau international.

Toute fédération industrielle de syndicats de travailleurs fait partie soit de *conseils multi-industriels mixtes*, tels que IMF-JC, Kagaku-enerugirokyo (industries chimiques et de l'énergie) ou Zenkoun (entreprises des transports), soit d'une *centrale nationale* où peuvent s'intégrer également les syndicats d'entreprises d'envergure nationale que l'on trouve principalement dans le secteur public. Il existe quatre grandes centrales syndicales nationales : Sohyo (conseil général des syndicats japonais) ; Domei (confédération japonaise du travail) ; Churitsuroren (fédération des syndicats indépendants) et Shinsanbetsu (fédération nationale des organisations professionnelles).

Les centrales syndicales au Japon

	Nombre de fédérations	Nombre d'adhérents	% de la main-d'œuvre syndiquée	Secteurs concernés
<i>Sohyo</i>	50	455 300	37	— fer et acier — chimie — chemins de fer privés
dont :				
— secteur privé	30	148 500	12	
— secteur public	20	306 800	25	
<i>Domei</i>	32	214 700	17,4	— textile — automobile — hôtellerie, restauration — constructions navales — équipement mécanique lourd — production d'électricité — industries maritimes
dont :				
— secteur privé	24	198 400	16	
— secteur public	8	16 300	1,4	
<i>Churitsuroren</i>	15	133 700	10,9	— machines électriques — équipements mécaniques — pétrole — alimentation — gaz — ciment
dont :				
— secteur privé	10	133 600	10,8	
— secteur public	5	100	0,1	
	Syndicats unitaires			
<i>Shinsanbetsu</i>	4	6 300	0,5	
<i>Autres</i>	34 indépendants	459 300	37,3	
<i>IMFJC</i>		186 400	15,1	— métallurgie — construction navale — équipement électrique
<i>Kagaku-Enerugi-Rokyo</i>		67 900	5,5	

Source : Ministère du Travail. Enquête de base sur les syndicats (1979) reproduite dans « Syndicats et relations entre syndicats et patronat au Japon », Institut japonais du travail, 1980.

Note : — Par secteur privé, on entend les syndicats placés sous l'égide de la loi sur les syndicats (72 % des syndiqués).

— Par secteur public, on entend les syndicats placés sous l'égide des lois sur les services publics national et local (18 % des syndiqués) et des lois sur les relations du travail dans les régions, les entreprises nationales et dans les entreprises publiques locales (10 % des syndiqués).

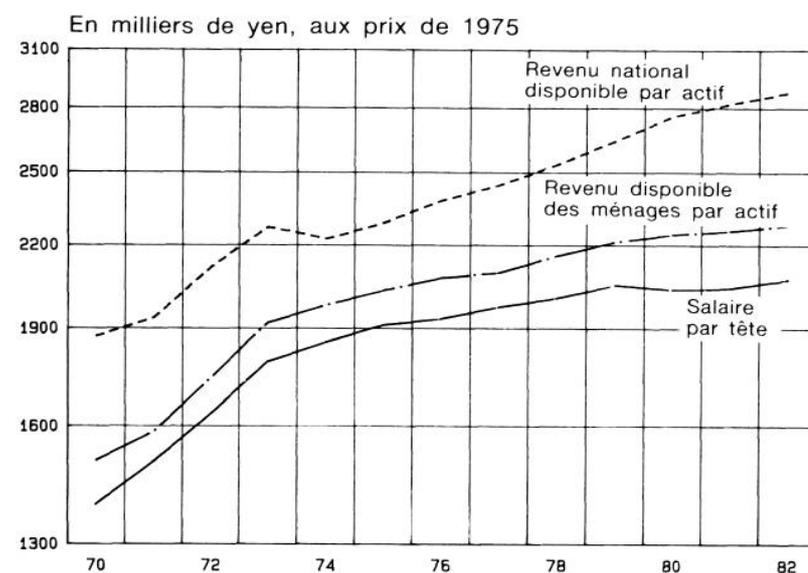
salariés était seulement 46 % de celui d'une entreprise de plus de 500 salariés, il dépassait 60 % entre 1970 et 1975. Cette uniformisation réalisée dans un contexte de croissance monétaire rapide a débouché sur une accélération de l'inflation (+ 22 % en 1974) venant largement amputer les gains de pouvoir d'achat escomptés.

En dehors des salaires réguliers concernés par l'offensive de printemps et des allocations diverses qui s'y rattachent, notamment celles liées à l'ancienneté, les entreprises ont plusieurs moyens à leur disposi-

tion pour moduler leurs coûts de main-d'œuvre : le montant des primes semestrielles, le nombre d'heures supplémentaires, le recours à des travailleurs qui n'ont pas le statut de permanents (environ 5 millions de salariés). Les primes, versées en deux fois, à l'été et en fin d'année, représentent ensemble de 4 à 5 mois de salaires dans les grandes entreprises et varient en fonction des résultats de celles-ci. Ainsi elle ont diminué à la fin de 1975 et au début de 1976 alors que la croissance moyenne des salaires restait voisine de 10 % l'an. Les primes sont beaucoup plus réduites pour les travailleurs à temps partiel ou irréguliers, ce qui est le cas de plus du quart de la main-d'œuvre féminine.

La décreue des augmentations salariales a été rapide après 1974, puisque dès 1978 les hausses nominales étaient retombées dans la plage des 6 %-8 % abandonnée depuis la fin des années cinquante, puis des 4 %-5 % depuis 1983. Tous éléments confondus, la hausse du pouvoir d'achat du salaire individuel, telle qu'elle ressort des comptes nationaux, qui atteignait 8 % à 9 % l'an de 1970 à 1973, s'est située entre 1 % et 2 % l'an de 1975 à 1979 et s'est interrompue en 1980 et 1981 (graphique 13). Ce brusque coup de frein a finalement ramené les progrès des rémunérations réelles en deça de la croissance du volume du revenu national par actif. Il a été facilité par l'inversion de la tendance du marché du travail, la population active s'étant gonflée plus rapidement au moment où la croissance s'est ralentie. La souplesse retrouvée sur ce marché a fait que les augmentations de salaires sont redevenues plus diverses selon l'activité et la taille des entreprises, l'écart se creusant à nouveau entre grandes et petites.

13. Pouvoir d'achat



Source : OCDE.

... et s'est accompagnée d'un relèvement des cotisations sociales

Les paiements assurés par le système de Sécurité sociale étaient en 1970 de loin les plus faibles des pays développés : environ 6 % du revenu national, contre 12 % aux Etats-Unis et autour de 20 % en France et en RFA. Les raisons en étaient une faible couverture des

dépenses médicales (près de 20 % à la charge du malade), des pensions de retraites réduites ⁽¹¹⁾ et la faible proportion de personnes âgées (7 % de 65 ans et plus, contre 10 % aux Etats-Unis et 13 % en Europe).

A partir de 1973 les dépenses se sont accélérées. Les dépenses médicales par tête ont été multipliées par 4,25 entre 1970 et 1980, alors que les salaires étaient multipliés par 3,3, et la part à la charge du malade est tombée à 11 %. Les personnes de 65 ans et plus ont atteint 9 % de la population en 1980 et 10 % en 1985. Les paiements de Sécurité sociale approchent 15 % du revenu national. Pour couvrir ces dépenses les taux de cotisation ont dû être relevés plusieurs fois à partir de 1975. Ils sont à présent de 10,6 % pour le régime général de retraite, répartis également entre employeurs et salariés. Tous régimes confondus la masse des cotisations, qui s'était maintenue de 1970 à 1974 à 11 % de la masse des salaires versés, s'est élevée en 1982 à près de 17 %, tandis que les contributions des employeurs aux fonds privés passaient de 3,5 % à près de 6 % des salaires versés.

11. Cotisations sociales en pourcentage des salaires 1970 - 1975 - 1982

En pour-cent

	Japon			Etats-Unis			RFA			France		
	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)	(1)	(2)	(3)
1970	11,1	5,7	3,5	8,4	4,3	7,9	25,4	12,0	5,1	35,4	25,2	6,6
1975	13,1	6,7	3,5	11,0	5,7	10,9	31,5	14,8	6,0	38,7	27,5	6,7
1982	16,9	8,6	5,8	13,3	6,9	13,5	35,9	17,0	6,2	47,4	31,1	7,1

(1) Total des cotisations de Sécurité sociale.

(2) Cotisations de Sécurité sociale à la charge de l'employeur.

(3) Contributions des employeurs aux régimes privés de pension et autres.

Source : OCDE.

Le pouvoir d'achat du revenu disponible par actif s'est accru de moitié entre 1970 et 1982, mais de 1 % l'an seulement après le second choc pétrolier

Parmi les éléments du revenu des ménages autres que les salaires et les transferts sociaux figurent en rentrées les excédents d'exploitation des entrepreneurs individuels et les revenus de la propriété, en débours les intérêts versés et les impôts. Les revenus des travailleurs indépendants égalaient encore plus de la moitié des salaires en 1970, mais avec le déclin de l'agriculture, leur part relative s'est rapidement réduite ; elle est maintenant inférieure à ce qu'est cette part en Europe.

L'accumulation d'épargne et la montée des taux d'intérêt ont fait que les intérêts reçus par les ménages se sont accrus assez fortement ; leur montant rapporté au revenu disponible, près de 10 % de celui-ci, est élevé, compte tenu d'une inflation assez bien contrôlée au cours

(11) Le système national de pensions couvrant les travailleurs indépendants n'a été établi qu'en 1961, ce qui ne donnera droit à retraite pleine qu'à partir de 1986.

des années récentes ; il dégage un surplus accru par rapport aux intérêts versés.

Les impôts directs pèsent plus lourd maintenant, en raison de la forte progressivité de l'impôt sur le revenu, qui s'est ainsi approprié une fraction des gains de pouvoir d'achat par glissement des revenus vers les tranches d'imposition plus élevées. L'accroissement de la part des salaires, mieux contrôlés par le fisc, dans le revenu national a également joué en cela un rôle important. Cependant le taux moyen d'imposition, qui est comparable au taux français, reste relativement faible, car les revenus de l'épargne sont très peu taxés.

12. Quelques ratios tirés du compte des ménages

En pour-cent

	Japon		Etats-Unis		RFA		France	
	1970	1982	1970	1982	1970	1982	1970	1982
Revenus des entrepreneurs individuels salaires	52,8	28,2	12,1	6,9	36,9	32,8	54,6	42,3
Intérêts reçus/Revenu disponible	6,1	9,9	8,5	15,0	5,0	9,1	2,3	4,9
Intérêts versés/Revenu disponible	3,5	4,9	2,3	2,5	0,8	1,9	1,8	3,9
Impôts directs/Revenu disponible	6,0	9,0	14,5	15,6	14,1	16,1	6,7	8,6

Source : OCDE.

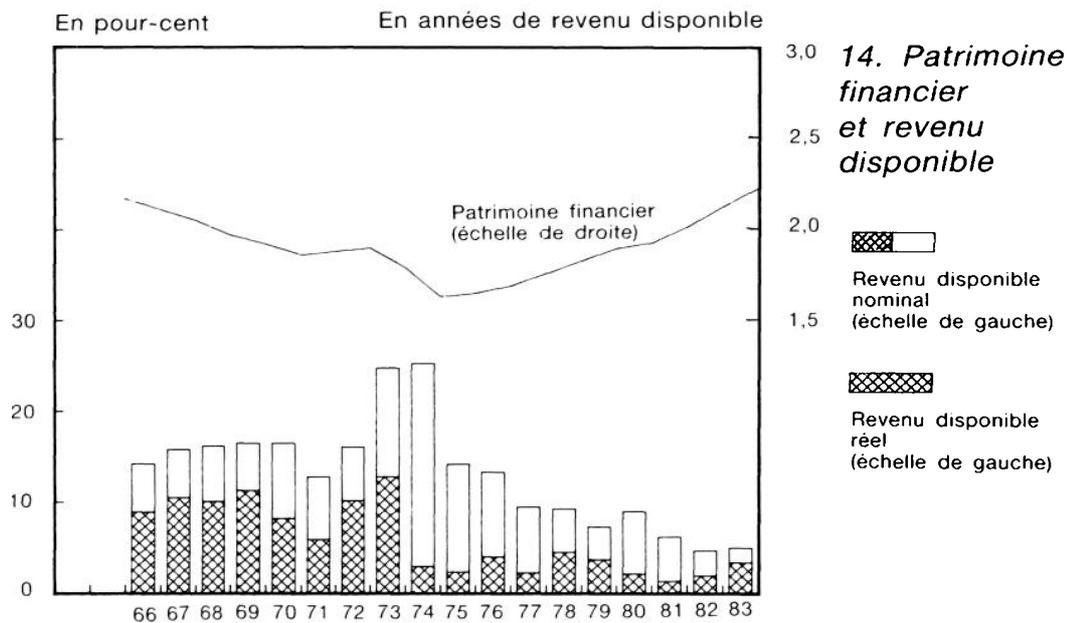
L'effort d'épargne est resté intense malgré le recul du logement

Déjà élevée au début de la décennie 1970, l'épargne des ménages avait alors pour avantage de faciliter le financement de l'investissement de la période de forte croissance. Les raisons qui poussent traditionnellement les Japonais à épargner sont diverses : désir de devenir propriétaire de leur logement, alors que se réalise une décohabitation intense ; besoin de sécurité non seulement pour les vieux jours, car les systèmes de retraite ont été mis en place trop récemment pour influencer les comportements, mais aussi pour la vie courante car les prudences paysanne et insulaire restent bien ancrées et sont confortées par les risques permanents de cataclysmes naturels. D'autres facteurs incitent à mettre de l'argent de côté : pour faire face aux frais de mariage ou aux dépenses privées d'éducation imposées par une compétition acharnée dans la course aux diplômes, véritables sésames des carrières dans les grandes sociétés. Les primes semestrielles reçues sont une occasion commode d'épargner, en plus de l'effort quotidien : les échéanciers de remboursement de prêts au logement les prennent explicitement en compte.

Ce comportement prudent a sans doute largement contribué au maintien à haut niveau du taux d'épargne financière qui a suivi l'envolée

de 1973-1974 (12 % du revenu disponible en moyenne, de 1974 à 1982, au lieu de 8 %, de 1970 à 1973). Les enquêtes périodiques montrent que le souci de se prémunir contre la maladie ou les difficultés inattendues a été un motif d'épargne beaucoup plus fréquemment cité en 1975 qu'en 1970 ou 1980 (42 % contre 36-37 %) et que les ménages, pour y parvenir, comptaient moins sur les rentrées d'argent et envisageaient davantage de couper dans les dépenses superflues. L'objectif de patrimoine financier, qui représentait déjà en temps ordinaire près de quatre années de revenu s'était alors accru d'un tiers.

La moyenne nationale du patrimoine financier des ménages exprimé en nombre d'années de revenu disponible est bien sûr inférieure à l'objectif affiché, car celui-ci représente un maximum qui ne peut être atteint qu'au bout d'une longue phase de vie active. Elle n'en est pas moins intéressante à suivre, car elle permet d'apprécier la volonté d'épargne. Au cours de la période 1965-1974, les ménages n'ont pas fait progresser leur matelas financier parallèlement à leur revenu, le premier diminuant jusqu'à 1,6 année de revenu (graphique 14). C'est l'inverse qui est advenu par la suite et le rapport atteint 2,2 années en 1983. Or paradoxalement la première période coïncide avec une vive croissance des revenus nominaux, due d'abord à celle du pouvoir d'achat, puis, sur la fin, à celle des prix. La deuxième période est caractérisée par une progression beaucoup plus modérée du revenu disponible, qui a suffi cependant à reconstituer les encaisses des ménages. Cela est d'autant plus surprenant que ce renversement de tendance est intervenu alors que les Japonais déclaraient être de moins en moins disposés à faire de gros sacrifices pour épargner (moins de 14 % d'entre eux en 1980, au lieu de 22 % en 1970).



Source : OCDE.

Plusieurs éléments d'explication peuvent être avancés. Lorsque les revenus augmentaient rapidement les ménages ont accordé une forte préférence à l'achat de logement et n'ont pas anticipé à leur juste

mesure les réévaluations qui ne manqueraient pas d'intervenir concernant les autres emplois de l'épargne : retraites, dépenses de santé, éducation... Or tous ces emplois à venir, finissant par évoluer en ligne avec les revenus, devaient tôt ou tard faire l'objet de provisions accrues ⁽¹²⁾. Par ailleurs la vigueur de la demande de logement a provoqué des hausses de prix considérables (multiplication des prix des terrains par 70 en trente ans et des prix à la consommation par 5) qui ont drainé jusqu'en 1973 une part accrue des revenus. Cette hausse des prix, puis celle des taux d'intérêt, combinées avec le ralentissement des augmentations de pouvoir d'achat, alors que les besoins d'habitat étaient devenus moins criants, ont fini par faire régresser les dépenses de logement dans le budget des particuliers, laissant le champ libre au redressement de l'épargne financière.

Une même analyse menée pour les Etats-Unis confirmerait les différences de comportement d'épargne. A l'accumulation japonaise s'oppose la faiblesse du taux américain à laquelle la reaganomanie a voulu s'attaquer. Le patrimoine financier semble bien équivaloir à présent au même nombre d'années de revenus qu'au Japon (environ 2,2 en 1983), mais il lui était sensiblement supérieur vingt ans auparavant. La principale origine du fléchissement relatif des actifs américains paraît tenir à la réduction de moitié du stock d'actions en proportion du revenu disponible (environ 55 % en 1983, contre près de 120 % en 1964). Il semble aussi que chaque période de restriction monétaire (1969 - 1973-1974 et 1979-1980) ait fait franchir une marche à la baisse dans le rapport du patrimoine hors actions au revenu disponible. Il est vrai que les Américains, disposant au départ d'un stock élevé de capital, n'ont ni les mêmes besoins de logement, ni la même incitation à investir.

13. Structure du patrimoine financier à la fin de 1983

	Avoirs monétaires	Obligations	Actions	Assurance-vie	Total
Japon	73	11	1,5	14,5	100
Etats-Unis ...	45	8	24	23	100

Source : OCDE.

... si bien que la consommation individuelle reste très en retrait de celles des grands pays développés...

La priorité donnée à l'investissement productif et la ponction opérée sur les revenus des ménages par le coût exorbitant du logement ont pour contrepartie une consommation individuelle relativement faible par comparaison avec le rang que le Japon a conquis pour le produit national par habitant. Comme lors de l'examen des structures d'activité par branche, il convient de distinguer ce qui tient aux particularités des prix japonais pour pouvoir juger des quantités réellement consommées.

(12) Les primes d'assurance-vie (3,3 % du revenu disponible en 1970) ont régressé jusqu'en 1974 (2,8 %) puis repris leur développement à partir de 1978. Elles s'élevaient en 1982 à 3,8 % du revenu.

Les comparaisons internationales de prix réalisées par l'ONU pour l'année 1975 arrivaient à la conclusion que les prix japonais à la consommation étaient un peu inférieurs à la moyenne internationale avec les taux de change en vigueur à l'époque.

14. Prix au Japon / Prix internationaux

	1975	1982
<i>Consommation privée</i>	0,95	1,02
Alimentation, boissons, tabac	0,92	1,00
Habillement, chaussures	0,78	0,93
Loyer, énergie	1,18	1,31
Equipement et entretien du logement	0,99	0,97
Santé	0,74	0,78
Transports, communications	0,85	0,95
Culture, loisirs	1,03	1,14
Divers	1,11	1,17
<i>Logement</i> (achat et gros entretien)	1,43	1,39

Sources : ONU, OCDE, actualisation OFCE.

De 1975 à 1982 les variations combinées des prix et des taux de change ont eu pour résultante un renchérissement des prix japonais par rapport aux prix internationaux d'environ 1 % par an. Dans le même temps la consommation réelle ⁽¹³⁾ par habitant (+ 2,5 % par an) a progressé un peu plus rapidement que dans les autres grands pays (entre 1,4 % et 1,9 % l'an) à l'exception de la France (+ 3 % l'an). Cette consommation est devenue supérieure à celle du Royaume-Uni (d'environ 10 %), mais reste inférieure de 20 % à 25 % à celle de la RFA et de la France et de près de 40 % à celle des Etats-Unis.

15. Consommation réelle par habitant en 1982

(niveau relatif par rapport aux Etats-Unis)

	Royaume-Uni	Japon	RFA	France	Etats-Unis
<i>Consommation</i>	55,8	61,5	77,4	83,8	100
Alimentation, boissons, tabac	77,5	82,6	89,6	105,3	100
Habillement, chaussures	62,6	56,8	69,1	50,9	100
Loyer, énergie	53,1	44,6	63,1	66,7	100
Equipement, entretien du logement	61,5	51,5	126,0	134,8	100
Santé	89,6	89,6	95,8	122,1	100
Transports, communications ..	39,1	32,6	59,4	61,6	100
Culture, loisirs	69,0	76,4	68,3	70,8	100
Divers	67,3	68,9	64,3	69,2	100
<i>Logement</i> (achat et gros entretien)	62,4	110,7	158,0	210,4	100

Sources : ONU, OCDE, actualisation OFCE.

(13) C'est-à-dire valorisée avec le même système de prix internationaux pour tous les pays.

... et aussi de composition différente

Dans *l'alimentation* ⁽¹⁴⁾, les divergences entre pays sont moindres que pour la consommation totale. Ce résultat attendu recouvre néanmoins des habitudes alimentaires très contrastées, qui tiennent à une superficie agricole japonaise très faible (15 fois moindre par habitant qu'en France) et aussi morcelée qu'en Chine ou en Inde, et au caractère insulaire du pays. Un petit groupe de produits (poisson, riz et sauces, pâtes et légumes) reste la base nutritive, au détriment des autres céréales, des fruits, des produits laitiers et surtout de la viande bovine (graphique 15). La cuisine japonaise utilise très peu de graisses, de sucre et de conserves. Les prix des denrées reflètent assez bien leur rareté, mais sont parfois la traduction de mesures visant à protéger les productions locales inefficaces (bœuf, thé, riz). A l'inverse les brasseurs et les distillateurs japonais (saké, whisky) jouissent d'une solide position et ne craignent pas la concurrence extérieure.

Dans *l'habillement - chaussures et la santé* subsistent des comportements anciens qui freinent les dépenses et les prix. La confection à la maison reste très fréquente et limite l'achat et le renouvellement des vêtements. Les ressemelages de chaussures sont faits à très bon marché dans un pays où l'abattage et le travail du cuir sont encore tabous et réservés à une population à part (les Burakumin). Les dépenses de pharmacie sont faibles, mais celles de lunettes sont élevées...

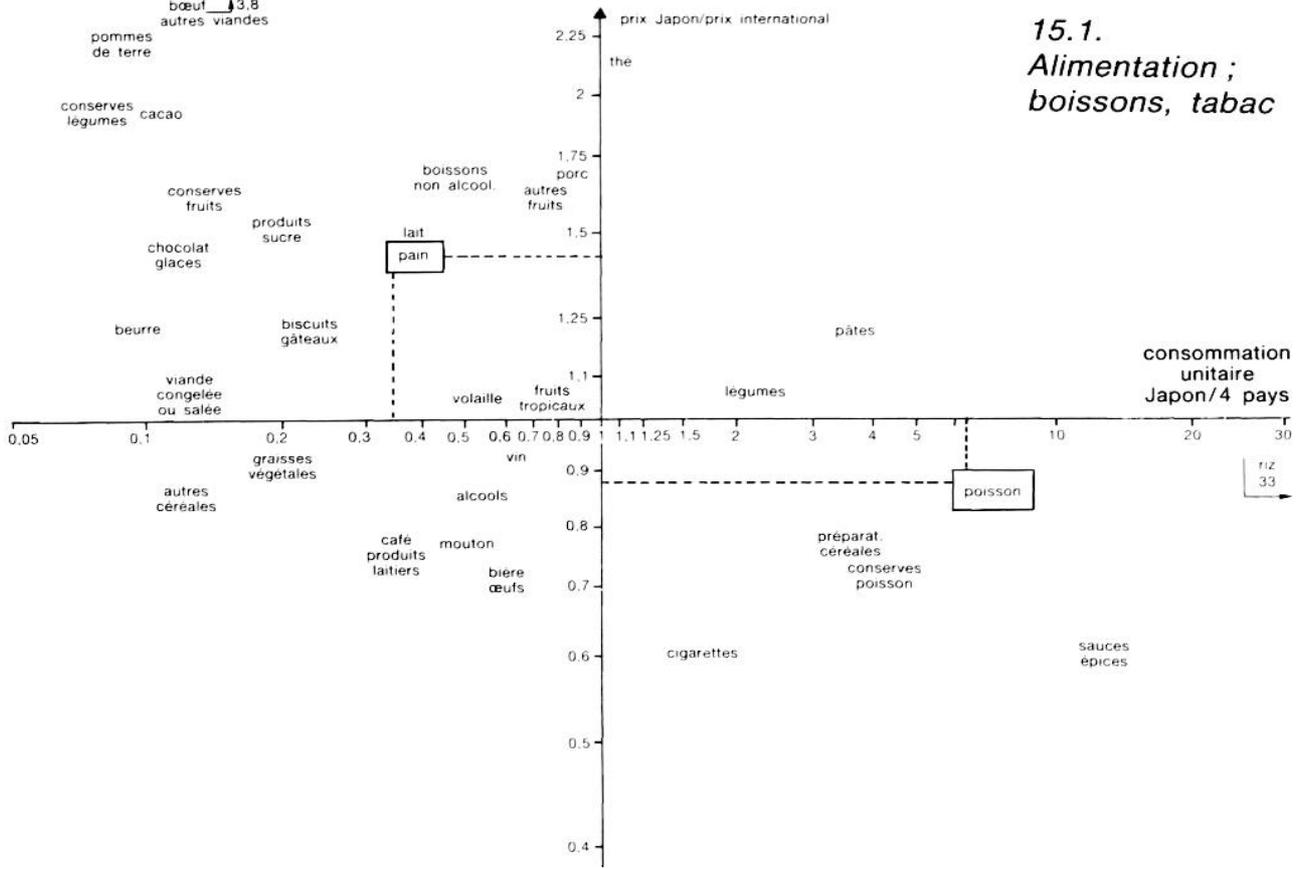
Dans *les dépenses de logement*, peu de postes se révèlent importants et l'ensemble reflète à la fois l'exiguïté de l'habitat et les traditions, qui laissent peu de place à l'ameublement, au chauffage collectif ⁽¹⁵⁾ et aux services domestiques, considérés comme déshonorants. Ces produits s'avèrent en conséquence très coûteux alors que la plupart du gros équipement ménager et les produits d'entretien d'origine nationale sont à bas prix.

Dans *les transports et communications, la culture et les loisirs*, apparaissent également des oppositions marquées. Les transports individuels sont très peu utilisés, malgré le développement de l'automobile, car le réseau routier est saturé (quatre fois moins de kilomètres de routes par véhicule que dans les autres grands pays), ce qui fait le succès des transports urbains et encore plus des transports rapides à longue distance d'un bon rapport qualité-prix (Shinkansen Tokyo-Osaka par exemple). Le téléphone est plus utilisé et plus économique que la poste. Mais le secteur public étant largement déficitaire, les déréglementations en cours pourraient faire disparaître certains avantages tarifaires. Le poste « Culture, loisirs » se compare honorablement à ce que consomment les autres pays. Mis à part l'équipement radio-télé-HIFI, les loisirs sont moins développés, ce qui n'est pas une surprise, mais les dépenses d'éducation et de soins personnels sont plus fortes.

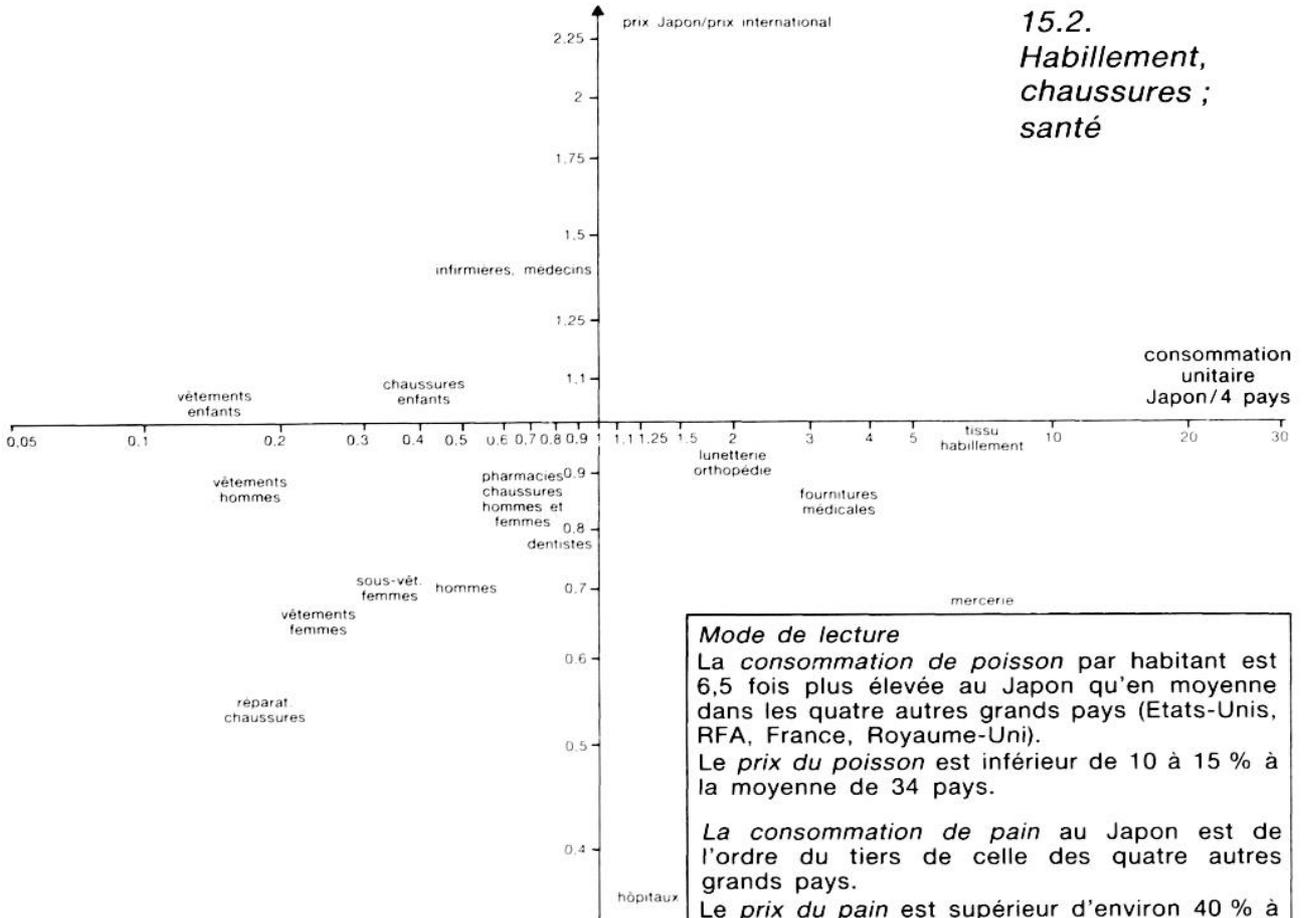
(14) Les commentaires détaillés qui suivent portent sur l'année 1975 et fournissent ainsi des ordres de grandeur valables pour les années soixante-dix.

(15) Ce qui entraîne par contrecoup une large utilisation d'appareils de chauffage individuels électriques, au kérosène et à gaz butane, sources d'insécurité.

15.1.
Alimentation ;
boissons, tabac



15.2.
Habillement,
chaussures ;
santé



Mode de lecture
 La consommation de poisson par habitant est 6,5 fois plus élevée au Japon qu'en moyenne dans les quatre autres grands pays (Etats-Unis, RFA, France, Royaume-Uni).
 Le prix du poisson est inférieur de 10 à 15 % à la moyenne de 34 pays.
 La consommation de pain au Japon est de l'ordre du tiers de celle des quatre autres grands pays.
 Le prix du pain est supérieur d'environ 40 % à la moyenne de 34 pays.

A cela s'ajoute un coût élevé de l'enseignement complémentaire des premier et second degrés. Les consommations onéreuses dans les cafés-restaurants et surtout celles d'hôtellerie paraissent peu élevées en volume ; mais il se peut qu'une part non négligeable en soit assurée par les entreprises.

Le mouvement modéré de rattrapage de la consommation prise dans son ensemble entre 1975 et 1982 n'a pas été uniforme. Les parts de l'alimentation et des transports et communications ont peu varié, ce qui confirme les rigidités de ces secteurs. L'habillement-chaussures a perdu du terrain par rapport aux pays anglo-saxons, mais les dépenses de logement et de culture et loisirs ont progressé.

Politique monétaire : rôle prépondérant des taux d'intérêt et problèmes liés à l'internationalisation du yen

Bien que l'objectif intermédiaire affiché soit la masse monétaire (M2)⁽¹⁶⁾, il n'en demeure pas moins que les autorités nippones ont maintenu un contrôle strict sur l'évolution des taux d'intérêt, ceux-ci étant d'ailleurs pour la plupart réglementés. Mais le double mouvement de libéralisation interne et d'internationalisation du yen affectera ce mode de régulation.

D'un contrôle quantitatif à un contrôle des taux

Les instruments utilisés par la politique monétaire ont été modifiés au gré de l'évolution économique.

Jusqu'en 1975 la très forte croissance du PNB en volume (10 % en moyenne de 1955 à 1975) s'est accompagnée d'un fort besoin de financement de la part des entreprises privées. Plutôt que d'émettre des obligations, celles-ci ont préféré s'endetter auprès des banques. Parallèlement l'épargne des ménages, importante, était principalement déposée soit dans le réseau bancaire, soit dans le réseau postal. La dépendance des banques commerciales vis-à-vis de la Banque centrale a facilité le contrôle des flux de liquidités par les autorités monétaires. En 1969-1970 le resserrement de la liquidité bancaire par le biais d'un contrôle de l'octroi des prêts bancaires (Window Guidance) avait permis d'éviter une trop forte montée des prix. Toutefois malgré une prise de conscience dès 1973 de l'existence de germes inflationnistes et un retour à une politique restrictive (l'encadrement du crédit avait été renforcé, les taux des réserves obligatoires élevés à cinq reprises et le taux d'escompte fixé à 9 % contre 4,25 % un an plus tôt), l'inflation

(16) (M2 + certificats de dépôt) à partir de 1979.

atteignit en 1974 25 % par rapport à 1973. La contrepartie « crédit au secteur privé » avait fortement contribué à la création monétaire japonaise.

A partir de 1975 les entreprises japonaises commencèrent à réduire leur demande de financement bancaire. Elles eurent recours plus massivement aux émissions d'actions et d'obligations, s'endettèrent à l'étranger et, leurs marges de profit se reconstituant après 1978, développèrent leur autofinancement. Le retrait partiel du secteur privé comme demandeur de capitaux auprès des banques a été compensé par les besoins du secteur public, de l'administration centrale principalement. L'Etat a dès 1975 abandonné la règle de l'équilibre budgétaire jusque là à peu près respectée et émis massivement des obligations de long terme (échéance de dix ans) pour couvrir son déficit. En outre, au sein des contreparties de la masse monétaire, la composante « crédits à l'économie », en déclin, fit place à celle des « crédits au secteur public ». En 1978 près de 50 % de la création monétaire fut due à cette contrepartie.

16. Ventilation du financement externe

En pour-cent

	Secteur public			Sociétés privées non financières			Institutions financières		
	1970-1974	1975-1979	1980-1983	1970-1974	1975-1979	1980-1983	1970-1974	1975-1979	1980-1983
<i>Financement indirect</i>									
— emprunt	39,3	29,3	29,3	89,7	84,6	85,5	37,1	31,8	46,2
<i>Financement direct</i>	60,7	70,7	70,7	10,3	15,4	14,5	62,9	68,2	53,8
— titre à court terme	4,1	8,9	1,7						
— obligations	56,6	61,8	69,0	3,5	7,6	6,2	58,4	65,1	52,4
— actions				6,8	7,8	8,3	4,5	3,1	1,4
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Statistiques financières de l'OCDE.

L'efficacité de la politique monétaire conçue en tant que politique du crédit s'est donc trouvée fortement altérée. Les « city banks », sur lesquelles pesait le plus fortement le contrôle, ont vu leur part diminuer à la fois dans la collecte des dépôts et dans l'octroi des crédits. Entre 1960 et 1980, elles ont régressé respectivement de 29,7 % à 18,2 % et de 29,3 % à 20 %. Des changements de comportement des agents financiers non bancaires quant à la détention d'encaisses ont aussi amoindri l'efficacité de cette politique. Le contrôle de la liquidité globale de l'économie par le truchement de la liquidité bancaire devint plus aléatoire avec l'émergence de marchés monétaires à taux libres (marchés Gensaki et des certificats de dépôt) et l'essor d'un vaste marché secondaire des obligations d'Etat.

17. Masse monétaire et contributions des contreparties à la masse monétaire

Chiffres de fin de période, % de variation en taux annuels

Années civiles	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
<i>Masse monétaire</i> ⁽¹⁾ (M2 + CD)	24,3	24,7	16,8	11,5	14,5	13,5	11,1	13,1	9,1	7,2	11,0	7,9	7,2	7,8
=														
<i>Avoirs extérieurs</i> ⁽²⁾ (court terme)	3,8	2,2	- 3,7	- 2,1	- 0,7	0,6	1,3	0,3	- 2,3	- 1,0	- 0,1	- 0,5	0,4	- 1,2
+														
<i>Crédits au secteur privé</i>	23,2	26,4	19,0	13,1	12,8	11,9	9,6	10,1	7,7	7,9	8,6	8,5	8,3	9,1
+														
<i>Crédit au secteur public</i> ⁽³⁾	- 0,1	- 0,3	2,3	4,1	6,6	5,3	3,6	6,1	2,3	1,6	3,0	1,1	0,7	1,4
+														
<i>Autres</i> ⁽⁴⁾	- 2,6	- 3,6	- 0,8	- 3,6	- 4,2	- 4,3	- 3,4	- 3,4	1,4	- 1,3	- 0,5	- 1,2	- 2,2	- 1,5

Source : Banque du Japon, Economic Statistics Annual.

(1) Avant 1979, l'objectif intermédiaire de la politique était M2.

(2) Les chiffres négatifs sont dus à des engagements nets à court terme en devises de la part des banques commerciales.

(3) Incluant crédits aux autorités locales.

(4) Ce poste est composé essentiellement d'obligations bancaires.

Pour ces raisons, depuis 1980 les interventions de la Banque centrale sur le marché interbancaire visant à réguler les taux, et les variations du taux d'escompte, dont l'effet d'annonce est particulièrement important, ont primé le contrôle quantitatif des crédits bancaires.

L'assouplissement des structures financières a permis aux taux d'intérêt d'influer plus directement sur les choix des entreprises en permettant à celles-ci une comparaison immédiate avec la rentabilité des investissements projetés. L'efficacité de la politique monétaire s'en est trouvée accrue⁽¹⁷⁾.

De l'internationalisation du yen à la libéralisation interne

L'usage du yen dans la facturation du commerce extérieur demeure limité. En 1970 seulement 0,9 % des exportations japonaises étaient libellées en yen, ce pourcentage n'atteint encore actuellement que 40 %, tandis que la place du yen dans les importations japonaises est quasiment inexistante. Cela est dû à un facteur historique, la présence américaine au Japon, à la structure des importations japonaises, consistant massivement en pétrole et en matières premières et au fait que les maisons de commerce international (les sogo-shoshas)⁽¹⁸⁾ neutralisent le risque de change en réglant leurs transactions en dollars.

Un projet énoncé dès 1980, date de l'assouplissement du contrôle des changes, a abouti le 29 mai 1984⁽¹⁹⁾ à l'accord américano-japonais sur l'internationalisation du yen. Cet accord vise à développer les trois fonctions traditionnelles d'une monnaie internationale : les fonctions d'unité de compte, de règlement et de réserve.

La nécessité d'une plus grande ouverture du marché financier de Tokyo se fait sentir. De 1976 à 1984 les achats d'actions et d'obligations par des non résidents ont cru d'environ 40 %. Une libéralisation des transactions est d'autant plus souhaitable que l'internationalisation de l'économie japonaise s'intensifie.

La politique monétaire aura des difficultés à s'adapter, car le nombre des transactions en yen augmentera, ce qui permettra peut-être de stabiliser le taux de change du yen, mais la déconnexion entre taux interne et taux externe disparaîtra, ce qui rendra plus difficile le contrôle des taux d'intérêt.

Le débat porte actuellement sur la rigidité institutionnelle des taux, qui dès maintenant tend à s'assouplir. Les opérations d'open market devraient être plus efficaces si le système des taux est déréglementé. Les « city banks » peuvent émettre des obligations par l'intermédiaire de leurs filiales étrangères ; elles pourraient être autorisées par le ministère des Finances à émettre directement des obligations convertibles et à procéder à des émissions d'actions. La séparation entre activité bancaire et activité de titres s'estompe depuis que les maisons de titres

(17) Voir l'encadré sur les institutions financières et les marchés monétaires au Japon.

(18) Voir l'encadré sur les Sogo-shoshas.

(19) Voir l'encadré sur l'accord du 29 mai 1984.

proposent des produits financiers hautement liquides à rendement proche des obligations. La baisse du plancher des certificats de dépôts, de 300 millions de yen à 100 millions et la réduction de la période d'échéance minimale facilitent l'accès à des taux libres. Les institutions financières ont depuis le 1^{er} mars le droit d'émettre des certificats du marché monétaire dont le montant minimal est fixé à 50 millions de yen avec une durée de 1 à 6 mois. Les plafonds sur les taux des gros dépôts seront abolis dans les mois à venir.

Tokyo : centre bancaire offshore

Le summum de la libéralisation financière de l'économie japonaise serait atteint si se réalisait le projet de création à Tokyo d'un centre offshore donnant aux non résidents, prêteurs et emprunteurs, toute liberté pour effectuer leurs opérations en franchise d'impôt, soit en devises, système pratiqué à Hong-Kong et Singapour, soit en monnaie nationale, système pratiqué par les Etats-Unis avec les « International banking facilities ».

Les institutions financières et les marchés monétaires au Japon

Le système financier japonais présente une double caractéristique : une spécialisation des institutions financières et un cloisonnement des marchés monétaires.

On distingue généralement cinq types d'institutions.

Les banques commerciales. *Les grandes banques* (13 city banks) ont pour activité de fournir des crédits aux grandes entreprises et sont emprunteuses nettes sur les marchés monétaires ; *les banques locales et régionales* (63) jouent un rôle actif dans la gestion des finances locales et disposent d'un excédent de ressources qu'elle prêtent via les marchés monétaires ; *les banques étrangères* (60) ont un rôle marginal puisqu'elles recueillent moins de 1 % des dépôts et octroient moins de 3 % des prêts.

Les institutions spécialisées dans le crédit à long terme. *Les grandes banques de crédit à long terme* (Industrial Bank of Japan ; Long Term Credit Bank et Nippon Credit Bank) ne peuvent accepter des dépôts que de la part des agences gouvernementales et des compagnies auxquelles elles prêtent. Elles peuvent émettre des obligations à 5 ans jusqu'à 20 fois le montant de leurs fonds propres ; *les banques de gestion de patrimoine* (7 trust banks) reçoivent des fonds du public pour des durées stables de 2 à 3 ans et ont pour tâche de financer des investissements industriels à long terme. *Les compagnies d'assurances* ont un rôle d'investisseurs institutionnels particulièrement actif.

Les organismes spécialisés dans le crédit aux PME, qui disposent de capitaux excédentaires.

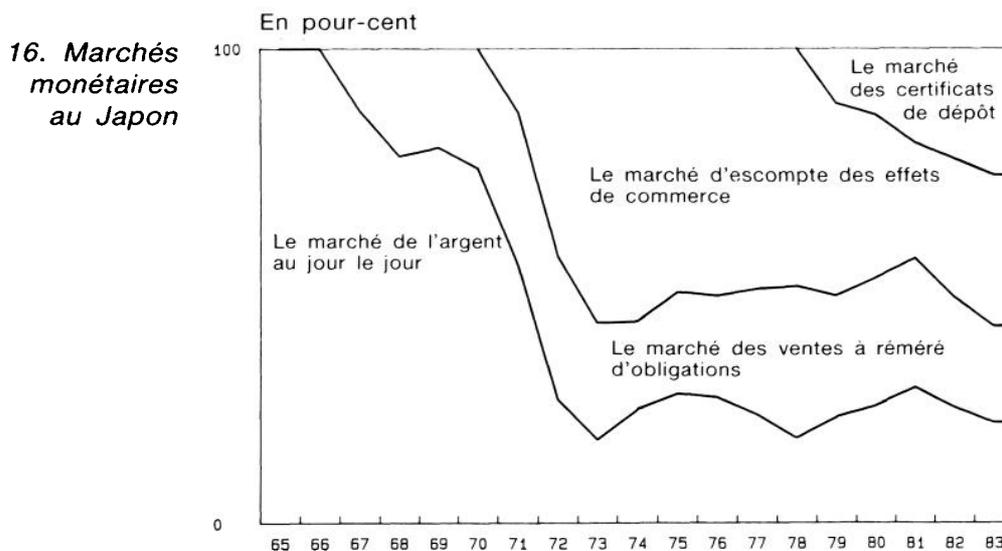
Les organismes spécialisés dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche, qui gèrent des ressources importantes.

Les institutions publiques. *La Banque de développement du Japon* accorde des prêts dans les secteurs jugés prioritaires par la politique

industrielle. La Banque d'exportation-importation finance le commerce extérieur. Ces deux institutions reçoivent la majorité de leurs fonds d'un compte spécial (Trust fund) géré par le ministère des Finances et alimenté principalement par les dépôts des postes.

La Banque commerciale de Tokyo a un statut particulier, régi non pas par la loi bancaire, mais par la loi sur les activités étrangères de 1954. Cette particularité lui permet d'émettre des obligations jusqu'à cinq fois ses fonds propres et de bénéficier de positions avantageuses en ce qui concerne les échanges commerciaux et financiers avec l'étranger.

L'ajustement entre les institutions financières à capacité ou à besoin de financement s'effectue sur le **marché monétaire** (graphique 16).



Source : Banque du Japon.

On peut distinguer quatre compartiments.

Le marché de l'argent au jour le jour (call market). Les institutions financières prêtent leurs disponibilités à échéances fixes (2 à 7 jours).

Le marché d'escompte des effets de commerce (bill discount market). Les instruments utilisés sur ce marché sont limités en nombre. Les échéances s'échelonnent entre 1 et 4 mois.

Ces deux marchés sont contrôlés par la Banque centrale et seules les institutions financières y ont accès par l'intermédiaire des maisons de courtage (Tanshi).

Le marché des ventes à réméré d'obligations (Gensaki market). Cela consiste dans la vente d'une obligation à long terme avec la promesse de rachat à un prix et une date fixée au moment de la conclusion du contrat (le système est similaire au système de pensions pratiqué en France). Les entreprises participent à ce marché en qualité de prêteurs pour la plupart.

Le marché des certificats de dépôt. Ce marché créé en 1979, permet aux entreprises de placer leurs capitaux disponibles par négociation directe auprès des banques.

La rigidité, aussi bien des institutions financières que des marchés monétaires, jadis nécessaire afin d'assurer le financement de certaines activités, tend à s'estomper. La banalisation des institutions et le développement de nouveaux marchés (bons du Trésor, acceptations de banque) modifiera le paysage financier japonais.

Selon le ministère des Finances la création d'un tel marché permettrait de surveiller plus efficacement les opérations sur l'euroyen, de dégager de substantiels profits dus à une activité de service bancaire international, ce qui améliorerait le solde des invisibles, et de donner le rôle de plaque tournante financière au pays. A l'opposé la Banque du Japon juge prématurée la création d'un centre offshore, estimant que les fluctuations erratiques de la contrepartie extérieure obligerait à intervenir sur le marché des changes et que ce centre réduirait l'efficacité du contrôle de la création monétaire.

L'accord du 29 mai 1984

Le groupe ad hoc Japon - Etats-Unis a annoncé le 29 mai 1984 une réforme du système financier japonais.

Mesures visant à internationaliser le yen et à développer le marché de l'euroyen

- Abandon du principe de la « demande réelle »⁽²⁰⁾ pour les opérations de change à terme (avril 1984).
- Libéralisation des prêts en yen à des non résidents par des banques japonaises et non japonaises (avril 1984).
- Possibilité de convertir en yen le produit d'émission d'obligations en devises étrangères (avril 1984).
- Suppression des plafonds limitant les « swaps » de devises en yen pour les filiales des banques étrangères et les banques japonaises (juin 1984).
- Libéralisation du système de prêts à court terme en euroyen à des résidents (juin 1984) (les prêts à court terme en euroyen à des non résidents avaient été autorisés dès juin 1983).
- Ouverture aux non résidents privés ou publics du marché obligataire de l'euroyen (décembre 1984), puis assouplissement des règlements applicables à ce marché en avril 1985.
- Autorisation d'émettre des certificats de dépôt en euroyen comportant des échéances inférieures ou égales à six mois (décembre 1984).
- Suppression du système de taxation à la source de 20 % sur les intérêts versés à des non résidents détenteurs d'euro-obligations en yen émises par les résidents japonais (janvier 1985).
- Autorisation pour les banques japonaises d'octroyer des prêts en euroyen à moyen et long terme aux non résidents (mars 1985) (les banques étrangères avaient déjà l'autorisation d'octroyer aux non résidents des prêts en euroyen à moyen et à long terme).

Mesures visant à libéraliser les marchés domestiques de capitaux

- Relèvement des plafonds limitant les émissions de certificats de dépôts : pour les banques japonaises, de 75 % à 100 % des fonds pro-

(20) Le principe de la « demande réelle » stipule une liaison entre l'achat ou la vente à terme de devises par un Japonais et la réalisation d'une opération réelle (import-export, implantation industrielle, prise de participation...).

pres, par paliers trimestriels de 5 % ; pour les banques étrangères, de 30 % à 50 % des actifs libellés en yen (avril 1984).

- Autorisation donnée au gouvernement d'émettre à l'étranger des obligations d'Etat libellées en devises (obligations Nakasone).
- Autorisation donnée aux banques de traiter sur le marché des obligations (juin 1984).
- Abaissement du volume minimal des certificats de dépôts de 300 à 100 millions de yen et réduction de la durée minimale de 3 à 1 mois (avril 1985).
- Autorisation d'émettre des certificats de marché monétaire d'un montant minimal de 50 millions de yen (avril 1985).
- Création d'un marché des acceptations bancaires en yen (juin 1985).
- Autorisation donnée aux banques étrangères d'effectuer des opérations de gestion de patrimoine (fin 1985).
- Assouplissement puis suppression des plafonds de taux d'intérêt sur les dépôts importants (1986-1987).
- Projet de création d'un marché à terme des instruments financiers portant sur des obligations à 10 ans.

Budget : le dos tourné au soutien de la demande

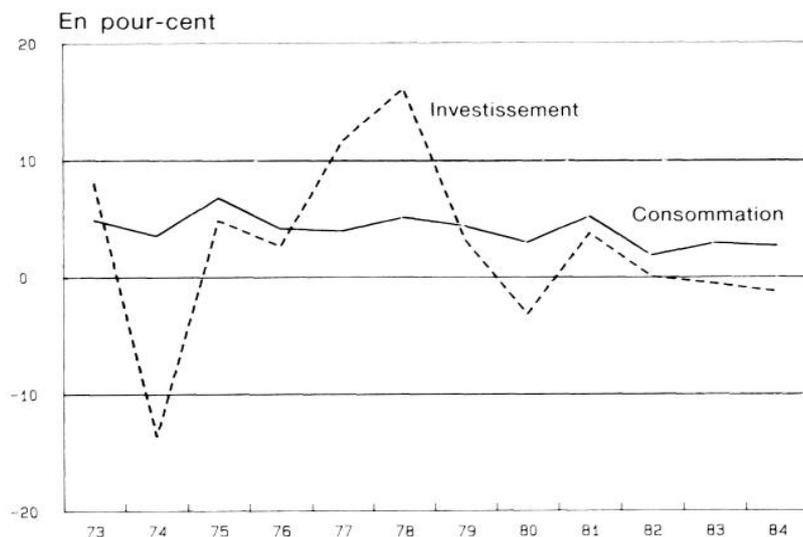
Jusqu'en 1973 la politique budgétaire ne jouait qu'un rôle mineur dans la régulation de l'activité économique. Son développement reposait principalement sur l'initiative privée et la concertation. Les pouvoirs publics se contentaient de définir des objectifs à moyen et long terme, eu égard au respect de deux règles d'or en matières de finances publiques : un budget équilibré et une pression fiscale inférieure à 20 % du revenu national⁽²¹⁾. Mais le ralentissement de la croissance, l'accélération de l'inflation et la stagnation de la consommation et de l'investissement ont conduit à une utilisation plus intensive des instruments de politique budgétaire.

Les dépenses d'investissement, instrument des relances publiques de 1975 à 1978...

L'investissement public a été, par le truchement des dépenses de travaux publics, l'instrument privilégié de la politique budgétaire japonaise. En 1974, afin d'enrayer les pressions inflationnistes, l'investisse-

(21) L'équilibre n'a été qu'exceptionnellement réalisé en 1970, le déficit ayant été permanent de 1963 à 1969. La pression fiscale n'a en fait guère dépassé 15 %.

ment public avait été profondément comprimé. De 1975 à 1978 il a au contraire joué un rôle important dans la relance de l'activité (graphique 17). Avec un poids relatif dans le PNB de 9,3 % en 1977 et 10,3 % en 1978 il a, durant ces deux années, contribué à la croissance pour près de 20 % et 30 %. Depuis 1979 la croissance des investissements publics s'est ralentie. En 1983 les dépenses de travaux publics ont été stables et elles ont décliné de 2 % en 1984.



17.
*Consommation
et investissement
publics*

Variation annuelle
en prix 1975

Source : Japan Economic Research Center.

La stimulation de l'investissement, privé (logement et petites et moyennes entreprises) est le deuxième axe de la politique budgétaire, mis en place par le Programme de prêts et d'investissements publics. Ces prêts transitent via des établissements publics de crédits⁽²²⁾. Un système d'aide fiscale permet en outre aux petites et moyennes entreprises de bénéficier de taux d'imposition réduits lorsque leurs bénéfices sont inférieurs à 8 millions de yen et d'appliquer aux achats de biens d'équipement un régime d'amortissement dérogatoire.

L'action sur la demande par le biais d'une relance directe de la consommation des ménages a été délaissée. La baisse de la rémunération de l'épargne n'a qu'un impact relativement mineur sur la consommation pour des raisons attenantes à l'inélasticité structurelle du comportement d'épargne japonais aux taux d'intérêt. Les abattements fiscaux, tels que ceux mis en œuvre en 1974-1975, n'ont plus place dans une politique de réduction du déficit.

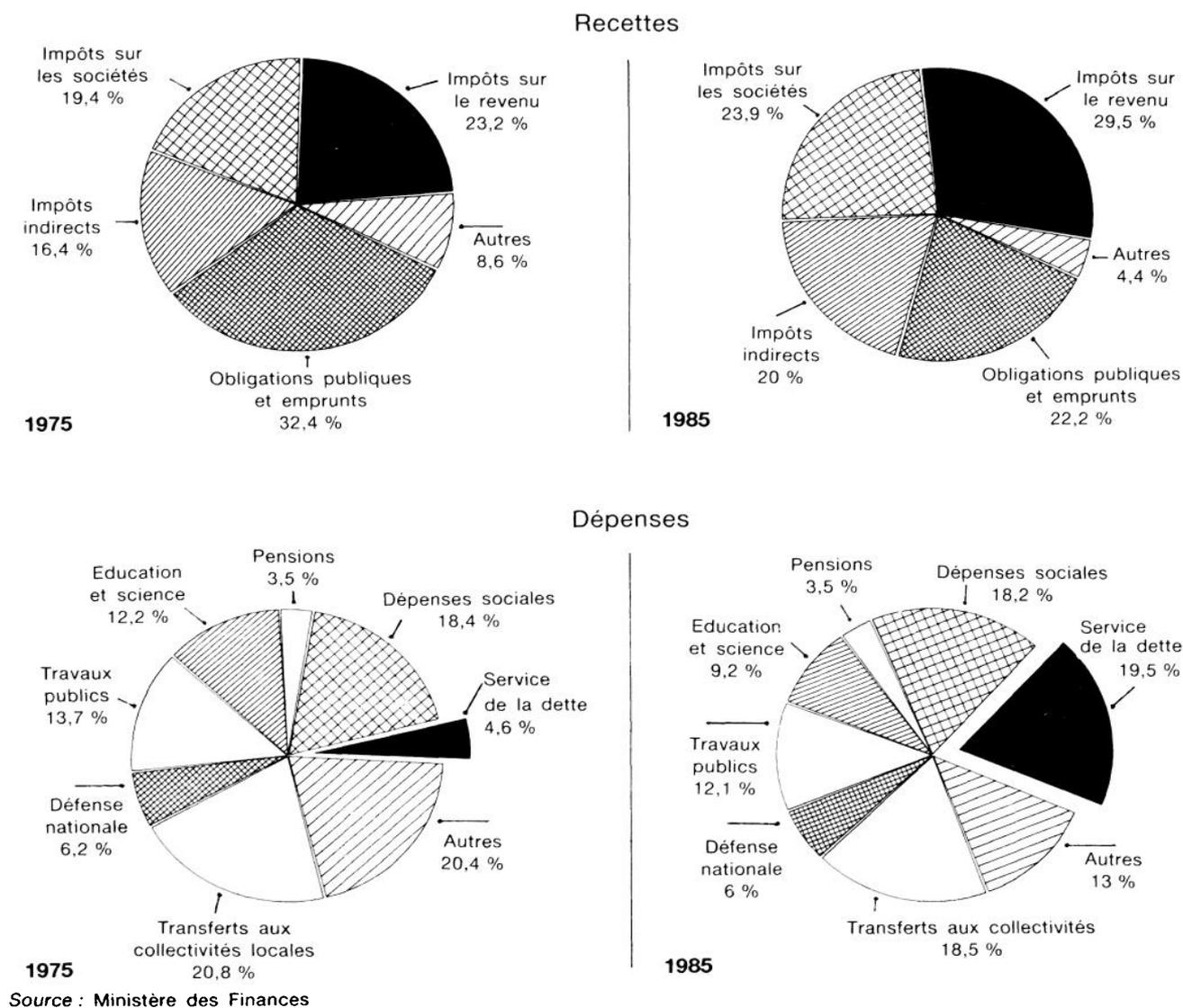
... ont laissé un lourd passif budgétaire...

Depuis 1980 (l'an 1 de l'assainissement des finances publiques), le but à atteindre pour les autorités est de réduire le déficit budgétaire. Il s'agit de faire revenir dans des limites plus raisonnables l'endettement

(22) Ex : « Housing Loan Corporation », « People's Finance Corporation », « Smaller Business Finance Corporation... ».

de l'Etat central, qui a atteint 150 000 milliards de yen, soit plus de la moitié du PNB en 1984, et le service de la dette, qui atteint 19,5 % des dépenses en 1985 (graphique 18).

18. Structure du budget 1975-1985



Ce gonflement du déficit public avait été financé par un recours massif à l'épargne des ménages, facilité par la baisse de la demande de capitaux émanant des entreprises. L'émission d'obligations à long terme⁽²³⁾ a servi depuis 1975 à couvrir le déficit⁽²⁴⁾. Ces émissions, qui en 1973 étaient déjà d'importance, 12 % des dépenses totales et 1,5 du PNB, avaient atteint 34,7 % des dépenses totales et 6,1 % du PNB en

(23) L'Etat peut émettre d'une part des obligations de construction servant à financer les dépenses d'investissement liées à des travaux publics et d'autre part des obligations de financement du déficit. Avant 1971 les obligations émises avaient une échéance moyenne de 7 ans, entre 1971 et 1978 de 10 ans. Depuis 1978 les échéances sont beaucoup plus diversifiées ce qui révèle la difficulté d'émissions de titres longs par l'Etat.

(24) Les reports de crédits sont la deuxième source de financement. Il s'agit de dépenses qui n'ont fait l'objet d'aucun engagement au cours de l'exercice budgétaire. L'Etat peut utiliser 50 % de ces crédits reportés, l'autre moitié versée au Compte de consolidation de la dette publique a été également mise à la disposition de l'Etat depuis 1978.

1979. Elles sont redescendues respectivement à 25 % et 4,3 % en 1984. L'arrivée prochaine à échéances des obligations émises massivement depuis 1975 va sans nul doute créer des difficultés et développer l'utilisation de bons de Trésor.

18. Emissions d'obligations publiques

En milliards de yen et en pour-cent

Années fiscales	Montant	En % des dépenses totales	En % du PNB
1973	1 766	12,0	1,5
1974	2 160	11,3	1,6
1975	5 281	25,3	3,5
1976	7 198	29,4	4,2
1977	9 561	32,9	5,1
1978	10 674	31,3	5,2
1979	13 472	34,7	6,1
1980	14 170	32,7	5,9
1981	12 900	27,5	5,1
1982	14 000	29,7	5,3
1983	13 500	26,6	4,8
1984	12 900	25	4,3
1985	11 700	22	3,7

Source : Ministère des Finances.

La part des obligations du secteur public dans le volume total des émissions est passée de 25 % en 1974 à près de 78 % en 1984. Elles sont principalement souscrites par les institutions financières bancaires, qui doivent les conserver pendant un mois dans leur portefeuille avant de pouvoir les écouler sur le marché secondaire⁽²⁵⁾. Cette contrainte pesant sur les banques est d'autant plus forte que le rachat par la Banque du Japon est de moins en moins assuré.

Au regard de la libéralisation des taux d'intérêt, la réaction des banques commerciales apparaît ambiguë : d'un côté la faiblesse des rendements offerts par les autorités publiques en comparaison des taux d'intérêt du marché constitue un manque à gagner ; d'un autre côté, du fait de la souscription obligatoire des titres publics, les banques poussent à la libéralisation, afin d'attirer de nouveaux dépôts et de répondre à la concurrence du secteur postal.

(25) Le marché secondaire permet aux banques japonaises de se procurer des liquidités par la vente des titres avant leur échéance.

... qui incite à alourdir une pression fiscale encore faible

La réduction des dépenses publiques a été amorcée dès 1980 ⁽²⁶⁾ et s'est accompagnée de la privatisation de certains services publics : les télégraphes et les téléphones japonais (NTT) et la société d'Etat des tabacs et du sel en avril 1985. Cette privatisation pourrait s'étendre aux chemins de fer (JNR) d'ici deux ans. Accentuer la réduction des dépenses paraît difficile pour diverses raisons. Une grande partie des dépenses, notamment celles nécessaires au service de la dette ou à la défense nationale, sont incompressibles. Certains secteurs tels que le bâtiment et les matériaux de construction sont très fortement dépendants des commandes de l'Etat. Les régions les plus défavorisées sont soutenues financièrement par des subventions publiques. Une baisse accentuée des dépenses impliquerait donc un accroissement des disparités sectorielles et régionales.

Malgré certaines rigidités institutionnelles tenant à la structure des impôts, l'accroissement des recettes semble être la solution retenue.

L'alourdissement de l'impôt sur le revenu est une mesure difficile, car, en raison de la forte progressivité du barème ⁽²⁷⁾, il ne pourrait concerner que les bas et moyens revenus.

Un effort pourrait être fait pour lutter contre la fraude et atténuer les inégalités fiscales. Certaines catégories de contribuables peuvent frauder jusqu'à 90 % de leurs revenus et au premier rang les hommes politiques. Des privilèges tels que la non imposition des comptes d'épargne bancaires et postaux, dans lesquels les petits épargnants peuvent placer jusqu'à 3 millions de yen par personne ⁽²⁸⁾, nuisent à l'efficacité du système fiscal. La suppression de cette exonération fiscale, qui pourrait entrer en vigueur en 1986, rapporterait près de 1 470 milliards de yen par an au Trésor. Cette mesure, très impopulaire — les échecs successifs de l'instauration d'une carte verte ⁽²⁹⁾ en témoignent — pourrait être compensée par une baisse de l'impôt sur le revenu.

L'impôt sur les sociétés n'offre également qu'une marge de manœuvre étroite, car les taux d'imposition sont comparables aux taux des autres pays développés (52 %). Un surcroît d'imposition altérerait le dynamisme de l'industrie japonaise.

(26) Les mesures annoncées au début de 1980 concernaient la suppression ou la réorganisation des organismes publics (l'agence pour la restructuration minière a été supprimée, de nombreuses agences gouvernementales ont fusionné) la réduction des subventions accordées à certains secteurs et la diminution du personnel (plan de suppression sur cinq ans de 37 000 postes de fonctionnaires).

(27) Il y a au Japon quinze taux d'imposition ; le plus élevé atteignant 70 %.

(28) La taxe est de 35 % au delà de cette somme.

(29) En juillet 1980 le ministère des Finances avait proposé la création d'une carte verte. Cette mesure visait à réduire la fraude fiscale en contrôlant de façon plus efficace les comptes d'épargne populaire (Maruyu). Créés à l'origine pour les particuliers à revenus modestes ces comptes ont été détournés de leur vocation première. Les mouvements de capitaux, inhérents à l'annonce de cette mesure, ont poussé les autorités à remettre à plus tard l'introduction éventuelle des cartes vertes.

L'accroissement des impôts indirects par la création d'une taxe à la valeur ajoutée semble être la solution la plus prometteuse et la plus probable, malgré l'opposition vigoureuse du parti libéral démocrate. Elle permettrait de rééquilibrer les parts respectives des impôts directs et indirects dans les recettes fiscales.

19. Comparaison internationale de la structure des impôts

En pour-cent

	Japon (1984)	Etats- Unis (1982)	RFA ⁽¹⁾ (1982)	France (1982)	Royaume Uni (1982)
<i>Impôts directs</i>	70,9	88,6	51,8	39,8	58,7
<i>dont :</i>					
— impôt sur le revenu	38,3	74,3	41,4	20,3	39,7
— impôt sur les sociétés	30,2	12,3	6,6	10,4	6,5
— droits de succession	2,4	2,0	0,4	1,1	0,7
— autres			3,4	8,0	11,8
<i>Impôts indirects et autres</i>	29,1	11,4	48,2	60,2	41,3
<i>dont :</i>					
— taxe à la valeur ajoutée			29,8	43,7	18,7
— impôt sur les liqueurs	6,1	1,3	1,9	1,4	4,4
— redevances douanières	1,8	2,2	1,4	1,1	1,8
— autres	21,2	7,9	15,1	14,0	16,4
Total des impôts	100	100	100	100	100

Source : Ministère des Finances.

(1) Les impôts locaux et fédéraux sont pris en compte dans cette structure.

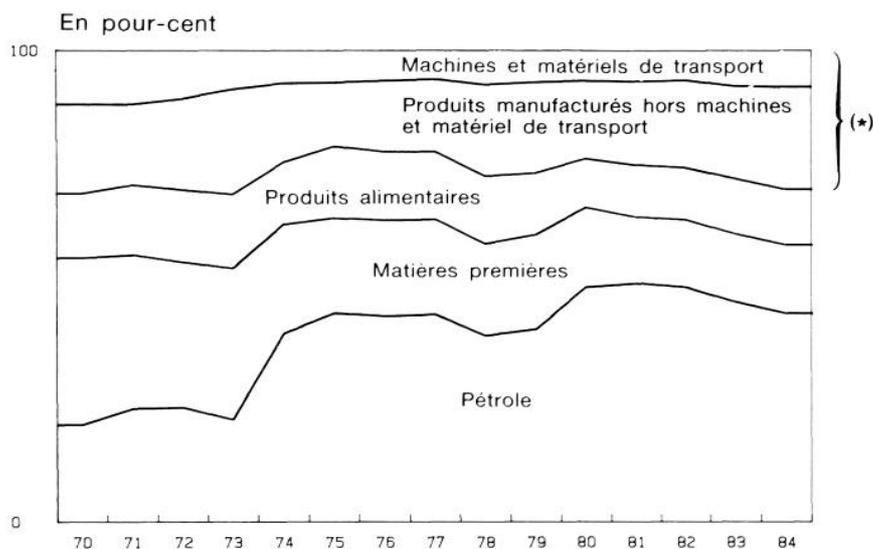
La quête incessante des marchés porteurs

A chaque phase de son développement, le Japon n'a eu de cesse de faire reconnaître la qualité de ses produits. Le même cycle s'est alors plusieurs fois répété : prix d'attaque pour pénétrer le marché, respect des délais de livraison et fiabilité pour s'y imposer, puis restrictions volontaires et fixation de prix plancher pour s'y maintenir face aux réactions protectionnistes. Celles-ci poussent le Japon à privilégier en priorité les marchés à forte croissance où les risques de rejet sont moindres.

Le poids grandissant des produits manufacturés, tant dans les importations que dans les exportations...

La structure japonaise des échanges commerciaux a été profondément bouleversée lors des chocs pétroliers (graphique 19). En effet la part du pétrole dans les importations en valeur est passée de 21,7 % en 1973 à 50,6 % en 1981. Toutefois depuis cette date elle a baissé de

19. Structure des importations par produits



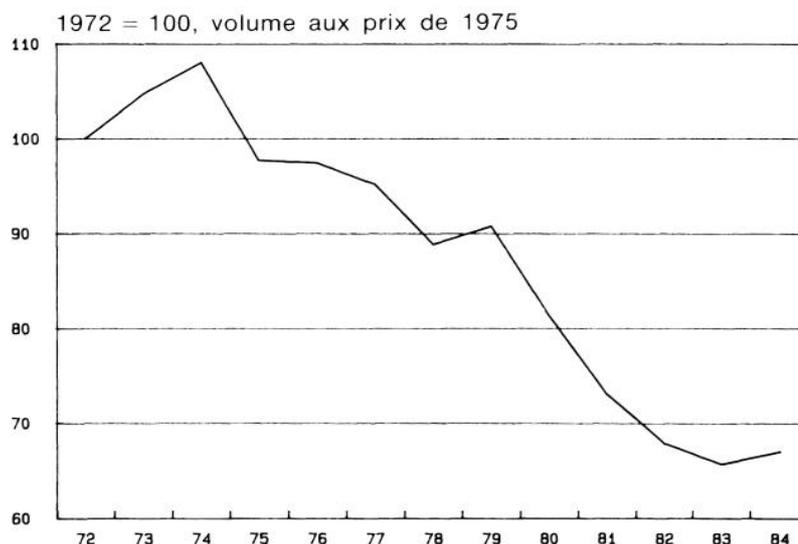
Source : OCDE.

(*) Produits manufacturés

6 points et est de 44 % en 1984. Cette baisse récente est certes due à la réduction du prix des importations de pétrole, mais aussi à la modification de la structure industrielle japonaise, qui s'est orientée vers des industries moins consommatrices en énergie, notamment les industries de haute technologie. Le ratio en prix 1975 des importations de pétrole par rapport au PIB décroît depuis 1974 (graphique 20). L'année 1984 fait exception, la croissance des exportations (15 %) ayant nécessité de massives importations d'énergie en volume.

20. Importations de pétrole

En pourcentage du PNB

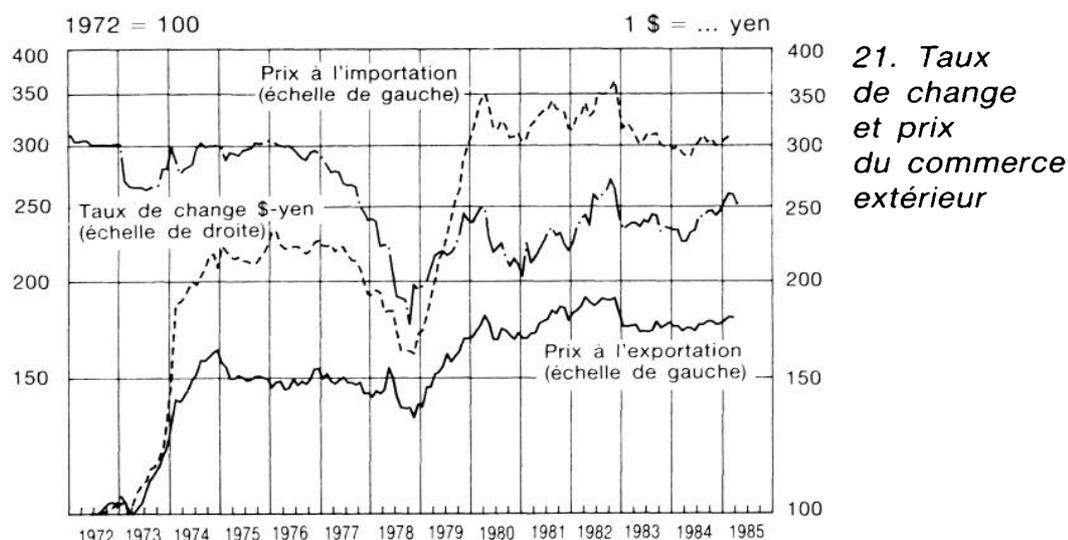


Sources : OCDE, Japan Economic Research Center.

Dans le même temps, les importations de biens manufacturés ont continué de croître (18,2 % en valeur en 1984). Les prix d'importation de ces produits sont restés quasi-stables depuis la forte hausse des années 1978-1980.

Bien que défavorisé par rapport aux autres pays industrialisés du fait de l'importance relative de ses importations de pétrole, le Japon a pu

atténuer de nombreux déséquilibres grâce à la souplesse de la liaison prix à l'importation - taux de change - prix à l'exportation (graphique 21).



Source : OCDE.

A une dépréciation du taux de change engendrée par une hausse des prix à l'importation correspond une hausse des prix à l'exportation moins prononcée que dans les autres pays développés, tandis que les volumes exportés réagissent très rapidement ce qui permet d'ancrer des positions sur les différents marchés ou d'en prospector de nouveaux (graphique 22). Quand, au contraire, le yen est fort, les entreprises japonaises reconstituent des réserves de matières premières et de pétrole (voir encadré sur les Sogo-Shoshas) et développent leurs investissements, tout en ajustant à la baisse leur prix en yen à l'exportation.

Les exportations de produits manufacturés représentent plus de 95 % des exportations totales japonaises ; les machines et matériels de transports, comptent à eux seuls pour 60 %. La structure de ces exportations s'est sensiblement modifiée depuis la décennie 1960. Le poids de l'électronique, marginal dans ces années (5 %), a atteint 18,9 % en 1983. Simultanément la part de la sidérurgie qui s'était élevée de 9,6 % en 1960 à 18,3 % en 1975 est retombée à 8,7 % en 1983. L'automobile, qui ne comptait que pour 1,9 % en 1960, s'est stabilisée à 18 % depuis 1980.

20. Modifications des parts d'exportations de l'industrie

En pour-cent

	1960	1965	1970	1975	1980	1983
Electronique	5	7,4	12,4	10,3	14,4	18,9
Automobile	1,9	2,8	6,9	11,1	17,9	17,8
Sidérurgie	9,6	15,3	14,7	18,3	11,9	8,7
Chimie	4,5	6,5	6,4	7	5,2	4,8
Autres	79	68	59,6	53,3	50,6	49,8
	100	100	100	100	100	100

Source : Ministère des Finances.

Les Sogo-Shoshas

Les sociétés japonaises de négoce international (Sogo-Shoshas), créées durant l'ère Meiji, sont d'une grande importance au Japon, tant par leur capacité à assurer l'approvisionnement du pays en matières premières, que par la connaissance approfondie qu'elles ont des économies étrangères et par leur rôle dans les exportations nationales.

Néanmoins, selon une étude publiée récemment par l'OCDE, la marge bénéficiaire brute des cinq premières Sogo-Shoshas est revenue de près de 1,9 % en 1979 à moins de 1,4 % en 1984.

Ce déclin relatif s'explique de plusieurs manières :

- leurs liaisons avec les industries traditionnelles en Jéclin (textile, sidérurgie...) forment l'essentiel des affaires brassées (70 à 80 %). Toutefois en 1984, la reprise économique aux Etats-Unis et la stabilité des prix pétroliers ont permis un regain d'activité dans ces industries ;

- leurs charges financières s'accroissent du fait de l'informatisation ;

- leur rôle de promoteur des produits japonais tend à s'estomper à mesure que la qualité et la bonne tenue des prix de ces produits sont universellement reconnues.

De ce fait ces groupes s'orientent en deux directions :

- vers les secteurs à hautes technologies ; par exemple Mitsubishi s'intéresse à la biotechnique, Mitsui à la recherche en métaux amorphes, Marubeni à la télévision par câble et Itoh à la chimie fine pour l'électronique ;

- vers le développement d'activités off-shore ; la gestion d'affaires pour le compte de clients de pays tiers, ainsi que le règlement de transactions en nature de la part de certains pays en voie de développement permet aux Sogo-Shoshas d'asseoir leur position dans ces pays.

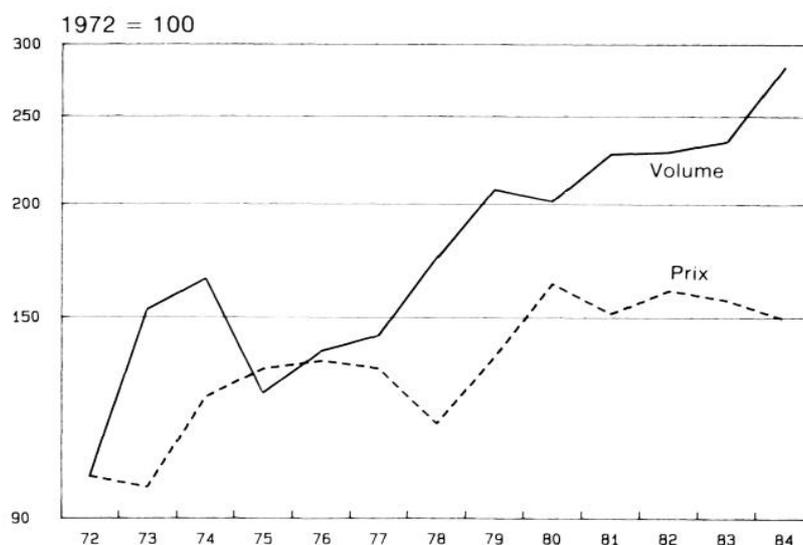
Chiffre d'affaires des neuf Sogo-Shoshas

Année fiscale 1983

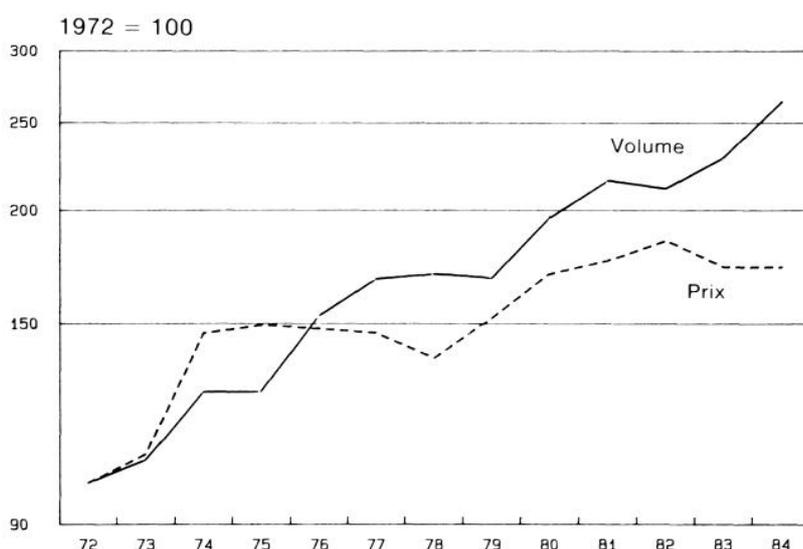
Milliards de yen

	Total	Au Japon	Exportations à partir du Japon	Importations au Japon	Commerce entre pays tiers
Mitsubishi	15 029	5 453	2 657	5 160	1 759
Mitsui	13 960	5 462	2 480	3 784	2 233
C Itoh	12 987	5 980	2 182	2 522	2 303
Marubeni	11 821	4 126	3 362	2 336	1 997
Sumitomo	11 624	5 919	2 627	1 761	1 317
Nissho Iwai	7 790	2 754	1 311	2 081	1 644
Toyo Menka	4 053	1 499	935	936	683
Kanematsu-Gosho ..	3 489	1 709	501	754	525
Nichimen	3 298	982	753	513	1 050
Total (A)	84 051	33 885	16 808	19 847	13 511
Part (%)	100	40,3	20	23,6	16,1
Commerce du Japon Total (B)			36 131	30 601	
Part des maisons de commerce (A/B)	—	—	46,5	64,9	—

Sources : Rapports de chaque société. Tableau reproduit dans « le Japon en chiffres 1985 ».



22. *Importations de produits manufacturés*
(Partage volume-prix)



Exportations de marchandises/ partage volume - prix

Source : OCDE.

... est lié à l'orientation géographique du commerce nippon vers les pays à croissance rapide

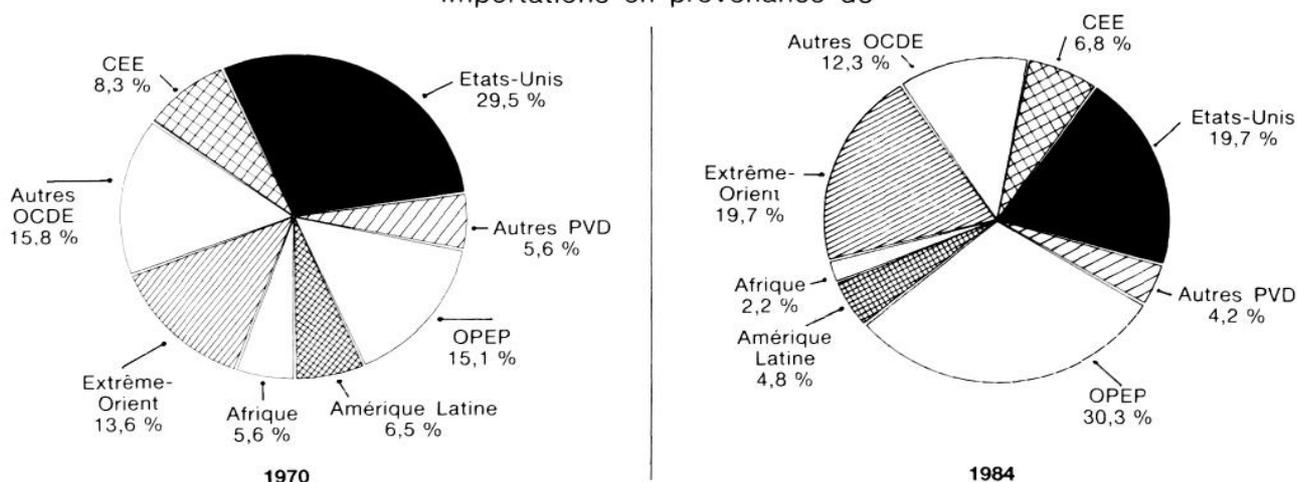
De la diversité des fournisseurs des années soixante-dix, trois se sont dégagés. La part des Etats-Unis, qui avait précédemment beaucoup décliné, progresse dans les années récentes ; l'OPEP, après avoir accru la valeur de ses ventes en 1974 et en 1980 lors des deux chocs pétroliers, a vu sa part relative diminuer de 10 points entre 1980 et 1984 (30,3 % des importations en 1984 contre 40,2 % en 1980) ; les économies d'énergie décidées dans les années récentes et la poursuite de la stratégie à long terme de développement des énergies non pétrolières afin d'assurer à l'avenir des approvisionnements réguliers⁽³⁰⁾ ne

(30) En août 1983, les autorités japonaises ont cependant réduit à 48-51 millions de KL d'équivalent pétrole brut l'objectif de production d'énergie nucléaire pour 1990 qui avait été fixé à 67 millions de KL en 1982. Le nucléaire représente 7 % des ressources énergétiques du Japon (0 % avant 1975).

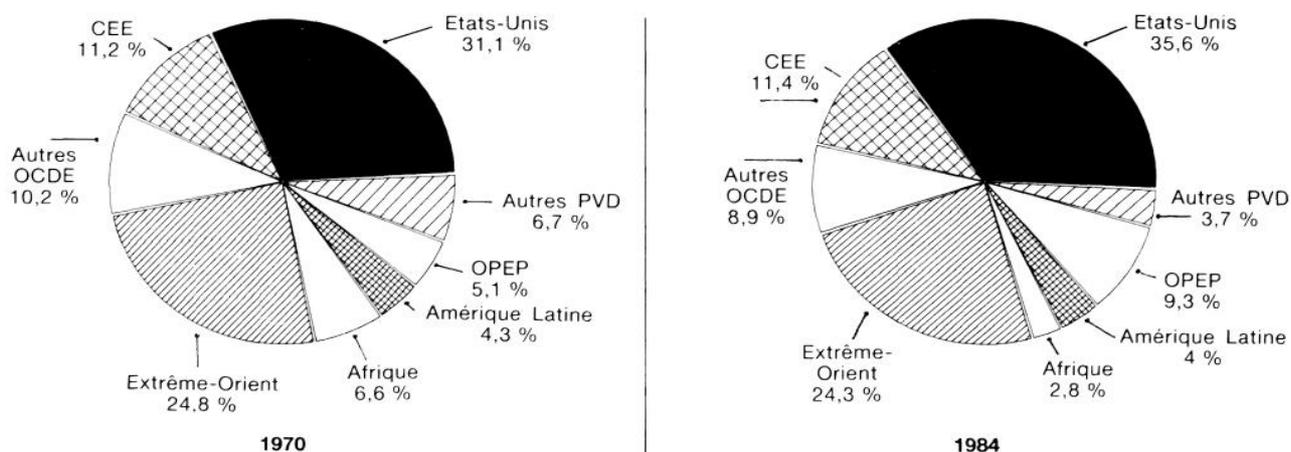
feront qu'accentuer cette baisse. La part de l'Extrême-Orient⁽³¹⁾ se stabilise aux alentours de 19 % (graphique 23).

23. Structure géographique du commerce

Importations en provenance de



Exportations vers



Source : OCDE.

La restructuration de l'industrie américaine combinée à une moindre dépendance vis-à-vis du pétrole que celle de la CEE et à une forte croissance ont permis aux entreprises japonaises produisant des biens à haute technologie⁽³²⁾ d'accentuer massivement leurs exportations vers les Etats-Unis. Elle se sont accrues de 40 % en 1984, dont 60 % pour les machines industrielles et 58 % pour les machines électriques. Le déséquilibre commercial américano-japonais est passé de 6,9 milliards de dollars en 1980 à 33,1 milliards en 1984, accentuant ainsi les frictions commerciales entre les deux pays.

(31) L'Indonésie a été extraite de cette zone en raison de son statut de pays de l'OPEP.

(32) Depuis une quinzaine d'années l'expansion des exportations japonaises a été due tout d'abord à l'acier puis au matériel de transport et depuis le début des années 1980 aux constructions électrique et électronique.

Les restrictions européennes aux importations (notamment de magnétoscopes et d'automobiles) accompagnées d'une croissance plus faible en Europe ont limité l'aggravation du déséquilibre bilatéral entre la CEE et le Japon. La contraction des recettes pétrolières des pays de l'OPEP⁽³³⁾ a réduit le flux d'exportations japonaises vers ces pays. L'Extrême-Orient demeure un marché important pour le Japon. Au cours de la décennie de soixante-dix la très forte demande des nouveaux pays industrialisés a accru les débouchés pour les produits japonais, mais dans certains domaines ces pays deviennent des concurrents.

La Chine est depuis 1984 le troisième marché à l'exportation du Japon, derrière les Etats-Unis (60 milliards de dollars) et la Corée du Sud (8 milliards de dollars). Elle est déjà le premier importateur d'acier du Japon et est en passe de l'être pour les téléviseurs. Toutefois la baisse des réserves d'or et de devises chinoises au cours des derniers mois a fait prendre conscience aux Japonais de la fragilité de ce marché naissant.

(33) Pour un examen plus approfondi de la contraction des pétrodollars, voir P. Aroyo et M. Fouet. « Les pétrodollars. Une réserve liquide en voie d'assèchement ». *Observations et diagnostics économiques* n° 10, janvier 1985, pages 65 à 82.

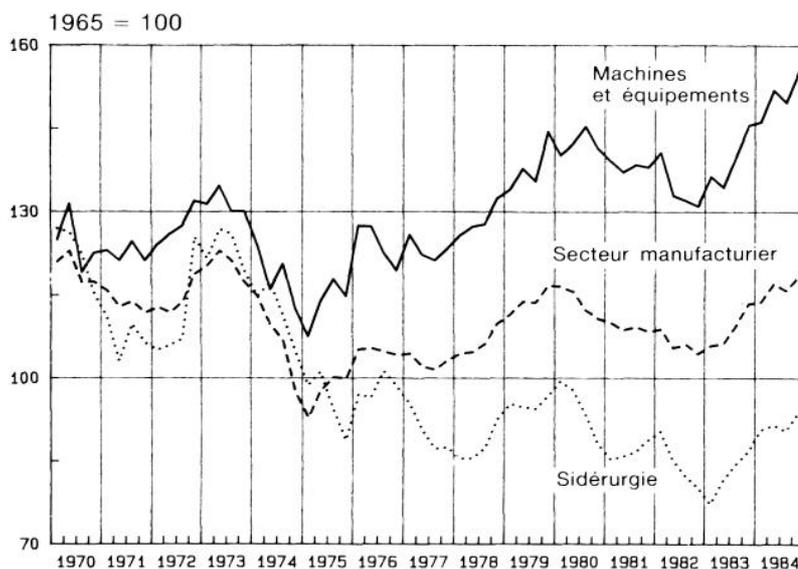
1982-1986 : Un cycle lié à l'exportation

Tout était prêt à la fin de 1982 pour profiter de la moindre étincelle de reprise à l'étranger. Le Japon s'est approprié la majeure partie du surplus de demande américaine de biens durables, empiétant à la fois sur la mécanique allemande et sur l'électronique US. Les libéralités budgétaires de Washington ont rempli les caisses de l'Etat et des banques japonaises ; les revenus du secteur privé non bancaire se sont à leur tour redressés.

... la pause industrielle de 1982 a fait place à une forte croissance dès 1983...

Au début de 1982 la croissance de la production industrielle s'était ralentie dans certains secteurs, tels que l'automobile et l'audiovisuel, du fait de l'arrivée à saturation du marché intérieur et des limites aux débouchés extérieurs. D'autres secteurs (la sidérurgie, les métaux non ferreux, les chantiers navals, le raffinage) avaient connu de grandes difficultés, en raison de la concurrence des pays en voie de développement, principalement les nouveaux pays industrialisés d'Asie, et du détournement de la demande globale en direction des services. Un plan de réduction des capacités de production avait été mis au point entre le MITI et les principales firmes concernées. Le taux d'utilisation des capacités de production avait atteint alors son niveau le plus bas dans le secteur fer et acier (graphique 24). A la fin de 1982 cette pause industrielle s'était étendue aux branches fabriquant des biens de consommation durables et d'équipement.

24. Utilisation des capacités de production



Source : Banque du Japon.

Au début de 1983 l'activité industrielle se redresse. La surréaction de la production industrielle au ralentissement modéré de la demande finale, liée à un destockage particulièrement important dans le secteur des biens d'équipement, ne pouvait persister.

Stimulée par la demande étrangère, émanant principalement des Etats-Unis, la production industrielle s'accroît au cours du second semestre 1983 dans tous les secteurs, surtout dans celui des biens d'équipement. L'investissement reprend, entraînant une augmentation des capacités de production et de leur taux d'utilisation, y compris dans les secteurs où la concurrence étrangère joue à plein. La reconstitution des stocks n'intervient qu'au début de 1984. Le rythme et la composition de la croissance du secteur manufacturier se modifient alors. Les biens intermédiaires suppléent en milieu d'année les biens de consommations durables et d'équipement, qui les relayent à leur tour en fin d'année. La construction électrique s'accroît de 30 %, les instruments de précision de 15 %. Le taux d'utilisation des capacités de production industrielle atteint son apogée dans le secteur des machines et équipement (plus de 95 %) et rejoint son niveau de 1974 dans l'ensemble du secteur manufacturier.

Au premier trimestre 1985 la stabilité de la production industrielle est due en grande partie à un ralentissement très sensible de celle des biens d'équipement.

... sous l'effet de la demande intérieure...

Au début de 1981 l'investissement productif privé était resté soutenu. En effet les grandes entreprises s'étaient engagées depuis le second choc pétrolier dans la modernisation de leur appareil de production, d'une part en mettant en œuvre des innovations techniques pour être plus compétitives vis-à-vis des concurrents étrangers, d'autre part en développant les économies d'énergie et la promotion du nucléaire et du charbon. Cependant la médiocrité de la demande intérieure n'incitait guère les petites et moyennes entreprises à investir, malgré les aides fournies par le MITI (crédits à taux équivalent à ceux des grandes entreprises, prêts bonifiés sélectifs, fonds d'aides au regroupement de petites et moyennes entreprises).

Au cours de l'année 1981 l'achèvement du programme d'investissements de rationalisation, conjugué à une atonie du marché national (les commandes nouvelles nettes de la construction mécanique ont baissé de près de 10 % entre le premier et le troisième trimestre 1981), réduisit l'incitation à des investissements productifs privés, sans que toutefois ils décroissent, en raison des impératifs de certains secteurs où les changements de modèles sont fréquents et les efforts de compétitivité indispensables. Ce processus s'est poursuivi en 1982, alors que les petites et moyennes entreprises à cause des taux d'intérêt réels élevés étaient réticentes à investir.

Dès 1983 des mesures destinées à réduire l'âge moyen du capital furent mises en œuvre. Parallèlement l'accroissement des débouchés extérieurs induisit une reprise des investissements productifs dans les

branches où le taux d'utilisation des capacités de production était élevé (secteurs électrique et électronique), reprise qui s'est propagée aux petites et moyennes entreprises, par là confortées dans leurs perspectives.

Depuis la fin de 1984 le ralentissement de la croissance des exportations de biens à haute technologie vers les Etats-Unis et la relève assurée par les industries manufacturières traditionnelles ont modifié la structure de l'investissement. D'un semestre à l'autre, à un fort investissement des petites et moyennes entreprises a succédé un fort investissement des grands groupes.

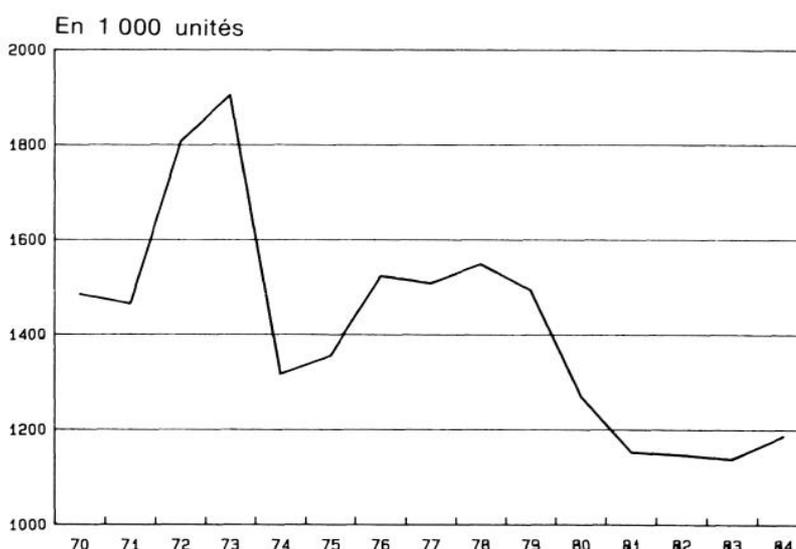
21. Taux d'investissement productif privé

	1 ^{er} semestre 1984/1983	2 ^e semestre 1984/1983
Petites et moyennes entreprises	+ 21,1 %	+ 5,9 %
Grands groupes	+ 5,0 %	+ 17,3 %

Source : Banque Sumitomo.

Les autres composantes de l'investissement sont beaucoup moins dynamiques ; l'investissement public stagne depuis 1982, tandis que celui en logement est très ralenti. En réponse à la baisse des mises en chantier (plus de 7 % par an de 1978 à 1982), l'Etat par le truchement des sociétés de prêts aux logements (Housing loan corporation) s'est efforcé de stimuler ce secteur. La détente des conditions de crédit au logement amorcée dès 1982 et accentuée lors du second trimestre 1984 s'inscrit dans cette politique (graphique 25).

25. Mises en chantier de logements



Source : Ministère de la Construction.

Le ralentissement de la consommation des ménages, autre composante de la demande interne, dû à la réduction du pouvoir d'achat entre 1980 et le premier trimestre 1981, avait principalement affecté les achats de biens durables. Les dépenses de services avaient maintenu

une croissance de l'ordre de 3 %. D'abord lent, le redressement s'était accentué en 1982 et 1983 avec le fléchissement du taux d'épargne. Le volume des achats de biens durables s'accrut de 10,4 % en 1982 et 8,3 % en 1983. Au cours de 1984 le ralentissement de la consommation de biens durables, imputable en partie à certaines mesures, notamment dans le secteur automobile, a réduit la croissance des dépenses réelles des ménages. Seuls les services (principalement les dépenses d'éducation et de loisirs) progressent fortement.

22. Dépenses réelles des ménages

En milliards de yen et en pour-cent

Années fiscales	1980	1981	1982	1983	1984
Biens durables	6 380 (- 6,1)	6 614 (3,7)	7 299 (10,4)	7 905 (8,3)	8 213 (3,9)
Biens semi-durables	13 245 (- 1,5)	12 897 (- 2,6)	13 619 (2,1)	13 480 (2,4)	13 622 (1,1)
Biens non durables	34 254 (0,1)	34 453 (0,6)	35 630 (3,4)	36 239 (1,7)	36 294 (0,2)
Services	46 567 (3,1)	47 933 (2,9)	50 777 (5,9)	52 471 (3,3)	54 846 (4,5)
TOTAL	100 446 (0,8)	101 897 (1,4)	106 874 (4,9)	110 096 (3,0)	112 975 (2,6)

Sources : Agence de planification économique. Rapport annuel sur les comptes nationaux.

... et de la demande extérieure, tirée principalement par la reprise américaine

Au premier semestre 1982, malgré l'accroissement de la compétitivité obtenue grâce à la forte dépréciation du yen, les exportations japonaises avaient stagné. Le ralentissement de la demande externe, émanant aussi bien des pays industrialisés que des pays en voie de développement, avait touché dès le premier trimestre les secteurs de pointe, puis s'était étendu à toutes les branches. Les accords de limitation concernant les ventes d'automobiles en Europe, aux Etats-Unis et au Canada, de magnétoscopes dans la CEE et celles de machines outils avaient réduit les débouchés dans de nombreux secteurs, tandis que les efforts de restructuration de l'industrie japonaise contractaient les importations en volume de matières premières et de pétrole.

Dès le début 1983 les exportations de biens manufacturés traditionnels, notamment de produits sidérurgiques, s'accrurent grâce à la reprise des ventes aux Etats-Unis et en Chine. Les ventes de biens de consommation durables, d'abord médiocres, atteignirent en fin d'année des niveaux sans précédent, surtout les ventes d'ordinateurs personnels et celles d'articles de bureautique. Le brusque redressement du yen,

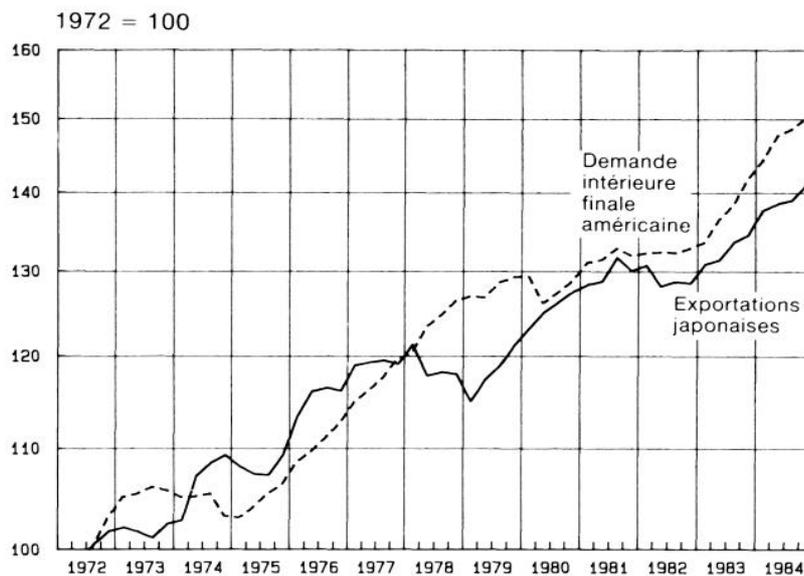
s'élevant de 16 % de novembre 1982 à janvier 1983, affectait peu les branches exportatrices, hormis quelques contrats avec les pays en voie de développement.

23. Evolution des échanges par type de biens
(1984/1983)

<i>Exportations japonaises</i>	
Textiles	+ 2,2
Produits chimiques	+ 9,2
Fer et acier	+ 7,9
Machines générales	+ 20,7
Machines électriques	+ 27,8
— TV	+ 29,4
— Pièces électroniques et semi-conducteurs	+ 55,9
Machines de transport	+ 16,3
— Automobiles	+ 14,2
— Pièces détachées	+ 31,8
— Motocyclettes	- 1,7
— Bateaux	+ 21,9
Autres machines	+ 18,7
TOTAL	+ 15,8
<i>Importations japonaises</i>	
Matières textiles	+ 19,6
Matières premières	+ 0,9
Pétrole	+ 2,4
Gaz liquéfié	+ 30,5
Produits chimiques	+ 15,8
Machines et équipements	+ 15,8
Fer et acier	+ 41,7
Or industriel	+ 63,2
TOTAL	+ 8,0

Source : Daiwa Securities.

La progression des exportations s'accélère en 1984 (+ 15,8 %). La dépréciation du yen intervenue à partir du second trimestre accentue la pénétration japonaise aux Etats-Unis, d'autant plus que le rétrécissement de la demande européenne conduit certaines entreprises japonaises à accroître leurs exportations vers les Etats-Unis. Dans le même temps l'excédent commercial avec la CEE (10 milliards de dollars) et l'Asie du Sud Est (5 milliards de dollars) se réduit, du fait de l'accroissement des importations en provenance de ces deux zones, respectivement + 15 % et + 14 % (graphique 26). Les importations totales du Japon progressent de près de 8 % en 1984. Leur chute au dernier trimestre est imputable à la réaction au sur-stockage de pétrole décidé quelques mois plus tôt en prévision d'un relèvement du prix du brut, qui n'eut d'ailleurs pas lieu.



26. Demande américaine et exportations japonaises

Source : OCDE, Japan Economic Research Center.

Note : La demande intérieure finale est la somme de la consommation et de l'investissement.

La reprise de l'activité économique a amélioré l'emploi et, plus modestement, les salaires

Entre 1981 et 1982 le nombre d'emplois nouvellement offerts sur le marché du travail avait baissé de 5,7 % face à une progression de 3,9 % des demandes d'emplois. Le travail à temps partiel, important dans le secteur tertiaire mais qui n'existe pas dans la fonction publique, avait donné lieu à une offre croissante. Néanmoins le chômage s'était accru, s'élevant à 2,2 % de la population active en 1981 (2,7 % en 1984) et se rapprochant des niveaux des années 1950, avant le décollage économique japonais.

Depuis 1983, grâce à la reprise économique, la situation du marché de l'emploi s'est améliorée. Les secteurs électrique et instrument de précisions ont accru leurs effectifs en 1983 ainsi qu'au premier semestre 1984 (respectivement 8 % et 3 %) par rapport au premier semestre 1983. L'évolution est la même, mais un peu plus tardive, dans les secteurs des métaux non ferreux et des machines industrielles.

Eu égard aux taux d'inflation le ralentissement de la croissance du salaire nominal moyen s'est poursuivi pour atteindre les 4,5 % en 1984. Les heures supplémentaires, représentant 6,5 % de la masse salariale, donnent lieu à des rémunérations en progression constante depuis 1980. Mais les primes semestrielles s'accroissent faiblement par rapport à la reprise de l'activité économique et des profits des entreprises.

En 1985, à la suite de l'offensive de printemps (shunto) où le débat entre entreprises et syndicats a porté plus sur la durée du travail (le but étant de diminuer le temps de travail et accroître le nombre des jours fériés) que sur les revendications salariales, les augmentations de salaires ont atteint 5 %, réparties inégalement entre les secteurs, soit 0,5 point de pourcentage de plus qu'en 1984. De nombreuses entre-

prises ont présenté des propositions qui se caractérisaient par des taux de majorations supérieurs à ceux mis en pratique au cours de l'année fiscale 1984.

24. Les augmentations de salaires de l'offensive de printemps

En pour-cent

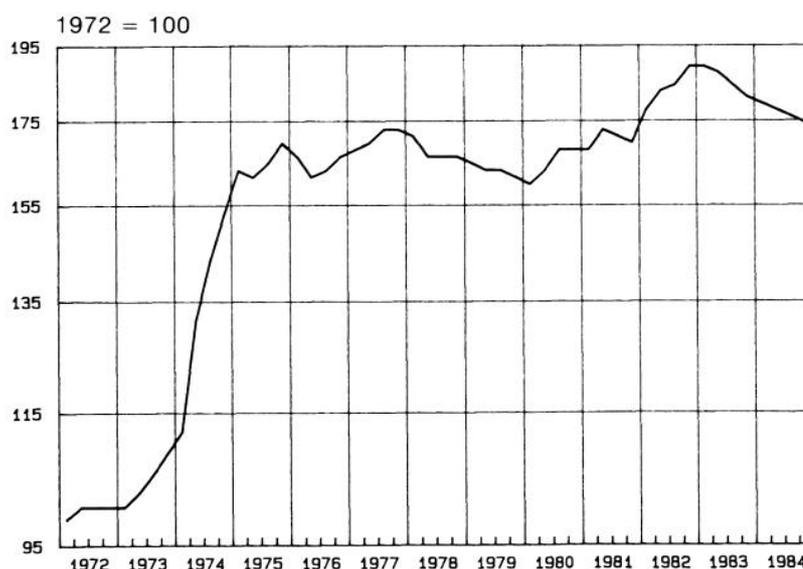
	Année fiscale 1984		Année fiscale 1985	
	Augmentations demandées	Augmentations accordées	Augmentations demandées	Augmentations accordées
Acier	5,3	3,11	5,93	3,87
Electrique et électronique	6,5	5,0	7,5	5,5
Automobile	6,0	4,93	7,0	5,4 → 5,53
Chemins de fer privés	8,75	4,75	9,7	ND
Chantiers navals	ND	3,24	ND	4,02

Source : Banque industrielle du Japon.

... et permis une progression des profits

De 1980 à 1982 les profits des entreprises avaient été détériorés principalement dans les secteurs traditionnels moins dynamiques par l'accroissement des coûts unitaires de la main-d'œuvre, combiné à une moindre utilisation des capacités de production dans tous les secteurs, due à la médiocrité de la demande (graphique 27).

27. Coût unitaire de la main-d'œuvre

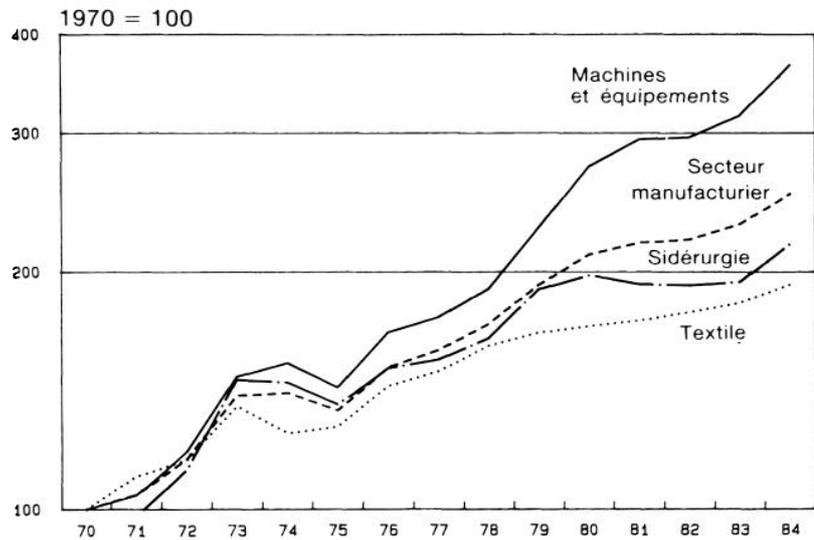


Source : OCDE.

L'acceptation en 1983 par les syndicats de hausses nominales de salaires relativement faibles, assurant tout de même un gain en pouvoir d'achat pour les salariés, a permis d'enrayer tout développement inflationniste. Une amélioration des profits a été rendue possible par la croissance américaine, par l'amélioration des gains des termes de l'échange et par la reprise de la productivité du travail, y compris dans les secteurs les moins dynamiques, qui a induit une baisse des coûts

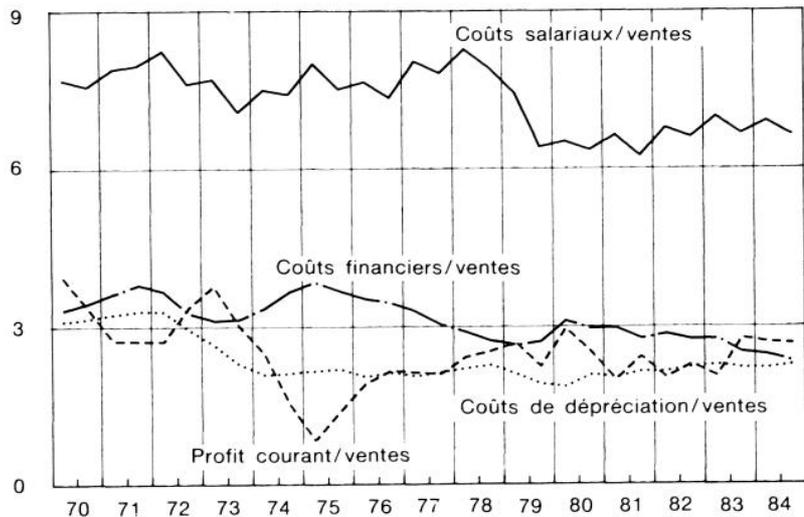
unitaires de la main-d'œuvre entraînant à leur tour une amélioration des profits (graphique 28). A la fin de 1984 les profits rapportés aux ventes dépassent de nouveau le seuil des 4 % dans le secteur manufacturier, niveau autour duquel la confiance des entrepreneurs se renforce quant aux perspectives à venir (graphiques 29 et 30).

28. Productivité du travail



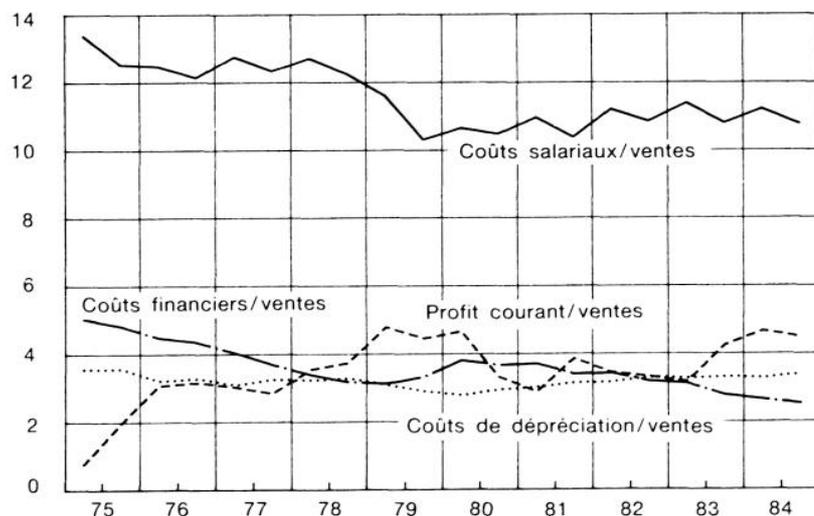
Source : Centre de la productivité.

29. Eléments des comptes d'entreprises



Source : Banque du Japon.

30. Eléments des comptes d'entreprises manufacturières



Source : Banque du Japon.

A l'avenir la réduction des exportations vers les Etats-Unis et les frictions commerciales avec les pays industrialisés risquent de freiner les progrès de la production industrielle

Le gonflement en volume tant des exportations que des importations devrait être moindre dans l'avenir. La croissance américaine, qui a entraîné en grande partie celle des nouveaux pays industrialisés d'Asie, en se ralentissant, réduira les débouchés offerts aux produits nippons, affectant principalement la production des industries japonaises d'assemblage à haute technologie (composants électroniques, ordinateurs, machines électriques lourdes). Mais il est probable que les exportations vers la Chine se poursuivront, revitalisant ainsi les industries traditionnelles, telles que l'acier, le textile, les télévisions..., jusqu'à présent laminées par une demande atone.

Si les frictions commerciales entre le Japon et les autres pays industrialisés venaient à s'accroître, les autorités japonaises envisagent, pour ne point provoquer des réactions protectionnistes incontrôlables, de taxer certaines exportations, afin de réduire l'excédent commercial. Le solde courant devrait néanmoins s'améliorer grâce au ralentissement de la croissance des importations et à une amélioration du solde des invisibles. Des entrées de capitaux étrangers sont attendues, imputables à des non-résidents jusque là acheteurs de titres américains désireux de diversifier leur portefeuille. Toutefois la balance de base resterait déficitaire dans les mois à venir, ce qui prolongerait la sous-évaluation présente du yen vis-à-vis du dollar.

L'investissement du secteur non manufacturier restera soutenu...

Une baisse de la demande étrangère entraînera des capacités de production excédentaires dans les grands secteurs industriels (matériels de transport, constructions mécanique et électrique) qui pourront remettre en question certains projets d'investissements. Mais la concurrence, tant interne qu'internationale, obligera à poursuivre l'exécution de beaucoup d'autres, car la nécessité d'adapter les entreprises aux nouvelles données de la haute technologie tend à déconnecter l'investissement productif privé des fluctuations conjoncturelles de l'économie.

Dans le secteur non manufacturier l'investissement se poursuivra à un rythme soutenu. Selon l'enquête réalisée en mars 1985 auprès de plus de 2 500 entreprises par la Banque industrielle du Japon, les intentions d'investissement au cours de l'année fiscale 1985-1986 y sont très fortes, notamment dans le leasing, les magasins et supermarchés.

... et les dépenses de consommation progresseront un peu plus rapidement

Les augmentations des salaires et des primes, dues en grande partie à l'amélioration de la situation des entreprises, entraîneront un accroissement des dépenses de consommation principalement des services. Toutefois le poids des impôts, des contributions à la Sécurité sociale, des assurances souscrites et des remboursements d'emprunts immobiliers s'alourdira dans l'avenir, ce qui affaiblira l'impact d'une augmentation des revenus sur la consommation, le taux d'épargne restant stable. Le secteur manufacturier devrait accroître ses effectifs en raison de satisfaisantes perspectives de profits.

Les défis de l'an 2000

Parvenu à l'âge mûr...

S'il est une expression qui revient sans cesse pour caractériser le Japon d'aujourd'hui c'est sans doute celui d'un pays arrivé à l'âge adulte. Cette image se justifie en effet abondamment. Elle résume parfaitement la démographie présente où la tranche d'âge la plus nombreuse approche la quarantaine. Elle s'applique aussi bien à la taille de l'économie, qui atteint 10 % du PNB mondial. Rien de ce que fait le Japon n'est indifférent au reste du monde, ce qui le pousse en tous domaines à prendre conscience de ses responsabilités. Elle résume également l'état d'avancement technique. Dans bien des domaines scientifiques le Japon en a fini avec la phase d'apprentissage ; après de longues années passées à imiter, puis développer les idées de ses maîtres il devient à son tour créatif et se consacre, à Tsukuba⁽³⁴⁾, à la recherche pure. L'âge adulte est aussi celui où, après avoir longuement investi pour grandir, on dispose enfin d'un surplus d'épargne financière qui excède ses besoins propres. Remarquable opportunité, qui fournit au Japon les moyens de donner maintenant des leçons aux pays occidentaux, empêtrés dans leur économie de bien être social, et aux pays en développement, qui ont tant besoin de conseils en organisation. Il ne reste pour le Japon qu'un rôle à développer, celui de pourvoyeur d'une grande monnaie mondiale, un rôle que ses partenaires le pressent de jouer, qui ne le tente guère encore, mais dont les prémisses bousculent déjà ses institutions.

... le Japon resterait en tête de la croissance des pays développés

Cette vigueur de l'économie japonaise transparaît, à l'évidence, des projections officielles à moyen terme publiées par l'Agence de planification économique (EPA). Leurs conclusions sont, pour l'essentiel, partagées par les instituts de recherche économique privés ou universitaires. Leur vision du monde ne pêche pas par excès d'optimisme, mais le Japon tire plutôt bien son épingle du jeu. On en jugera par les quelques chiffres suivants. Sous les hypothèses de relations commerciales exemptes de fortes contraintes protectionnistes, sinon de frictions momentanées, d'une hausse modérée du prix réel de l'énergie (environ 2 % l'an) et d'une augmentation de la population mondiale de 30 % en 15 ans (soit 1,8 % l'an), l'accroissement annuel moyen du PNB mondial serait un peu supérieur à 3 % d'ici à l'an 2000. Le Japon (+ 4 % l'an) se placerait juste derrière les nouveaux pays industrialisés (+ 6 % l'an), à égalité avec les autres pays en développement, dont la Chine, et devançant les Etats-Unis et l'Europe (+ 2,5 % l'an). La part du Japon dans les pays industrialisés dépasserait alors 1/5^e au lieu de 1/6^e actuellement. Dans ces exercices la production japonaise a été estimée

(34) Cité de la science, proche de Tokyo, qui regroupe des universités et centres de recherche de grandes entreprises.

avec un taux d'utilisation des capacités de production analogue à celui des années soixante-dix (1974-1975 mises à part), ce qui ampute légèrement le taux de croissance (moins d'un demi-point) par rapport à une utilisation optimale des ressources.

Contrairement aux vingt années antérieures, les années 1980-2000 seraient un peu plus favorables à la consommation japonaise (+ 4,4 % l'an) qu'à l'investissement. Ceci proviendrait d'une bonne maîtrise du capital, du développement prioritaire des industries de haute technologie, moins exigeantes en équipements, et de la satisfaction progressive des besoins de logements. Le solde des biens et services dégagerait un excédent d'environ un demi-point de PNB, en net retrait des performances présentes, et donc apparemment peu problématique.

Mais le vieillissement de la population va modifier la structure des revenus des ménages et de leurs emplois...

En l'an 2000 les personnes âgées de 65 ans et plus constitueront 15-16 % de la population au lieu de 7,6 % en 1980, toujours selon les projections de l'EPA. Ce doublement de leur part affectera au premier chef les régimes de retraite de Sécurité sociale, puisque les cotisants passeraient de 24,7 millions à 30,3 millions et les bénéficiaires de retraites de 2 millions à 7,7 millions. Encore l'an 2000 ne serait-il qu'une étape intermédiaire dans une aggravation culminant un quart de siècle plus tard. Pour y faire face financièrement, si l'on se refuse à réduire le montant individuel des retraites, actuellement de 43 % du salaire moyen, il sera inévitable de passer d'un système de capitalisation à un système de répartition et de doubler les taux de cotisation, à ce jour de 10,6 %, au cours des quinze prochaines années, puis de les porter à 35 % environ dix ans plus tard. De fortes augmentations de dépenses médicales découleront aussi de cette évolution démographique, et nécessiteront de relever les cotisations d'assurance-maladie, les remboursements s'élevant de 5 % du PNB dans les années récentes à 7 % en 2000 et 12 % en 2025. Les transferts sociaux pris dans leur ensemble ont été de 13 % du PNB au Japon en 1980, soit à peu près la même proportion qu'aux Etats-Unis en 1970 et sensiblement moins qu'en Europe en 1960. Ils rejoindraient les niveaux actuels des pays européens, soit environ 30 %, vers 2010.

Pour l'heure les fonds de retraite accumulent des excédents financiers qui sont dirigés vers le secteur public, via le Programme public de prêts et d'investissement, et limitent ainsi les besoins d'émissions d'obligations publiques. Mais le financement public risque d'être plus difficile lorsque ces excédents vont disparaître et laisser place à des déficits. Il deviendra alors urgent pour l'Etat de rééquilibrer ses comptes et de mettre en pratique la réforme fiscale si longtemps différée. Ainsi, à l'accroissement des cotisations sociales, s'ajoutera l'alourdissement de la pression fiscale. Ceci conduit à s'interroger sur la formation future des revenus, leur répartition et leur utilisation.

L'influence d'un vieillissement se manifeste dans la formation des salaires, par le ralentissement de la progression de la population active et par la déformation de la pyramide des âges à l'intérieur des entre-

prises. Dans un système de rémunération à l'ancienneté beaucoup plus accusé que dans d'autres pays cette déformation ne manquera pas d'avoir un impact sur l'évolution de la rémunération moyenne. Il en sera de même pour l'amélioration des qualifications due à un niveau moyen d'instruction plus élevé. A contrario la place restant pour les augmentations générales de salaires se trouve comprimée : à peine plus de 2,5 % par an. L'influence du vieillissement se manifesterait aussi dans les revenus de transferts, qui contribueraient pour 1/2 point à la progression du revenu disponible, et en partie dans les revenus de la propriété. Les projections de l'EPA tablent en effet sur la poursuite de l'accumulation du patrimoine financier (de 1,2 à 1,5 année de revenu disponible, après déduction des dettes).

25. Formation et utilisation du revenu disponible

Taux d'accroissement annuel moyen 1980-2000

Rémunération brute des salariés	+ 4,4 %	}
Cotisations sociales (relèvement des taux)	- 0,5 %	
<hr/>		
Salaires nets (à qualification et ancienneté constantes) ⁽¹⁾	+ 2,6 %	}
Population active	+ 0,6 %	
Glissement vieillesse-technicité (déformation de la pyramide des âges et niveau d'éducation) ⁽¹⁾	+ 0,7 %	
Salaires nets	= + 3,9 %	←
Transferts (retraites, dépenses de santé...)	+ 0,5 %	
<hr/>		
Revenus salariaux et sociaux	= + 4,4 %	
Revenus des entrepreneurs individuels (diminution du nombre d'entreprises)	- 0,2 %	
Revenus de la propriété (augmentation du patrimoine et taux réels positifs)	+ 0,25 %	
<hr/>		
Revenus avant impôt	= + 4,45 %	
Impôts (introduction d'une TVA)	- 0,15 %	
<hr/>		
Revenu disponible	= + 4,3 %	
Baisse du taux d'épargne (2 points)	+ 0,1 %	
<hr/>		
Consommation	= + 4,4 %	
dont :		
— contribution des dépenses de santé	0,15 %	
— autres dépenses	4,25 %	

Sources : EPA - OFCE.

(1) Cette décomposition concerne les travailleurs permanents.

Le taux d'épargne des ménages s'affaiblirait probablement, venant ainsi soutenir la consommation malgré l'alourdissement des prélèvements obligatoires. Car les ménages plus âgés, disposant de revenus plus faibles, en consomment une plus grande part ; la constitution d'épargne préalable à l'achat de logement sera moins nécessaire à

mesure de l'agrandissement du parc ; la bonne tenue du patrimoine financier en période de croissance modérée et non inflationniste devrait susciter moins d'épargne de précaution. Ce dernier point reste cependant suspendu aux solutions qui seront adoptées en matière de retraites. Des craintes quant aux paiements futurs des pensions pourraient susciter une épargne complémentaire qui pèserait alors sur la demande des ménages.

... en même temps qu'elle perturbera l'organisation du travail et gonflera les coûts de production

La principale victime du vieillissement risque fort d'être le système d'emploi à vie, tant prôné par les gestionnaires japonais. Ce système, qui offre la possibilité aux salariés de se maintenir dans la même entreprise tout au long de leur vie active, est souvent cité comme l'une des clés de l'harmonie qui règne dans les relations du travail. Son efficacité est indéniable et les fluctuations de l'emploi sont moindres au Japon qu'aux Etats-Unis ou en RFA, bien qu'en pratique il semble qu'il n'y ait guère plus d'un emploi sur quatre qui en bénéficie réellement.

Jusqu'à présent la plupart des phases difficiles d'après-guerre ont pu être absorbées par les grandes entreprises, où l'emploi à vie est le plus développé, en faisant appel aux diverses soupapes disponibles : réduction des heures supplémentaires et des primes, mobilité du personnel entre les établissements et les filiales, rapatriement d'activités sous-traitées. Les firmes sous-traitantes pouvaient elles-mêmes jouer sur les horaires, et sur une masse beaucoup plus importante de travailleurs occasionnels : agriculteurs à la recherche d'une activité complémentaire, jeunes filles, puis femmes mariées revenant sur le marché du travail, personnes âgées en attente du paiement de leur pension ou cherchant à compléter celle-ci. Les phases de récession ont été suffisamment brèves pour que la flexion des taux d'activité absorbe le plus gros des variations à la baisse de la demande de travail.

Le besoin de sécurité des travailleurs a donc été globalement satisfait, et d'autant mieux qu'il s'accordait avec le souci des entreprises de rentabiliser la formation interne. La rémunération à l'ancienneté et le système des primes bénéficiant principalement aux travailleurs permanents sont de puissants moyens pour conserver la main-d'œuvre, qui s'expose à une perte notable de salaire en cas de mobilité. Mais la situation démographique a elle aussi poussé l'encadrement à rester fidèle à son entreprise. Selon une enquête du ministère du Travail, 78 % des jeunes sortis de l'université pouvaient encore en 1983 envisager de devenir cadres ; ils ne seraient plus que 38 % en l'an 2000, les effectifs des tranches d'âge de travailleurs permanents ne décroissant alors pratiquement plus entre les 30-34 ans et les 50-54 ans. La motivation rattachée au profil de carrière se trouverait alors puissamment érodée et les générations anciennes risqueraient d'être à la fois peu productives et coûteuses pour l'entreprise.

La dévalorisation du travail d'exécution vient aussi compliquer la tâche des sous-traitants par la désaffection qu'elle entraîne. Ceci

résulte d'une part de l'élévation générale du niveau d'études, d'autre part de la tendance permanente qu'ont eu les grandes entreprises à reporter leurs problèmes de gestion sur les petites ; en témoignent les différences considérables de temps de travail, de productivité et de salaire selon la taille des entreprises. Ainsi s'accuserait, aux deux extrémités de la hiérarchie, l'inadéquation entre postes offerts et demande de travail. Il n'est pas sûr que les innovations technologiques, dont le but avoué est de réduire les coûts de personnel, et qui ont porté jusqu'à présent avant tout sur la structure de l'emploi, puissent y remédier lorsqu'elles s'attaqueront au niveau même de l'emploi.

En cherchant à lever les contraintes de l'offre...

Le Japon est, parmi les pays développés, assurément celui qui a pris le plus au sérieux les avertissements du Club de Rome. Plus dépendant que les autres des approvisionnements extérieurs, sa croissance a en effet buté à plusieurs reprises depuis quinze ans sur des pénuries de matières premières et d'énergie, tandis que la protection de l'environnement devenait le principal thème mobilisateur à l'intérieur du pays. Economiser les matériaux de base, investir dans les pays dotés par la nature, rejeter les industries énergivores ou polluantes vers les pays moins concernés par ces problèmes, telles ont été et sont encore les obsessions japonaises. En quinze ans la consommation unitaire d'énergie a été réduite d'un quart ; l'objectif des quinze prochaines années est de l'amputer encore d'un sixième.

Le souci d'économie ne s'arrête pas au pétrole, et la plupart des utilisations traditionnelles des métaux sont actuellement remises en cause par l'émergence des « nouveaux matériaux ». Les plastiques rigides, les céramiques, les fibres de verre, de carbone et de bore sont autant de candidats au remplacement de l'acier, de l'aluminium et du cuivre dans de nombreuses applications de l'automobile, du bâtiment ou des télécommunications. L'effort de recherche engagé dans la biotechnologie peut, en dehors des applications médicales, avoir des retombées dans l'alimentation, la chimie et l'énergie, qui réduiraient aussi le recours aux ressources rares. Un nouveau pas serait ainsi franchi, après celui de l'électronique qui a déjà considérablement allégé les machines, vers l'économie du sable et de la matière grise.

... et à canaliser à son profit l'effort de rationalisation des pays développés...

La montée en puissance de l'industrie japonaise est venue troubler le *modus vivendi* qu'avaient tacitement adopté les Etats-Unis et l'Europe. L'organisation supérieure de l'industrie américaine permettait à celle-ci de mieux rémunérer ses salariés qu'en Europe. Les firmes allemandes ou françaises s'endettaient plus volontiers pour palier leurs faiblesses de gestion par un parc de machines abondant et moderne. Pour de nombreux produits les échanges entre les deux zones restaient marginaux et la concurrence limitée, les entreprises partageant dans leur majorité, de part et d'autre de l'Atlantique, la même philosophie de maximisation du profit.

Les entreprises japonaises cultivent au contraire un goût immodéré pour la compétition, qui les conduit le plus souvent à développer les mêmes créneaux au même moment. C'est à qui s'appropriera la plus grande part de marché en serrant les prix au plus juste, au détriment des profits. Quand la surproduction s'installe, le MITI vient calmer le jeu et les entreprises restées en lice partent à la recherche de débouchés extérieurs. Elles transposent à l'étranger leur goût du chiffre d'affaires en gardant la même politique de prix bas, semant la consternation et les récriminations parmi les firmes des autres pays.

Les gains de productivité japonais servent finalement plus à créer des emplois, en en détruisant ailleurs, qu'à engendrer des profits. Il est à craindre que les ripostes en cours et à venir dans les industries américaine et européenne n'accentuent encore cette tendance. En effet, faute de pouvoir aligner totalement rémunérations et méthodes de gestion sur les pratiques japonaises, c'est vers toujours plus de mécanisation que l'on se dirigera. Les Japonais y comptent bien, qui ont pour objectif d'être les premiers fournisseurs mondiaux d'équipements économiques en main-d'œuvre et énergie.

La construction de machines au sens large ⁽³⁵⁾ serait ainsi l'activité promise à la plus forte progression : plus de 6 % l'an. Aux prix de 1975, sa part approcherait 30 % du produit intérieur brut à l'an 2000 ; elle ne serait toutefois que de 16 % aux prix courants, en raison de la baisse des prix des machines. En contrepartie près de 3,5 millions d'emplois y seraient créés, soit l'équivalent de toute l'industrie manufacturière française.

... le Japon ajoutera encore aux équilibres existants

Si l'on additionne les économies réalisées ou projetées à l'importation et les perspectives de gains de parts de marchés à l'exportation l'ensemble ne laisse guère planer le doute. Il y a plus à parier sur un excédent commercial de plus en plus substantiel que sur son retour à un niveau raisonnable. L'excédent des paiements courants sera à son tour accru par l'amélioration des échanges de services et les rentrées d'intérêt au titre des placements à l'étranger. On voit ici poindre le nouvel OPEP de la fin des années quatre-vingt.

Paradoxalement, pour avoir voulu accentuer son indépendance énergétique et minière le Japon se trouvera encore plus dépendant de l'extérieur et de la bonne volonté de ses partenaires commerciaux. Deux éléments de taille limitent en effet encore pour plusieurs années le tonus de la demande intérieure : l'absence totale de marge de manœuvre des budgets publics et sociaux, la mentalité des dirigeants les plus influents des organisations patronales qui restent attachés à l'austérité salariale. Les perspectives moyennes de progression du pouvoir d'achat énoncées par l'EPA pourraient ainsi ne pas se vérifier immédiatement.

Que faire de tels excédents ?

(35) Incluant l'équipement industriel mais aussi l'équipement domestique et les véhicules.

Investir à l'étranger comme l'ont fait les Etats-Unis ? Les implantations japonaises se sont développées dans l'extraction et le raffinage des produits de base, mais les besoins iront en diminuant. Dans les industries légères comme le textile les Japonais ont plutôt exporté leur savoir-faire. Des opportunités plus nombreuses existent dans l'équipement des ménages, les exemples de la télévision en Chine ou de l'automobile aux Etats-Unis l'attestent, et dans l'équipement industriel. Mais, pour spectaculaires que paraissent les perspectives en ce domaine, elles ne sont pas assurées des mêmes taux de succès que l'exportation directe du passé. Car les grandes entreprises, coupées de leur base nationale, devront composer avec les gouvernements, les syndicats et les sous-traitants locaux, qui n'auront pas nécessairement les mêmes critères de valeur. Envoyer en mission des commerçants pour prospecter les marchés ne suffira plus ; c'est tout un contingent de cadres qui s'expatrieront durablement pour s'imprégner des mentalités occidentales. Le risque de contagion sera beaucoup plus grand.

Voyager plus, comme le font les Allemands ? La hausse du pouvoir d'achat a contribué à rouvrir le Japon à l'extérieur après des années d'isolement. On peut en dater l'origine de l'exposition universelle d'Osaka de 1970. Les Japonais, principalement les jeunes et les plus de 55 ans, n'hésitent plus à sortir de leur pays ; les uns recherchent le soleil des îles du Pacifique, les autres sont curieux de goûter aux vieilles cultures européennes. Les circuits de distribution, particulièrement les grands magasins, diversifient leurs activités afin de répondre aux nouveaux besoins. Les voyages, au même titre que la recherche frénétique du dernier produit sorti, sont ressentis comme un moyen de s'aérer ou de se distinguer. Dans le même esprit un souci de fantaisie voit le jour dans l'habillement ; l'uniformité vestimentaire, encore bien ancrée au sein des entreprises, cède du terrain à l'extérieur à un effort de création. Ces velléités peuvent préfigurer ce que seront demain d'importants secteurs d'activité. Mais aujourd'hui la durée du travail laisse encore bien peu de place aux dépenses de loisirs et rares sont les entreprises qui poussent leurs employés à prendre leurs congés. Les voyages restent courts et tributaires des grandes occasions que sont le mariage et le départ à la retraite. Leur banalisation n'est que pour après-demain.

Accumuler des réserves ou prendre acte de la valeur effective des produits japonais en laissant la monnaie s'apprécier ? Bien que les sorties récentes de capitaux aient dépassé de beaucoup l'excédent des paiements courants, une fraction importante n'est que la réponse temporaire aux besoins de crédit des Etats-Unis et disparaîtra probablement en même temps que ceux-ci. Si l'on considère que les Japonais, n'ayant pas de problèmes de paiements extérieurs, ne souhaitent pas particulièrement accumuler des devises étrangères, dont la détention ne leur rapporte presque rien et risque de conduire à des pertes de capital, si l'on tient compte aussi de leur réticence à attribuer au yen le rôle de monnaie de réserve, alors la réévaluation de celui-ci reste le seul moyen de résorber les déséquilibres potentiels.

Ayant fait la preuve de sa force de travail, voyant enfin reconnue sa valeur au-delà des frontières, le Japon pourra laisser s'épanouir le

sentiment de confiance en soi qui est déjà perceptible et exorciser ses démons du passé : l'insécurité et l'isolement. Il lui restera cependant à concilier les aspirations des jeunes à une activité plus enrichissante et des personnes âgées à des conditions de vie moins précaires, afin de pouvoir bénéficier enfin, et sans arrière-pensée, des fruits de son travail.

Sources statistiques

- *Bank of Japan*
 - Economic Statistics Monthly
 - Monetary and Economic Studies
 - Monthly Economic Review
 - Short Term Economic Survey of Enterprises in Japan (TANKAN)
 - Special Paper
- *Economic Planning Agency*
 - Annual Report of the Economy
 - Japan in the Year 2000
- *Fuji Bank*
 - Bulletin
- *Industrial Bank of Japan*
 - Investment Survey
 - Monthly Report
 - Quaterly Outlook for the Japanese Economy
 - Quaterly Survey
- *Japan Economic Research Center*
 - Five-year Economic Forecast
 - Quaterly Forecast of Japan's Economy
- *Ministry of Finance*
 - Budget in Brief
 - Outline of Japanese Taxes
- *Mitsui Bank*
 - Monthly Review
- *OCDE*
 - Etudes économiques
 - Statistiques financières
- *ONU*
 - World Product and Income (International Comparisons of Real Gross Product)
- *Nomura Research Institute*
 - Nomura Investment Review
 - Quarterly Economic Review
- *Statistics Bureau Management and Coordination Agency*
 - Monthly Statistics of Japan
- *Sumitomo Bank*
 - Economic Survey

26. Balance des paiements du Japon

Flux nets en milliards de dollars

	1981	1982	1983	1984	1985.1	
Balance commerciale (1)	+ 20,0	+ 18,1	+ 31,4	+ 44,3	+ 8,9	
Balance des invisibles (2 + 3)	Services (2)	- 13,6	- 9,8	- 9,1	- 7,8	- 1,6
	Transferts (3)	+ 1,6	- 1,4	- 1,5	- 1,5	- 0,5
Balance des paiements courants (1 + 2 + 3 = 4)	+ 4,8	+ 6,9	+ 20,8	+ 35,0	+ 6,8	
Balance des mouvements de capitaux à long terme (5)	- 9,7	- 15,0	- 17,7	- 49,6	- 10,6	
dont : — Capitaux étrangers	+ 13,1	+ 12,4	+ 14,8	+ 7,1	+ 4,2	
— Capitaux japonais	- 22,8	- 27,4	- 32,5	- 56,7	- 14,8	
Balance des mouvements de capitaux à court terme (6)	+ 2,3	- 1,6	+ 0,0	- 4,3	- 0,4	
Erreurs et omissions (7)	+ 0,5	+ 4,7	+ 2,1	+ 3,7	+ 1,7	
Balance globale (4 + 5 + 6 + 7 = 8)	- 2,1	- 5,0	+ 5,2	- 15,2	- 2,5	
Variation de la position monétaire extérieure	- 2,1	- 5,0	+ 5,2	- 15,2	- 2,5	
dont : — Variation des réserves	+ 3,2	- 5,1	+ 1,2	+ 1,8	+ 0,2	
— Variation de la position extérieure bancaire	- 5,3	+ 0,1	+ 4,0	- 17,0	- 2,7	
Réserves totales de changes en milliards de dollars	28,41	23,27	24,50	26,31	26,51	

Prévisions quantitatives

Annexes

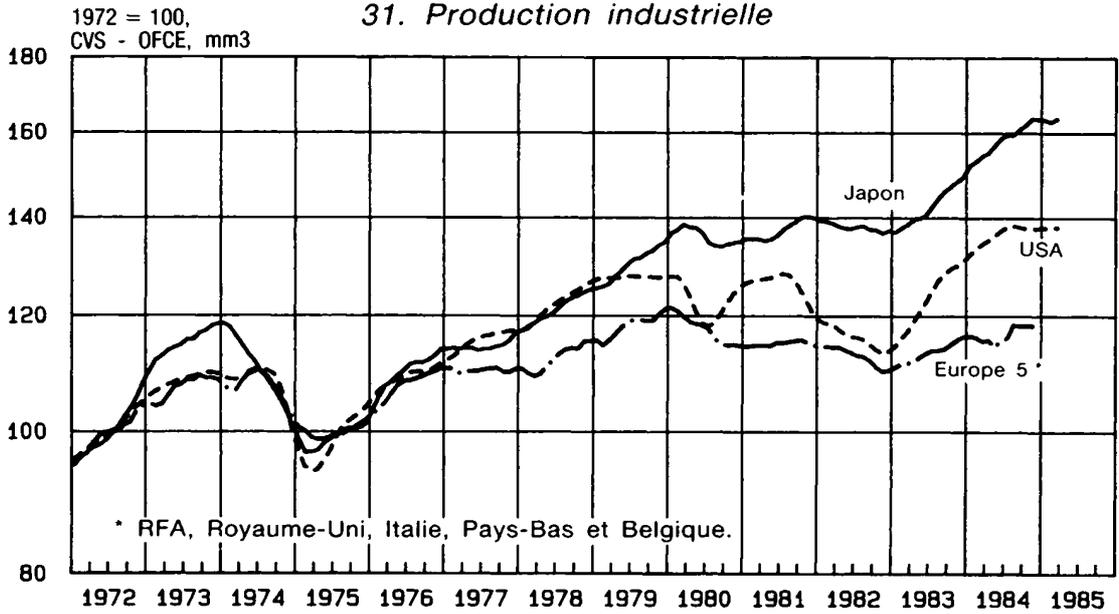
Conjoncture japonaise

27. Japon : Equilibre des biens et services en volume aux prix de 1975

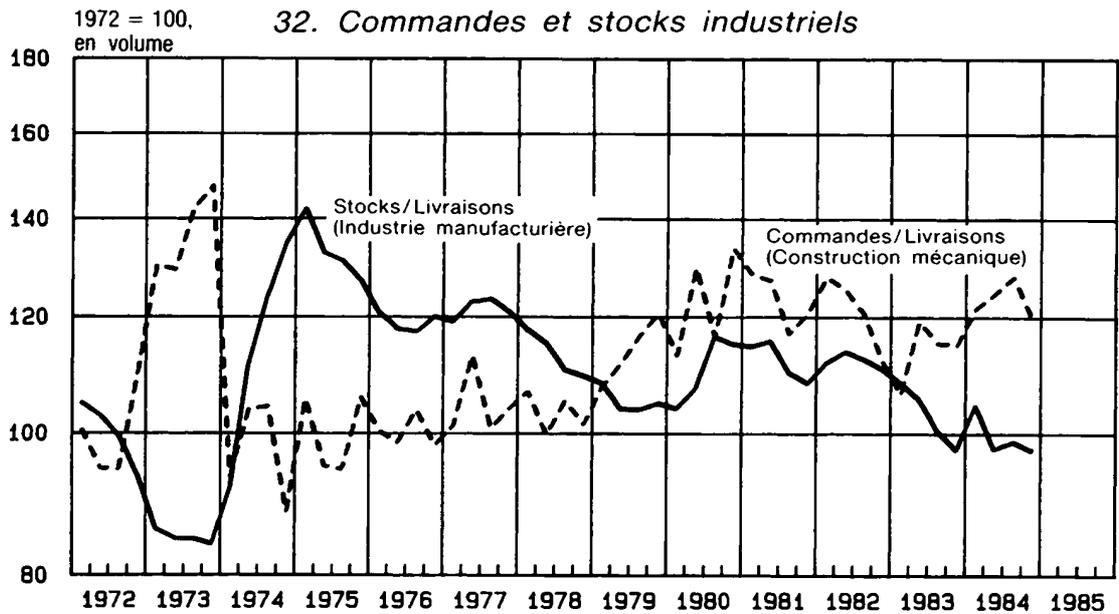
	Niveau en 1984	Variations par rapport à la période précédente en pourcentage						
	Unité : milliards de yens 1975	Années			Semestres			
		1983	1984	1985	1984 S2	1985 S1 S2		1986 S1
Consommation des ménages	113 709	3,4	2,7	3,6	2,7	2,9	4,3	4,8
Consommation publique	20 161	2,9	2,2	3,0	1,5	3,5	2,5	1,9
FBCF	68 467	0,7	5,7	7,0	7,0	7,1	7,0	7,3
dont :								
— productive privée	40 393	3,4	11,1	10,6	14,1	11,2	10,2	9,9
— publique	18 091	- 0,6	- 1,5	0,6	- 2,3	- 0,3	1,1	2,9
— logement	9 983	- 5,9	- 0,8	4,5	- 1,0	4,5	4,5	3,9
Exportations	50 037	4,7	18,1	9,7	17,0	11,3	8,4	6,4
Importations	30 606	- 4,5	12,5	9,1	12,7	10,6	7,7	7,1
Variation des stocks en Mrd de yen 1975	1 283	549	1 283	1 826	802	837	989	924
dont :								
— secteur privé	1 190	869	1 190	1 790	692	853	936	885
— secteur public	93	- 320	93	36	110	- 16	53	39
PNB	223 051	3,4	5,8	5,4	6,2	5,4	5,6	5,4
Prix à la consommation		1,8	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,3

Diagrammes

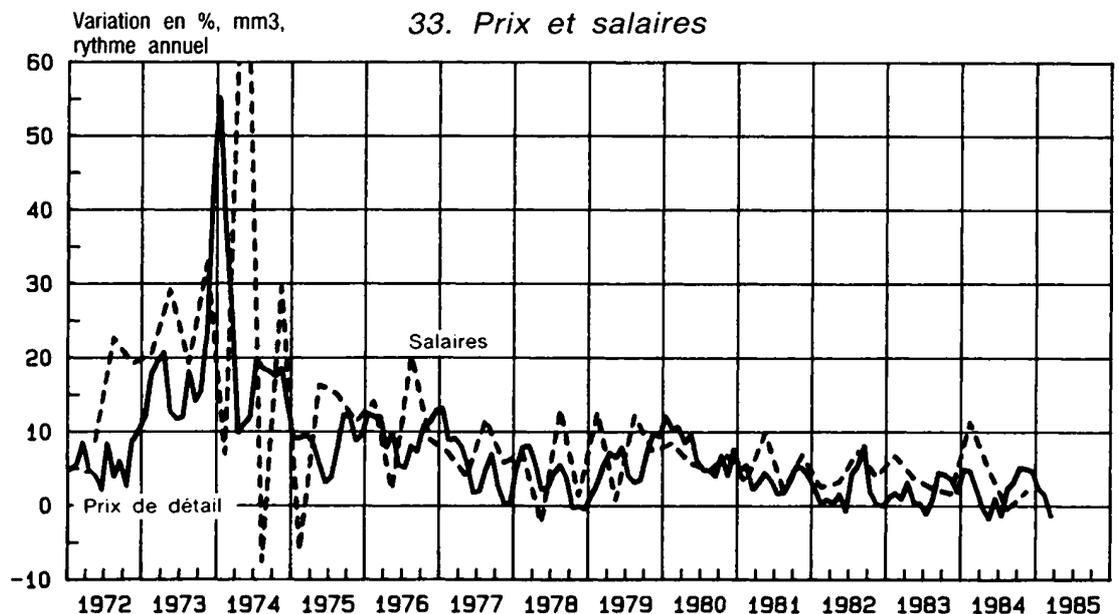
31. Production industrielle



32. Commandes et stocks industriels

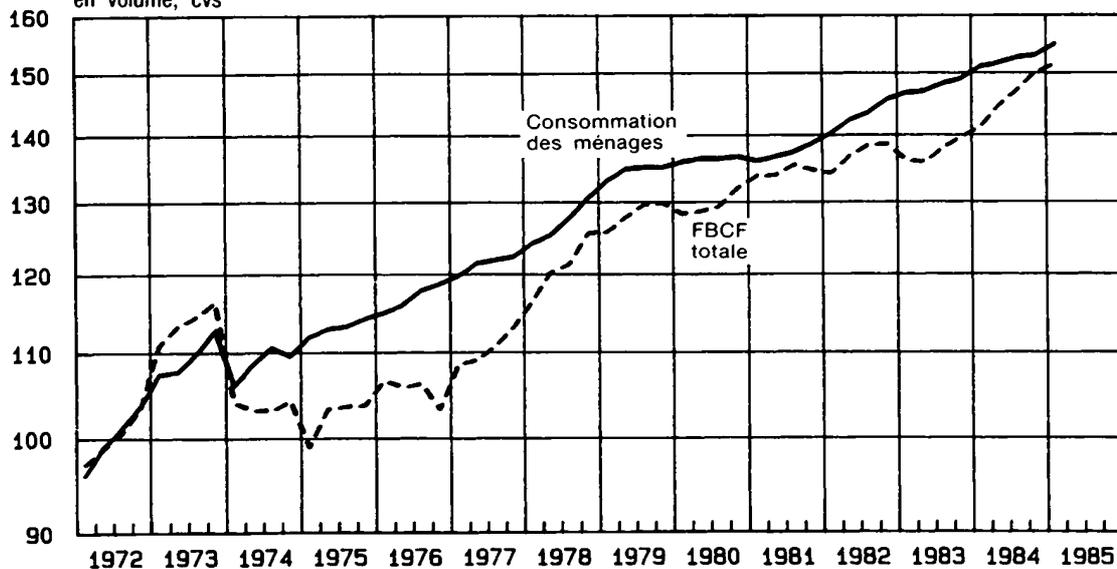


33. Prix et salaires

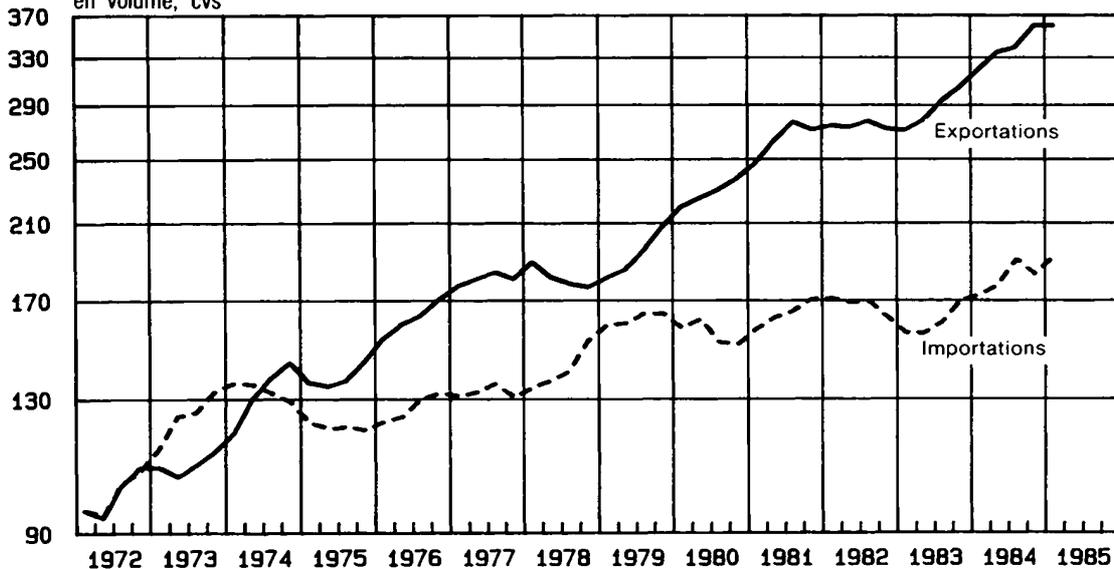


1972 = 100,
en volume, cvs

34. Consommation et investissement



1972 = 100, 35. Echanges extérieurs de biens et services
en volume, cvs



milliards de dollars,
cvs, mm3

36. Soldes commerciaux

